

● correspondance de presse internationale

inprecor

inprecor

PORTUGAL

BLOC DE GAUCHE, UNE RÉFÉRENCE POLITIQUE

FRANCE ● GRÈCE ● ÉQUATEUR ● NIGER

LES NÔTRES : TÚLIO ROBERTO, VICTIME DE PINOCHET

ERNEST MANDEL, CUBA RÉVOLUTIONNAIRE ET ERNESTO CHE GUEVARA

une étude d'Éric Toussaint

n° 711/712

août-septembre 2023

7,50 € / 11 CHF

inprecor sur le web :
<https://inprecor.fr>

Aux abonnés !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez-vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECEI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France
Tél. : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail : inprecor@wanadoo.fr
Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Antoine Larrache
Correction : Isabelle Guichard
CPPAP n° 0926 | 88313

Belgique : agrément n° P928275
ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies,
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

août-septembre 2023 n° 711 / 712

France <i>Une nouvelle étape dans la reconstitution du prolétariat</i>	Antoine Larrache	3
Portugal <i>Bloc de gauche : «une référence politique»</i>	Entretien de Dick Nichols avec Jorge Costa	7
Grèce <i>Élections législatives : une droite renforcée mais pas invincible</i>	Andreas Sartzekis	17
Algérie <i>Mobilisation environnementale et répression</i>	entretien d'Antoine Larrache avec Jamel Bisset	21
Niger • Niger : le régime de la junte • Le coup d'État bloqué	Rahmane Idrissa Rahmane Idrissa	25 28
Équateur <i>Violence et élections, triomphe du populisme et de la droite</i>	Mario Unda et Maritza Idrobo	29
Les nôtres - Chili 1973 • Hommage à Túlío Roberto, victime du coup d'État de Pinochet • Résolution du Comité central du PSR du 1er septembre 1973	Naná Whitaker document	32 36
Marxisme <i>Ernest Mandel, Cuba révolutionnaire et Ernesto Che Guevara</i>	Éric Toussaint	38
Notes de lectures • M. HUSSON, <i>Portrait du pauvre en habit de vaurien, eugénisme et darwinisme social</i> • E. MANDEL & Z.M. KOWALEWSKI, <i>Aux sources du phénomène bureaucratique</i>	Nicolas Bénéès (réd.)	51 51
IV^e Internationale <i>Camp jeunes 2023 : importance de l'internationalisme</i>	Jonathan Simmel	52

**Vous pouvez acheter vos livres et revues
et même vous abonner à inprecor sur internet :
la-breche.com**

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

**Pour que inprecor puisse continuer
Faites le connaître ! Abonnez-vous !**

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- | | | | | |
|--|-----------------|--------------------------|---------------|--------------------------|
| ● France - DOM-TOM - Europe - Afrique | 30 EUR (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 55 EUR (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Autres destinations | 39 EUR (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 71 EUR (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Pli fermé | 50 EUR (6 mois) | <input type="checkbox"/> | 90 EUR (1 an) | <input type="checkbox"/> |
| ● Moins de 25 ans et chômeurs | 20 EUR (6 mois) | | | <input type="checkbox"/> |
| ● Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an) | | | | <input type="checkbox"/> |
| ● Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an) | | | | <input type="checkbox"/> |
| ● Découvrir Inprecor (réservé nouveaux abonnés; 12 EUR, pour 3 mois) | | | | <input type="checkbox"/> |
| ● Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires; 24 EUR) | | | | <input type="checkbox"/> |
| ● Abonnement supplémentaire pour la diffusion à prix réduit (1 an, 40 EUR) | | | | <input type="checkbox"/> |

Nom - Prénom :
Rue :
Commune / Code postal :
Ville : Pays :
Tél./Fax : E-mail :

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à Inprecor-PECEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.
- Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94. IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser inprecor autour de vous !

Une nouvelle étape dans la reconstitution du prolétariat

Par

Antoine Larrache*

Après le mouvement des Gilets jaunes en 2018, la lutte contre la réforme des retraites de 2019, la séquence électorale de 2022, le pays a connu un nouvel épisode de mobilisations exceptionnelles, qui marquent une nouvelle étape dans la structuration de la lutte des classes dans le pays. Car, dans le camp d'en face, les forces sont également en réorganisation, la bourgeoisie se radicalise, entre un pouvoir macroniste très autoritaire mais néanmoins instable et une extrême droite qui continue à monter.

Inlassablement, chaque étape du processus actuel fait écho à cet extrait d'*Où va la France* (1) : « Les déplacements qui se sont marqués ont, pour nous, de l'importance non pas en eux-mêmes, mais seulement en tant que symptômes de changements dans la conscience des masses. Ils montrent que le centre petit bourgeois a déjà commencé à fondre en faveur des deux camps extrêmes. Cela veut dire que les restes du régime parlementaire vont être rongés de plus en plus ; les camps extrêmes vont croître ; les heurts entre eux approchent. Il n'est pas difficile de comprendre que ce processus est absolument inévitable. »

Il fait référence à des résultats d'élections, et la comparaison avec la séquence électorale française de 2022 est saisissante, puisqu'elle a vu se constituer trois pôles, autour de l'extrême droite, autour de Mélenchon et celui d'un centre macroniste instable. Et l'année qui vient de s'écouler renforce cette impression que chaque épisode de la lutte des classes s'inscrit un peu plus dans un affrontement politique global. Le mouvement des Gilets jaunes avait constitué un saut qualitatif dans ce domaine, avec un mouvement passant très rapidement de la lutte contre la taxe carbone à l'opposition au président Macron, identifié comme président des riches, déconnecté



Paris, 7 février 2023, manifestation contre la réforme des retraites. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

des préoccupations d'un peuple confronté à de grandes difficultés financières.

Depuis, l'illégitimité de Macron s'est encore renforcée dans les classes populaires et les difficultés financières ont gagné une partie des couches intermédiaires. La gestion autoritaire de la pandémie et la crise économique n'y sont pas pour rien. La France est désormais régulièrement dénoncée par les organisations de défense des droits humains pour son autoritarisme, ses limites démocratiques et ses violences policières. Au point de passer, en 2020, dans la classification de *The Economist*, de « démocratie à part entière » au statut de « démocratie défailante ». Cette violence de l'appareil d'État – qui inclut des dispositifs, propres à la V^e République, particulièrement antidémocratiques – ne peut être comprise que comme un instrument pour renforcer l'exploitation des travailleuses et des travailleurs. Elle s'inscrit aussi dans l'approfondissement de l'action impérialiste de la France, qui est mise en difficulté, notamment dans son ex-pré-carré africain où elle recule de façon spectaculaire (cf. la vague de putschs récente en Afrique de l'Ouest). C'est l'une des bases matérielles qui explique la radicalisation de l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie, symbolisée par la famille Bolloré et son appareil médiatique au service de l'extrême droite (2).

Une contre-offensive du monde du travail

Les effets de l'offensive brutale de la bourgeoisie sont concrets : la contestation sociale est limitée sur une série d'attaques d'ampleur contre les classes populaires – assurance chômage, assurance maladie, état des services publics, notamment de la santé et de l'éducation – sans parler de l'appauvrissement dû à l'inflation. Mais la capacité de réaction du monde du travail face à la réforme des retraites a fortement contrasté avec cette situation. L'action militante ne s'est pas tue pendant les années où le nombre de jours de grève a chuté (entre 131 et 160 jours par an pour 1 000 salarié·es pendant les années de lutte 2016 et 2019, entourées par une période avec 77 à 58 journées de 2013 à 2021) (3), avec des mobilisations importantes contre le sexisme, le racisme, le changement climatique et les droits et fiertés LGBTI. Ce-

*Antoine Larrache est membre de la direction du NPA et du comité exécutif de la IV^e Internationale.

1. Trotsky, 9 novembre 1934, éd. Les bons caractères, p.15.

2. Lire en particulier l'interview de Claude Serfati dans *L'Anticapitaliste*, « 413 milliards de fuite en avant militariste. Pour quoi faire ? », n°147, juin 2013.

3. Chiffres de la DARES, « Les journées individuelles non travaillées », 7 février 2023, <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-journees-individueles-non-travailees-jnt>

France

pendant, le décalage est gigantesque entre la quasi-atonie dans les lieux de travail lors des années précédentes et l'ampleur du mouvement sur les retraites de 2023. Ce mouvement a en effet été historique par son unité, l'ampleur de ses manifestations et son ancrage local. Les observateurs attentifs auront cependant noté que, dans les mois qui ont précédé le mouvement, des grèves sur les salaires avaient eu lieu au niveau local, avec des victoires notables.

Mais le passage de mouvements si sectoriels et limités à une telle mobilisation ne peut pas être expliqué que par des facteurs politiques, par la maturation de contradictions, par la transformation d'une somme de contestations variées en un mouvement à visée beaucoup plus large. Le saut a été permis par la nature de l'attaque. Il s'agissait pour Macron de poursuivre les attaques contre un élément constitutif de la classe ouvrière de France, la Sécurité sociale. À partir du moment où Macron faisait le choix de ne faire aucun compromis, y compris avec la CFDT, le syndicat de masse qui s'inscrit le plus clairement dans la collaboration de classe, attaquer la Sécu, c'était de fait attaquer la classe ouvrière et l'ensemble de ses organisations.

Ainsi, cette méthode a constitué un formidable accélérateur de conscience. Alors que, pour des millions de salarié·es, la réforme ne modifiait pas le montant de leur retraite, seulement la date à laquelle ils et elles pourraient partir, elle a été perçue comme s'inscrivant dans un combat plus global de défense d'intérêts de classe et de combat politique contre Macron. Dans la répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail, dans un combat où chaque réforme adoptée facilite la suivante, dans une lutte face au mépris social du pouvoir.

Le mouvement a donc directement intégré une dimension politique importante. Et des connexions politiques ont d'ailleurs eu lieu au-delà des cercles militants. Ainsi, des liens ont été réalisés avec les mouvements LGBTI et féministe, autour de la grève des femmes du 8 mars, tandis que la mobilisation écologiste contre les bassines à Sainte-Soline a résonné – notamment du fait de l'incroyable répression policière qui y a eu lieu – dans les manifestations contre la réforme, elles-mêmes réprimées par le pouvoir.

Les sauts dans le mouvement sont dus à des facteurs politiques

Mais, paradoxalement, alors que l'essentiel de la force du mouvement provient de sa nature politique, l'incapacité de la

mobilisation et du mouvement ouvrier à construire un affrontement avec le pouvoir a été sa principale limite.

Ainsi, dès le début, les organisations politiques et syndicales se sont opposées, La France insoumise et la CGT en tête. Leurs directions ont refusé de collaborer, chacune voulait prendre des initiatives, la CGT étant au cœur de la construction d'une intersyndicale historiquement large mais très modérée, intégrant même les centrales les moins combattives. Cette unité se réalise dès le début, par rapport au mouvement de 2019, au prix d'une plus faible combativité de l'intersyndicale, notamment sur le plan revendicatif, et au détriment du travail avec les organisations politiques. Des tentatives ont été menées, avec par exemple un meeting commun entre partis et syndicats à Toulouse, mais elles ont été limitées.

Il a donc fallu un appel des organisations de jeunesse – à l'initiative discrète de La France insoumise – à se mobiliser samedi 21 janvier pour donner un premier coup d'accélérateur. Cela a contribué à mettre en mouvement les secteurs militants qui disposaient d'une première date, et l'intersyndicale a appelé à la grève le 19 janvier. La mobilisation est exceptionnelle avec, le 19 janvier, 1,2 million de manifestant·es selon la police, 2 millions selon l'intersyndicale. En particulier, et ce sera le cas pendant trois mois, les chiffres des petites et moyennes villes sont impressionnants : 3 500 à Alençon, 4 000 à Compiègne, 13 000 à Quimper, 10 000 à Poitiers, etc. Les chiffres sont dès cette manifestation plus importants qu'en 1995, et le secteur privé est mobilisé comme jamais depuis des décennies. Dans les semaines qui suivront, si les grèves du secteur public seront petit à petit de moins en moins massives (70 % de grévistes dans l'éducation le 19 janvier contre environ 20 % en avril), de nombreux salarié·es déposent des jours de congé, s'absentent du travail ou font grève une heure ou deux pour se rendre aux manifestations.

Devant l'ampleur de la colère, le gouvernement fait alors le choix d'utiliser une procédure accélérée permise par l'article 47-1 de la Constitution, et qui permet de limiter à 14 jours le temps de débat à l'Assemblée nationale. Pendant un mois, plombé par les vacances scolaires des différentes zones, une bataille institutionnelle a lieu, avec plusieurs épisodes montrant que nous sommes bien au cœur d'un conflit politique. Il y a d'abord l'idée qu'une réforme de retraites ne devrait théoriquement pas

faire partie d'une loi qui est un budget rectificatif de la Sécurité sociale et que la faire passer ainsi est une manœuvre de la part de Macron pour déclencher l'affrontement au moment où il l'estime pertinent. Il y a ensuite un débat sur la possibilité d'un vote bloqué (en utilisant l'article 44-3 d'une Constitution décidément riche en outils antidémocratiques) pour éviter de débattre en séance des amendements de l'opposition. Il y a enfin une discussion entre les syndicats et les organisations de la NUPES concernant la pertinence de déposer un très grand nombre d'amendements à l'Assemblée. Pour LFI, il s'agit d'empêcher la discussion, dont le temps est contraint par l'utilisation de l'article 47-1, pour renforcer l'illégitimité de Macron. Pour les syndicats, il s'agit de montrer qu'on n'est pas force de blocage, qu'on est raisonnable, qu'on est prêt à discuter avec le pouvoir. Sous le prétexte que ce n'est pas aux partis de discuter d'une telle réforme, et de l'amender, mais «aux partenaires sociaux» dans le cadre du «dialogue social».

Cette cacophonie entre LFI et les syndicats, vue comme une répartition des tâches, a eu des avantages indéniables, pour faciliter la compréhension de la réforme, mobiliser largement mais, fondamentalement, ce fut un frein considérable à la prise en charge par le mouvement des dimensions politiques.

Et pourtant, c'est à nouveau sur une question politique que le mouvement a tenté de franchir un cap. Après la période de vacances scolaires, l'intersyndicale a appelé à une grève le 7 mars. La construction ces dernières années de la grève féministe du 8 mars, bien que relativement faible en France, a posé la question de la bascule entre le 7 et le 8, pour construire une grève reconductible. Les organisations de jeunesse ont tenté de jouer leur rôle, avec un appel à mobilisation le 9 mars. Cette pression a conduit l'intersyndicale à la formulation de «mettre la France à l'arrêt», un appel euphémisé à la grève générale, et une série de structures de la CGT, de la FSU et bien sûr de Solidaires ont repris des formules du type «en grève à partir du 7 mars», sans oser parler explicitement de grève reconductible. Ces euphémismes sont le résultat de pressions contradictoires : une partie des militant·es du mouvement ouvrier ont compris qu'autour de la séquence du 7 au 9 se jouait la possibilité de gagner. Mais une pression politique considérable a été exercée par le gouvernement et la bourgeoisie sur les appareils, les accusant de vouloir «bloquer le pays». Cette question du blocage est une question complexe puisque l'ambi-

guité du mot porte en elle le débat complexe sur une opposition entre grève et blocage. Confrontée à des difficultés financières, une partie du prolétariat cherche à contourner la grève en encourageant les blocages sans parvenir encore à faire le lien avec le mode d'action historique des « piquets de grève », une autre croit pouvoir bloquer le pays en se contentant de bloquer les flux de marchandises et les circuits énergétiques. Mais, au fond, le refus d'utiliser le terme de « grève générale » est le reflet du refus de l'intersyndicale d'un affrontement avec le pouvoir, de poser la question de qui est légitime pour diriger, de revendiquer le départ du ministre, du gouvernement ou de Macron.

Pourtant, l'expérience des années précédentes porte à croire qu'une jonction politique autour du rejet de Macron aurait été envisageable, avec les Gilets jaunes ou les jeunes des quartiers populaires, en assumant un refus de la politique globale du gouvernement.

Finalement, le manque de préparation de la grève, que ce soit avant l'hiver ou en amont de la séquence du 7 au 9 mars, a conduit à un échec de la bascule dans des grèves reconductibles, d'autant que les secteurs porteurs des grèves précédentes, comme les transports ou l'énergie, ne souhaitaient pas être de nouveau les locomotives d'un mouvement qui ne répond pas assez sur le terrain de la grève. Des grèves reconductibles ont démarré dans les raffineries, dans les transports et dans divers autres secteurs, mais sont restées beaucoup trop minoritaires pour entraîner l'ensemble du monde du travail. L'absence d'auto-organisation, liée à la confiance dont bénéficie l'intersyndicale du fait de la réussite des journées d'action, a empêché qu'une orientation alternative, plus combative, soit possible à la base. D'autant que ce mode d'action n'a été promu ni par les secteurs les plus massivement grévistes, dont les directions syndicales sont pour une bonne partie réticentes, voire hostiles, à l'auto-organisation, ni par les secteurs syndicaux plus combatifs, que ce soit dans la CGT, la FSU ou même Solidaires. Mis à part les gesticulations habituelles de groupes substitutistes prétendant construire des réseaux pour la grève générale en dehors des syndicats, voire contre eux.

La République autoritaire aux commandes

Une partie des cadres des syndicats ont renoué avec leur impression du début de mouvement, qui était que celui-ci ne pouvait pas gagner. Les directions ont

interpelé Macron, espérant un recul de sa part alors que celui-ci voulait, comme c'était prévisible, passer en force.

Face à cela, les manifestations du 7 mars ont établi un nouveau record avec 3,5 millions de manifestant-e-s selon la CGT, 1,28 million selon la police. Et surtout, l'utilisation du 49-3 le 16 mars va constituer une nouvelle étape du mouvement. Le pouvoir a souhaité éviter son utilisation, qui met en lumière le caractère antidémocratique du gouvernement et dont le coût politique est important mais, comme la droite gaulliste LR se divisait sur le vote, la majorité n'était pas assurée et Borne n'a pas eu d'autre choix que de passer par le 49-3. Le 20 mars, une motion de censure « transpartisane » soumise par le petit groupe parlementaire Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT) est votée par les député-e-s de la NUPES et du RN. LR se divise de nouveau mais la motion est rejetée le 20 mars à 9 voix près (278 pour sur 576 député-es, donc 287 voix nécessaires). Ce vote si serré provoque la colère de la population, d'autant que Macron intervient le 21 mars et utilise un langage provocateur : « Ce texte, il va poursuivre son chemin démocratique », « La foule, quelle qu'elle soit, n'a pas de légitimité face au peuple qui s'exprime souverain à travers ses élus ».

Là encore, la politique s'invite dans le conflit et des réactions spontanées ont lieu dans plusieurs villes, avec des casseroles, des actions dans les centres-villes, des occupations de routes, tandis que la manifestation du 23 mars établit un nouveau record, avec 3,5 millions de manifestant-e-s selon la CGT (1,1 selon la police, qui reconnaît cependant que la manifestation parisienne a doublé de taille par rapport à la précédente !). La jeunesse tente de se mettre en mouvement mais l'expérience militante et ses organisations sont trop faibles pour qu'elle puisse jouer un rôle. Mais la répression s'abat sur le mouvement : le passage de la loi par le biais du 49-3, une procédure profondément antidémocratique, est combiné avec une répression policière qui vise à indiquer aux masses que le conflit serait terminé, que toute contestation s'inscrirait maintenant dans une contestation politique des institutions et de la République. La pression est réelle sur l'intersyndicale, la CFDT n'ayant au départ pas envisagé de construire le mouvement au-delà du vote de la loi et, plus globalement, les directions de la gauche n'assumant pas la confrontation politique du mouvement avec le pouvoir. Et, pour les salarié-es mobilisé-es, les actions de la police deviennent de plus en plus dures : elle

attaque les manifestations à la matraque ou aux canons à eau, découpe les cortèges. Vendredi 24 mars, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic, critique un « usage excessif de la force » envers les manifestant-es. Elle ajoute que les actes de manifestants violents « ne suffisent pas non plus à priver les manifestants pacifiques de la jouissance du droit à la liberté de réunion » et « permettre l'exercice effectif de ces libertés, en protégeant les manifestants pacifiques et les journalistes couvrant ces manifestations contre les violences policières et contre les individus violents agissant dans ou en marge des cortèges ». Dès le lendemain, la répression qui frappe la mobilisation de Sainte-Soline contre les mégabassines donne un signal terrible au mouvement, avec 200 blessé-es, dont 40 gravement touché-es et 2 dans le coma. Le gouvernement annonce clairement à quel point il est prêt à réprimer, étant donné le sort réservé à une mobilisation qui tente symboliquement d'atteindre un trou dans un champ !

Malgré des actions courageuses – grèves, casseroles devant 400 mairies en avril, diverses actions, notamment une tentative réprimée de protestation lors d'un match au Stade de France –, le mouvement vivra une lente décroissance, tant sur le nombre de personnes en manifestation que sur les capacités de contestation politique, même s'il y aura, comme dans tout mouvement, la radicalisation de franges importantes des militant-es qui cherchent à poursuivre la lutte mais demeurent minoritaires. La répression continue, avec notamment les réquisitions qui frappent les salarié-es des raffineries, contraint-es de reprendre le travail, et la bataille dans les institutions est vaine et démoralisante : ainsi, deux recours au Conseil constitutionnel sont rejetés, une proposition de loi abrogeant la réforme est rejetée sans débat et sans vote, en commission.

La réaction se renforce

Les conséquences de la défaite sont assez directement un basculement vers la droite : le gouvernement continue à réprimer les mouvements écologistes, notamment la manifestation contre la ligne de TGV Lyon-Turin dans la vallée de la Maurienne, empêchée physiquement par 3 000 policiers samedi 17 juin. Le 21 juin, le Conseil des ministres décide la dissolution des Soulèvements de la Terre, mouvement écologiste fortement impli-

qué. Les violences policières et racistes ont augmenté dans les quartiers populaires, notamment avec trois jeunes percutés volontairement (4) par une voiture de police à Paris, et le meurtre d'Alhoussein Camara et puis de Nahel, ce dernier ayant provoqué la révolte des quartiers populaires à partir du 27 juin. La loi asile-immigration durcit encore les conditions d'accès aux demandes d'asile, tandis qu'une offensive politique est en cours contre les musulman-es et les jeunes avec l'interdiction du port de l'abaya dans les établissements scolaires.

L'extrême droite profite de la situation globale de reflux du rapport de forces, en montant quasi mécaniquement dans les sondages, en ayant elle-même organisé quelques groupes pour attaquer des piquets de grève, et par l'action de la police, dont 67% votent pour l'extrême droite. Tout cela est le résultat de l'échec de la lutte : quand le mouvement ouvrier ne parvient pas à poser la question du pouvoir de Macron, Marine Le Pen offre une possibilité d'exprimer la colère et le désespoir dans les élections. Elle s'est présentée également en opposition à LFI, accusant Mélenchon de vouloir «transformer l'Assemblée en ZAD». La gauche politique sera restée globalement l'arme au pied : malgré une campagne de meetings unitaires en février, pour soutenir le déclenchement du mouvement, elle s'est essentiellement contentée de la bataille parlementaire, qui s'est soldée par un échec. Consciemment ou pas, selon les secteurs, elle a considéré que la lutte était un outil pour peser dans la bataille parlementaire, au lieu de considérer l'inverse, que la bataille dans l'hémicycle devait avoir pour fonction principale d'éclaircir des points, d'encourager la lutte, de dénoncer le pouvoir. Chez de nombreux cadres de gauche, le rapport de forces construit devait avoir comme objectif de permettre une dissolution de l'Assemblée et ces cadres se projetaient déjà dans d'hypothétiques élections législatives qu'il s'agirait de gagner, en s'appuyant sur le mouvement. Au lieu de travailler à une plateforme unitaire de revendications pour le mouvement, formulant aussi quelques mots d'ordre pour obtenir de nouveaux droits, la gauche politique comme syndicale s'est arc-boutée sur le mot d'ordre, indispensable cependant, de «retrait de la réforme». L'inconvenient, sérieux, était de ne pas remettre

4. Plusieurs témoins ont vu et filmé la scène, <https://monpetit20e.com/adolescents-percutés-par-la-police-dans-le-20e/>

en cause la retraite à 62 ans et de ne pas encourager un lien entre les mots d'ordre de lutte les plus concrets comme l'augmentation des salaires et des pensions par exemple, et la possibilité d'une victoire politique contre Macron.

Des leçons pour l'avenir

Cependant, malgré la défaite, la bataille s'inscrit dans un processus d'accumulation d'expériences pour le prolétariat. Ainsi, une accumulation de loges contribue à créer une force et une confiance capables de construire des mobilisations historiquement fortes. La participation de la CFDT au mouvement aura permis une mobilisation exceptionnelle dans le secteur privé, de syndicalistes qui ont ainsi découvert ce qu'est une grève. Mais on a pu constater également que cette unité n'est pas suffisante pour gagner, que pour obtenir des victoires il faut un niveau de rapport de forces puissant, une grève de masse, et s'affronter avec le pouvoir politique. Ainsi, le mouvement sur les retraites de 2019 avait construit un rapport de force important avec sa grève bien préparée dans les transports, grève qui s'était étendue à de nombreux autres secteurs, même de façon minoritaire. De plus, l'auto-organisation, même si elle était déjà très limitée, avait permis de construire des réunions interprofessionnelles, ou des collectifs unitaires à la base, qui avaient contribué à construire une mobilisation forte dans les quartiers et à commencer à discuter d'éléments politiques dans le mouvement. Et notamment de comment aller au-delà des grèves saute-mouton – des grèves d'une journée, séparées par plusieurs semaines – qui ne permettent pas de sortir de l'aliénation quotidienne, parce que la vie est structurée par le travail et non par le mouvement.

Enfin, concernant la question du pouvoir, on constate que chaque mouvement en France intègre maintenant cette opposition nécessaire à Macron alors que, dans les décennies précédentes, on bataillait davantage contre la réforme, ou au maximum contre le ministre qui l'incarnait. Cette opposition croissante correspond au fait que, dans le cadre de la crise du capitalisme, les marges de manœuvre de la classe dominante se réduisent, que la pression sur les classes populaires s'accroît, contribuant à une homogénéisation croissante du prolétariat – à l'encontre des dynamiques de déstructuration à l'œuvre

depuis plusieurs décennies –, tandis que le pouvoir, plus instable, avec des ressorts bonapartistes croissants, est de plus en plus incarné par des individus qui suscitent par conséquent personnellement la colère.

À cette rentrée, on pourra mesurer à quel point ces processus sont durables, ainsi que les capacités de rebondissement du prolétariat et de la jeunesse. Ainsi, des manifestations sont déjà prévues le 23 septembre contre les violences policières et racistes, avec un appel très large, de la plupart des organisations du mouvement ouvrier, et qui semble susciter une activité locale conséquente, la constitution de collectifs militants dans les villes. Une autre mobilisation est prévue en octobre sur les questions sociales, dont il est difficile pour l'instant de mesurer la dynamique. Enfin, dans plusieurs mois auront lieu les élections européennes. La gauche y arrivera sans doute divisée, chaque parti tentant de tirer son épingle du jeu. Seule La France insoumise exerce une pression pour l'unité de la gauche. Pourtant, cette division correspond bien à des positionnements ayant des bases politiques significatives : le Parti socialiste et Europe écologie - les Verts s'inscrivent toujours dans le cadre de la construction européenne, ne forment jamais de volonté de rompre avec l'Europe libérale. Le PCF, de son côté, flirte depuis son dernier congrès avec des relents de poujadisme et avec des discours réactionnaires et est donc en incapacité d'intégrer les prises de conscience sur les questions antiracistes, féministes, anti-autoritaires. La France insoumise, malgré la pression institutionnelle qui s'exerce sur elle, malgré ses positions très modérées sur les institutions et les gros problèmes de ses positions internationales, est donc seule à pouvoir incarner une colère diffuse contre le libéralisme et contre Macron.

Pour les révolutionnaires, l'enjeu est de ne pas laisser retomber la colère, qu'elle s'incarne bien dans une reconstruction du mouvement ouvrier, unitaire, tout en faisant progresser les leçons sur le rapport aux institutions, la nécessité d'une grève de masse, une critique globale du capitalisme sur la base d'une compréhension de sa crise globale, qu'elle soit économique, écologique, politique.

La course de vitesse avec l'extrême droite est en cours. Cette dernière possède plusieurs longueurs d'avance. Mais manifestement le mouvement ouvrier est capable de franchir des étapes rapides lorsque des mobilisations de masse permettent des sauts de la conscience. ■

Bloc de gauche : « une référence politique »

Entretien de Dick Nichols
avec Jorge Costa*

Dick Nichols : *Le Bloc de gauche a perdu la moitié de son soutien électoral depuis 2017, à commencer, cette année-là, par la perte de ses deux représentants à l'assemblée régionale de l'île de Madère. Lors des élections législatives de 2019, il a conservé ses 19 sièges au parlement national mais avec un nombre de voix réduit, puis a perdu 65 % de ses voix lors de l'élection présidentielle de 2021 et les deux tiers de ses 12 conseillers locaux lors des élections locales de la même année, suivi de la perte de 14 de ses 19 sièges parlementaires lors des élections générales anticipées de janvier 2022. Dans quelle mesure cette crise était-elle due à des facteurs indépendants de sa volonté et dans quelle mesure aux propres lacunes du Bloc de gauche ?*

Jorge Costa : L'accord entre le Parti socialiste (PS) et le Bloc de gauche, qui constituait la base du soutien du Bloc de gauche à un gouvernement PS, a été signé en 2015. À l'époque, le PS était arrivé deuxième aux législatives et l'enjeu était d'empêcher la droite de continuer à gouverner et de ravager le pays avec ses mesures d'austérité sans précédent. Aux élections de 2019, à la fin du mandat de quatre ans effectué par les socialistes et une fois l'accord respecté, le Bloc de gauche a obtenu 10 % des voix (un demi-million de voix), soit presque le même résultat que quatre ans auparavant (notre meilleur résultat de tous les temps). Ainsi, l'explication de notre résultat de janvier 2022 ne réside pas dans un développement continu de mauvais résultats électoraux. Au contraire, nous avons chuté brutalement, ne conservant que la moitié des voix et un quart des parlementaires par rapport à octobre 2019.

La raison en était notre refus, à l'issue des négociations, de soutenir le budget du gouvernement PS. Lors de ces négociations, nous avons pleinement respecté notre mandat, qui consistait à user de notre influence pour obtenir des avancées importantes pour la classe ouvrière et la majorité de la popula-

tion : premièrement, en ce qui concerne la législation du travail (en particulier en mettant fin aux lois sur le travail de la période de la Troïka) ; deuxièmement, en ce qui concerne les investissements dans le Service national de santé (SNS). Cependant, nous n'avons pas été en mesure de parvenir à un accord avec le PS qui permette d'atteindre ces objectifs.

Nous n'avons donc aucune raison de voter ce budget national. Cette décision, une décision d'indépendance stratégique par rapport au PS, n'a pas été suivie par une grande partie des électrices et électeurs du Bloc de gauche. Mais nous n'avons pas utilisé leurs critères pour décider de notre vote : nous avons utilisé des critères stratégiques, ceux de notre projet politique indépendant.

Dans les jours qui ont précédé les élections, un deuxième facteur est apparu, qui a également largement contribué aux mauvais résultats du Bloc de gauche : les sondages nationaux ont montré que les partis de droite, pris ensemble, étaient à égalité de voix avec le PS. Ce sondage, qui annonçait également une victoire de la droite si elle s'associait à l'extrême droite, a créé une vague de peur qui a mobilisé et poussé vers le PS une partie de l'électorat de gauche.

Finalement, la victoire redoutée de la droite n'a pas eu lieu et le PS s'est retrouvé avec la majorité absolue au Parlement. Ainsi, soit les sondages étaient erronés, soit ils ont contribué directement au cours des derniers jours à un changement dans les intentions de vote. Quoi qu'il en soit, ces sondages ont été très importants pour mobiliser l'électorat de gauche en faveur du PS. Ces deux facteurs expliquent nos mauvais résultats en 2022.

Dick Nichols : *Les mauvais résultats du Bloc de gauche (et du PCP) ont-ils montré que le sous-financement du SNS n'était pas – à ce moment-là – le problème le plus important pour une partie importante du « peuple de gauche » ? Le Bloc de gauche a-t-il mal interprété les sentiments populaires ?*

Jorge Costa : Comme je l'ai dit, nous utilisons notre mandat pour faire pression sur

des questions stratégiques pour la classe ouvrière, comme la législation du travail, le financement du SNS et la lutte contre la précarisation. Nous refuserons toujours d'être un appendice du PS, d'être la cinquième roue du carrosse du gouvernement. Dans les circonstances du moment, nous avons un choix à faire : l'autonomie ou la subordination au PS. Nous avons choisi l'autonomie et nos résultats électoraux ont chuté. C'est vrai. Nous avons perdu beaucoup de poids, mais nous avons gardé notre colonne vertébrale intacte et nous sommes désormais capables de contre-attaquer. C'est ce que nous faisons.

Nous faisons face à la majorité absolue du PS avec un groupe parlementaire beaucoup plus réduit qu'auparavant, mais qui entretient des relations directes et co-

* **Jorge Costa** a commencé à militer en 1991, à l'âge de 15 ans, en participant au mouvement de protestation contre la première guerre du Golfe. Dirigeant du Bloc de gauche portugais (Bloco de Esquerda) depuis sa formation en 1999, il a été élu député entre 2009-2011 et 2015-2019. Il est aujourd'hui membre de la direction permanente du parti. **Dick Nichols**, membre de l'Australian Socialist Alliance, est le correspondant européen de *Green Left Weekly* et de *Links - International Journal of Socialist Renewal*, et membre de l'Australian Socialist Alliance. Cet entretien, qui a été d'abord publié le 23 juillet 2023 par *Links - International Journal of Socialist Renewal* (<https://links.org.au/portugals-left-bloc-we-provide-solid-political-reference-point-workers-and-social-movements>), a eu lieu après la XIII^e Convention nationale du Bloc de gauche, tenue à Lisbonne du 26 au 28 mai 2023. Pour déterminer l'orientation du Bloc au cours des deux prochaines années, les 658 délégué·e·s au congrès (représentant un peu moins de 10 000 membres) avaient à choisir entre deux perspectives politiques différentes : la motion A et la motion E. La première, soutenue par Costa, a été votée par 83 % des délégué·e·s au congrès, la seconde a recueilli 15 % et il y a eu 2 % d'abstentions. Le Conseil national élu (direction du Bloc ; 80 membres) compte 67 membres de la motion A et 13 de la motion E. Le Conseil national a élu la Commission politique du Bloc, composée de 21 membres, dans laquelle la motion A (y compris Costa) dispose de 17 sièges et la motion E en a 4. L'élection de Mariana Mortagua comme nouvelle coordinatrice du Bloc, en remplacement de Catarina Martins, qui a démissionné après 11 ans à la tête de l'organisation, fut l'un des événements majeurs de ce congrès. Un dossier complet sur la convention peut être trouvé en portugais sur le site Web du Bloc de gauche (<https://www.esquerda.net/topics/xiii-convencao>). (Traduit de l'anglais par A.L.)

Portugal

hérentes avec les mouvements populaires qui émergent contre l'arrogance des socialistes et leur incapacité à répondre aux grandes questions auxquelles le Portugal est confronté aujourd'hui.

Dick Nichols : *Contrairement à la geringonça (1) de 2015-2019 – le gouvernement PS soutenu de l'extérieur par le Bloc de gauche, le PCP et d'autres sur la base d'un ensemble d'engagements spécifiques – l'actuel gouvernement majoritaire PS a gardé une stabilité grâce aux pactes avec le grand capital portugais combinés, au mieux, à des bricolages de dernière minute pour faire face aux multiples crises sociales dont souffre le pays. Il semble désormais en payer le prix fort, avec une moyenne de 29 % dans un récent sondage – soit l'équivalent du Parti social-démocrate (PSD) d'opposition – et bien en dessous de son résultat de 41,4 % lors du sondage de janvier 2022. Un récent sondage montre également que le Bloc de gauche retrouve un soutien à des niveaux de 8 à 10 %. Qu'est-ce qui explique ces changements ?*

Jorge Costa : Il existe aujourd'hui de nombreux sondages et différentes attitudes électorales s'y reflètent. Il est également vrai que certains soulignent que le Bloc de gauche se redressera lors des prochaines élections ou qu'il obtiendrait de bien meilleurs résultats si les élections avaient lieu aujourd'hui.

La politique de la majorité absolue PS est marquée non seulement par une grande arrogance (refus de répondre aux partis d'opposition, refus de venir au Parlement pour rendre compte de ses erreurs) mais aussi par la crise du gouvernement, avec de nombreux ministres (13 à ce jour) mis sur la touche à cause de petits et grands scandales, des conflits d'intérêts, de relations de promiscuité entre les affaires privées et la sphère publique.

Mais cette politique est le fruit du manque de perspectives, de l'absence de réponses à la crise sociale et au cycle inflationniste. Les gens subissent la pression de la stagnation des salaires en raison du pacte entre le gouvernement et les patrons et de l'effet combiné de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt ordonnée par la Banque centrale européenne (BCE). Le Portugal connaît une énorme crise du logement, de nombreuses personnes n'étant plus en mesure de payer leur loyer ou de trouver un logement.

1. Le terme « geringonça » (lancé par l'ancien vice-président de droite, Paulo Portas, qui annonçait en 2015 que la coalition s'effondrerait très rapidement) peut être traduit par « astuce », « bidule », « machin », « bricolage », « appareil mal fabriqué », « travail bâclé »...

Nous sommes également confrontés à d'énormes difficultés dans le fonctionnement normal des services publics, principalement de l'éducation et de la santé : tout au long de l'année 2022, nous avons connu la plus grande vague de grèves jamais enregistrée dans le secteur de l'éducation, et des grèves très importantes dans les services publics de santé, car le gouvernement a continué à refuser les revendications minimales des médecins, infirmières et enseignants.

Le modèle de développement du Portugal est aussi fondé sur un tourisme de masse non durable. C'est l'une des principales explications pour lesquelles la croissance du produit intérieur brut (PIB) n'entraîne pas une augmentation correspondante du niveau de vie. Au contraire, les gens s'appauvrissent, ils sont perdants, car la part des salaires dans la répartition des richesses du pays diminue. Mais les socialistes sont trop déconnectés du peuple et pensent que ceux qui s'appauvrissent seront heureux de voir une forte croissance du PIB.

Cette croissance du PIB bénéficie aux secteurs économiques et financiers protégés qui profitent du modèle de développement portugais et des règles de l'Union européenne interdisant les investissements publics et les politiques favorables aux travailleurs tout en facilitant les opérations financières spéculatives. C'est pourquoi, selon les statistiques de la BCE et du Fonds monétaire international, la moitié du taux d'inflation s'explique par la croissance des bénéfices.

Le Bloc de gauche et le gouvernement du Parti socialiste du Premier ministre António Costa

Dick Nichols : *Dans une interview à Diário de Notícias du 26 mai, l'ancien coordinateur du Bloc de gauche, Francisco Louçã, a déclaré que le gouvernement socialiste avait « renoncé au SNS ». Il a également qualifié le projet de privatisation de la compagnie aérienne publique TAP-Air Portugal d'« insensé du point de vue de la stratégie économique du pays ». Pourquoi le gouvernement PS, contrairement au gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), poursuit-il cette approche ? Cela ne porte-t-il pas atteinte à la base de soutien du PS ?*

Jorge Costa : Le Portugal et l'Espagne sont sous la même structure de pouvoir, celle des institutions européennes, de la Commission européenne, de la BCE, du Conseil européen et de l'Eurogroupe [des ministres

des Finances de la zone euro]. Ainsi, les principales caractéristiques des deux gouvernements — malgré la participation, dans le cas de l'Espagne, de partis de gauche dotés de ministères — ne sont pas si différentes : ils acceptent tous les deux les règles européennes.

Il est vrai que, en tant que petit pays, le Portugal a moins de pouvoir de négociation dans les conclave européens. Nous avons également des formes de subordination ainsi que des manières d'appliquer les règles européennes et les politiques monétaires de l'euro plus strictes et plus toxiques. C'est l'une des principales causes de notre marasme.

Avec la visite à Lisbonne de la présidente de la BCE, Christine Lagarde, on peut voir l'énorme arrogance de ce pouvoir, qui continue d'augmenter les taux d'intérêt sur les crédits immobiliers. Elle arrive dans un pays comme le Portugal, où une grande partie de la population a des emprunts à taux d'intérêt variables et est confrontée à une énorme augmentation des remboursements, et elle dit : « c'est la vie, il faut s'en accommoder. À la BCE, nous continuerons d'augmenter les taux d'intérêt » — comme si l'inflation était due à la consommation excessive des travailleurs.

Ce n'est pas vrai. C'est un faux récit. Il s'agit d'une guerre de classe contre les travailleurs et les pauvres. Lagarde et les institutions européennes prennent parti dans cette guerre et s'organisent pour qu'elle soit gagnée par les bourgeoisies des pays européens.

Dick Nichols : *Dans une interview accordée le 14 juin au Jornal de Notícias, la nouvelle coordinatrice du Bloc de gauche, Mariana Morgado, a qualifié la situation politique portugaise actuelle de « borbier » et a déclaré : « En 2019, en rejetant la deuxième geringonça, un deuxième accord écrit et la possibilité d'ouvrir de nouvelles politiques vers la gauche, le PS a dit au pays qu'il ne devait pas y avoir de politique de gauche... Le choix était désormais entre le mauvais – le PS gouvernant avec sa majorité absolue – et le pire – un gouvernement de droite. » Quel est le degré de stabilité du gouvernement PS ? Plus de deux ans avant les prochaines élections, le Bloc de gauche – en combinaison avec les autres forces à gauche du PS – peut-il imposer un changement de la ligne d'António Costa ? Ou est-il simplement trop tard pour une geringonça 2.0 ?*

Jorge Costa : Les socialistes disposent de la majorité absolue : ils n'ont plus besoin de voix supplémentaires pour changer de politique. Nous comprenons que pour obtenir des changements, nous devons descendre dans la rue. C'est pourquoi le Bloc de gauche

est fortement engagé dans l'organisation des mouvements sociaux et des travailleurs et est un point de référence politique solide pour elles et eux.

Comme je l'ai dit, nous avons assisté ces dernières années à des mouvements de protestation très importants. Par exemple, les plus grandes manifestations jamais organisées d'enseignants dans les écoles publiques, les grèves répétées des médecin-es et des infirmières et les grèves des transports publics qui durent depuis longtemps.

Il y a un refus continu et généralisé de la part du gouvernement de répondre aux travailleurs en général et en particulier aux travailleuses et travailleurs des services publics, qui sont de plus en plus âgés et usés, avec des difficultés à trouver du personnel de remplacement car les conditions de travail sont si mauvaises que les jeunes refusent de faire carrière dans ces domaines.

On voit également la politisation des mouvements LGBTQI+ et féministes et leur résistance aux pressions conservatrices qui accompagnent la montée de l'extrême droite. Ces mouvements et leur politisation ont joué un rôle très important dans la dernière période, avec d'énormes manifestations de jeunes. Ils constituent un élément crucial du paysage de la résistance sociale.

Le rôle du Bloc de gauche est donc aujourd'hui d'être une référence de gauche, de proposer une politique de gauche à ces mouvements et aux secteurs de masse qu'ils représentent. C'est ce que nous faisons pour affronter le gouvernement et le forcer à un changement politique.

Dick Nichols : *Qu'y avait-il de vrai, le cas échéant, dans le diagnostic de la motion minoritaire concernant les problèmes du Bloc de gauche (ce que la motion qualifiait de « perte de cohérence et dilution en tant que projet politique ») comme étant dus à « une priorité donnée presque exclusivement au Parlement en tant que centre de l'initiative politique, la mise à l'écart des luttes populaires, voire la mise à distance des luttes ouvrières soumises à de fortes attaques du gouvernement » ?*

Jorge Costa : Tous ceux qui ont assisté et suivi les activités de notre Convention nationale peuvent témoigner de l'énorme participation des militants du Bloc de gauche, des grandes responsabilités qu'ils assument dans la dynamisation des mouvements sociaux au Portugal.

Nous sommes un parti pluriel, nous sommes ouverts à la libre expression de toutes les opinions. Nos congrès sont ouverts



aux médias, notre opposition bénéficie de la garantie statutaire de la liberté d'expression et de la liberté d'organisation au sein du parti.

Mais il faut constater que le type de critiques contenu dans la Motion E a moins d'expression aujourd'hui que lors du dernier congrès. Il s'agit donc d'un point de vue particulier, respectable et légitime, mais représentant une petite minorité au sein du Bloc de gauche.

Dick Nichols : *Depuis 1999, l'électorat du Bloc de gauche est l'un des plus volatiles. Le Bloc de gauche peut-il faire quelque chose pour modérer les montagnes russes dans son soutien ? Peut-on faire comprendre aux électeurs de gauche qu'ils n'ont pas besoin de voter PS pour arrêter la droite, que ce qui compte c'est que le vote global de gauche dépasse celui de droite ?*

Jorge Costa : Nous ne sommes pas angoissés par ces montagnes russes ! Les élections sont un miroir déformé de la situation sociale du pays et des rapports de forces dans la lutte des classes. Ainsi, quiconque espère une croissance électorale régulière comme stratégie de changement social sera déçu. Et je pense que c'est vrai partout. Il suffit de regarder la France et les évolutions politiques récentes, les évolutions positives dans la rue, mais aussi dans les urnes avec la montée de La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Ainsi, pour survivre à long terme, la gauche doit également être prête à un changement politique rapide pour intervenir et prendre des initiatives dans des contextes politiques instables.

Nous devons être cohérents et indépendants du camp social-libéral, comme les partis travaillistes ou socialistes que nous avons ici au Portugal ; des partis qui ont abandonné une perspective économique de gauche. Les travailleurs n'ont pas besoin que la gauche se contente de leur expliquer

qu'ils doivent s'appauvrir. Lors d'élections, il y a de bons et de mauvais moments, des hauts et des bas, et souvent les résultats des élections, bons ou mauvais, ne révèlent pas la qualité des choix stratégiques.

L'important est de rester du côté des exploités et de toujours agir en conséquence, dans les luttes sur le terrain et au Parlement.

Dick Nichols : *Les prochaines élections au Portugal concerneront l'assemblée régionale de Madère. Quelles possibilités le Bloc de gauche a-t-il de reconquérir une présence dans cette assemblée ?*

Jorge Costa : Nous avons perdu notre représentation en 2017 à seulement quelques voix près. Madère est un archipel de deux îles comportant 150 000 électeurs au total. C'est une région avec un gouvernement autonome. Les sondages indiquent désormais que nous avons de grandes chances de réintégrer le Parlement et c'est pour cela que nous nous battons actuellement à Madère.

L'émergence de l'extrême droite : Chega

Dick Nichols : *Chega (Assez) est un nouveau venu dans la vague réactionnaire de l'extrême droite en Europe et est apparu au moment où certains d'entre nous disaient que, contrairement à l'Espagne, il n'y a pas d'extrême droite au Portugal à cause de la révolution des œillets du 25 avril 1974 ! Quelles caractéristiques Chega partage avec les autres forces d'extrême droite en Europe ? Qu'y a-t-il de spécifiquement portugais là-dedans ? Pourquoi cette organisation est apparue si tardivement ? Bénéficie-t-elle du même degré de soutien au sein de l'appareil d'État, du système judiciaire, des forces armées et de la police que celui dont, par exemple, Vox jouit dans l'État espagnol ?*

Portugal

Jorge Costa : Pendant de nombreuses années, il existait un parti, le Parti du centre social et démocratique (CDS-PP), qui était une sorte de rassemblement des restes de la dictature, du personnel politique de ses dernières années, ayant des liens étroits avec l'Église et des secteurs de la bourgeoisie, des secteurs de la confédération patronale, etc. À son apogée électorale, le CDS-PP a obtenu le même score que Chega aujourd'hui, soit environ 12% des voix. Le CDS-PP a disparu du paysage politique et ses cadres sont désormais orphelins. Ils ne sont pas à Chega – ils ne sont pas devenus des politiciens d'extrême droite. Mais l'extrême droite a absorbé le vote populaire de ce parti, donc on peut voir cela comme une sorte d'*aggiornamento* [mise à jour] de la base de la droite, de sa base électorale.

Le personnel politique de ces nouveaux partis politiques d'extrême droite – non seulement Chega mais aussi Iniciativa Liberal (IL, Initiative libérale) – est issu des cadres intermédiaires des partis de droite traditionnels. Ainsi, plutôt que des groupes nazis et fascistes obtenant une représentation parlementaire et se développant, nous avons des secteurs des formations de droite existantes qui se fragmentent et se réorganisent, adoptant des éléments de la droite radicalisée – de Trump et d'Orban, mais aussi de la droite ultralibérale à travers l'Europe.

Dans le cas de Chega, il faut aussi noter sa fragilité organique. Par exemple, un tiers des membres élus des conseils locaux ont démissionné du parti l'année dernière. Non pas en raison de divergences politiques spécifiques, mais en raison d'affrontements personnels et d'ambitions. En outre, la Cour constitutionnelle a jugé que les derniers congrès du parti étaient irréguliers.

Il s'agit donc d'une organisation encore très faible, qui continue de recruter ses représentants et ses candidats auprès de personnes ayant des liens très lâches avec le parti lui-même, ce qui reflète son manque d'implantation sociale réelle. Chega est très visible au Parlement. Il a un dirigeant très charismatique, André Ventura (issu du PSD), mais c'est une organisation très lâche avec très peu de capacité de mobilisation de rue.

Le seul secteur où l'extrême droite a une réelle influence c'est la police. Dans aucun autre secteur, dans aucune autre expression de protestation, Chega n'a quelque chose de

comparable, pas même dans les secteurs massivement mobilisés, comme les enseignants et les infirmières. Nulle part ailleurs l'extrême droite n'a une capacité de mobilisation.

Néanmoins, l'extrême droite reste liée aux thèmes traditionnels de la droite portugaise : le racisme anti-Roms, la nostalgie coloniale et le salazarisme, la banalisation de la dictature fasciste et la guerre coloniale considérée comme une épopée héroïque. Tout cela s'accompagne d'une nostalgie machiste et d'un rejet très fort du féminisme. Telles sont les principales caractéristiques du discours d'extrême droite portugais représenté par Chega.

Ensuite il y a l'IL, un autre parti radicalisé de droite, mais qui est très différent. L'IL est un parti ultralibéral, inspiré de Hayek (2), l'un des nombreux partis européens de ce type. Un parti libéral extrémiste, antimarxiste mais pas ultra-conservateur, dont l'agenda est axé sur des questions économiques telle la baisse des taux d'imposition.

L'IL dispose d'une base aux revenus élevés et est concentrée dans les milieux riches de centre-ville. Son électeur type est plus jeune et plus instruit. Il n'exprime pas ouvertement un discours xénophobe et raciste et refuse de l'intégrer dans son programme.

Dick Nichols : *À l'instar du gouvernement PSOE en ce qui concerne Vox, António Costa voit des avantages politiques à présenter le PS comme le meilleur rempart anti-Chega et à souligner la complicité du PSD avec l'extrême droite. La tactique consiste à construire le vote PS en divisant les électeurs de droite et en effrayant les électeurs de gauche pour qu'ils cherchent refuge auprès de lui. Comment le Bloc de gauche contre-carre-t-il cette stratégie qui prétend que le PS est la seule véritable force antifasciste ?*

Jorge Costa : La principale façon dont le Bloc de gauche traite ce problème est d'expliquer que Chega est une «*fédération des mécontents*» – un mécontentement à l'égard de la politique néolibérale et de ses résultats en matière de salaires, de santé, d'éducation, etc. Et ce, malgré l'absence de réponses politiques à ces besoins, voire même d'une version plus radicale des politiques néolibérales.

C'est le résultat direct des mauvaises politiques du gouvernement socialiste, qui refuse les politiques de gauche. Ainsi, nous répondons à l'extrême droite dans la plus grande unité des mouvements qui résistent au fascisme, au racisme, à la misogynie, à l'homophobie ou à la transphobie, mais aussi en soulignant notre opposition au

néolibéralisme du PS et en répondant sur le terrain d'une politique économique et sociale alternative.

Cette orientation coïncide avec la façon dont la contestation s'est développée au cours de la première année et demie de la majorité absolue du PS. Toutes les manifestations qui ont vu le jour ont porté des revendications de gauche : enseignant-es, travailleur-es de la santé, travailleur-es du système judiciaire ; revendications des féministes, revendications du mouvement LGBTQI+, revendications des jeunes qui luttent pour le logement.

Elles sont toutes liées à la gauche et à nos revendications de gauche. Elles n'ont aucun lien avec l'extrême droite et celle-ci n'est pas présente dans ces manifestations. C'est très important, car l'opposition de la rue au gouvernement d'António Costa n'est pas du tout une opposition d'extrême droite. Elle est principalement menée par des mouvements sociaux et des syndicats, qui sont directement liés aux partis de gauche et à l'opposition de gauche, que ce soit le PCP ou le Bloc de gauche.

Regardez la France, qui est un pays où vous avez un centre de pouvoir très proche du PS portugais, celui d'Emmanuel Macron. Et là, vous avez d'un côté une extrême droite forte et de l'autre une gauche forte, menée par La France insoumise. Il est vrai que l'extrême droite monte en Italie, en Grèce et en Espagne, et qu'elle est également très forte en France, mais les performances de la gauche française montrent – ses résultats électoraux le montrent – qu'il y a de la place pour un autre type d'opposition de gauche, à condition qu'elle soit cohérente et indépendante.

C'est ainsi que nous pouvons créer un pôle d'attraction de gauche capable de gagner les secteurs sociaux de la classe ouvrière qui sont sous le choc de la politique néolibérale du PS et qui pourraient être plus vulnérables à la démagogie d'extrême droite.

Dick Nichols : *Dans l'État espagnol, alors que les suffrages en faveur de Vox proviennent principalement des banlieues riches et très riches, une autre partie se concentre dans les régions les plus pauvres de la côte méditerranéenne, qui comptent de nombreux travailleurs nord-africains et subsahariens. Là, le racisme et l'islamophobie de Vox trouvent un soutien dans les quartiers hispanophones les plus abandonnés. La situation portugaise est-elle similaire ? Si oui, que propose le Bloc de gauche pour contrer l'influence de Chega ?*

2. Friedrich August von Hayek (1899-1992) était un économiste libéral d'origine autrichienne, opposé à Keynes. Un des fondateurs en 1947 de la Société du Mont-Pèlerin qui s'est donnée pour but la défense de l'économie de marché et l'opposition au réformisme social.

Jorge Costa : Les caractéristiques de l'immigration au Portugal sont très différentes de celles de l'Espagne. Ici, Chega est étroitement lié aux intérêts, aux patrons, de notre monoculture agricole intensive, très dépendante de la main-d'œuvre immigrée. Ainsi, Chega a davantage orienté son message vers des thèmes tels que le racisme anti-Roms, la corruption en politique, l'ultra-conservatisme envers les préoccupations LGBTQI+ et féministes, et l'opposition à l'euthanasie et à l'avortement. Ce sont là les principales questions, les lignes sur lesquelles l'extrême droite tente de construire son identité, plus qu'avec une simple position raciste et anti-immigrés car cela se heurterait, à un moment donné, aux intérêts de certains de ses propres soutiens : les patrons de l'agriculture intensive du Sud.

De plus, les électeurs de Chega sont différents de leurs homologues de Vox. L'électeur typique de Chega est un homme, d'âge moyen à âgé, issu des classes populaires. Comme je l'ai dit, l'électeur urbain de droite plus instruit qui pourrait voter Vox en Espagne a tendance à voter IL au Portugal.

Renforcer la justice sociale, la résistance sociale et les politiques alternatives

Dick Nichols : *La politique adoptée par la Convention du Bloc de gauche, exprime l'aspiration à « Une bonne vie pour tous » et la résume ainsi : « Un logement confortable, un emploi assorti de droits, des services publics de qualité, du temps pour profiter de la vie sur une planète habitable, l'accès à la culture, le bien-être individuel et collectif. Bien vivre nécessite les conditions matérielles d'une existence digne, mais c'est plus que cela : c'est l'autodétermination de ce que nous voulons être, c'est la liberté et le respect de nos choix. C'est le soin et l'interdépendance. C'est la sécurité de l'avenir, d'un salaire et des retraites. C'est la paix d'un endroit dans le monde qui ne dépend pas de la concurrence contre les autres ni de la tyrannie du marché. C'est le partage des biens communs et la démocratie qui décide ; l'essence du socialisme » (motion A). Pourquoi cette formulation était-elle nécessaire ?*

Jorge Costa : Il ne s'agit pas d'une innovation théorique. Nous essayons de donner une définition simple à une idée très simple. L'accès aux biens et services essentiels est refusé à des secteurs de plus en plus importants de la société, à mesure que les inégalités se

creusent et que les politiques néolibérales font des ravages. Ainsi, lorsque nous parlons de lutte pour une vie meilleure, nous parlons d'un ensemble de revendications que tout le monde trouve justes et considère comme comprenant des droits essentiels – logement, salaire équitable, éducation, soins de santé, culture – mais qui ne sont réalisables, dans le contexte actuel, qu'à travers des politiques socialistes du type de celles proposées par le Bloc de gauche. Donc, je suppose que partout la gauche devrait faire son travail et essayer de trouver des moyens et des mots efficaces pour exprimer son point de vue écosocialiste. Lorsque nous parlons de la bonne vie, nous nous inspirons également de cette idée venant des peuples indigènes d'Amérique du Sud.

Nous essayons d'exprimer l'idée très simple de ce qu'est un droit humain essentiel, de ce qui est juste, de ce que tout le monde devrait avoir, de ce qui doit être garanti et ne pas être mis en danger comme c'est le cas aujourd'hui. Si ce n'était pas en danger, nous aurions une belle vie. Je suppose que cela résume notre façon de présenter notre proposition politique.

Dick Nichols : *Les deux motions à la convention soulignent les grandes manifestations des travailleurs migrants et contre le racisme. Comment le Bloc de gauche compte-t-il renforcer son soutien et son implantation parmi les travailleurs migrants, qui, comme dans les pays méditerranéens, sont largement concentrés dans des emplois précaires et peu rémunérés – dans les secteurs du nettoyage, de l'hôtellerie, des soins aux personnes âgées et du tourisme ?*

Jorge Costa : Les militant·es du Bloc de gauche sont présents sur les deux fronts les plus importants où la gauche se lie aux immigrés. Le premier concerne l'agriculture intensive du Sud, où est concentrée une main-d'œuvre immigrée. Nous essayons de nous connecter à ces travailleurs à travers leurs réseaux d'associations, afin de lutter pour celles et ceux qui travaillent « illégalement » (sans papiers) et survivent dans des logements terriblement inadéquats – une existence très cruelle pour les travailleurs de l'agriculture intensive. Nous sommes au centre des efforts pour dénoncer ces conditions qui échappent trop souvent à l'attention même des municipalités gérées par le PCP où cette agriculture est pratiquée. Ainsi, à gauche, nous sommes la principale force qui s'occupe des bas salaires, des mauvaises conditions de travail et des logements misérables de cette main-d'œuvre.

Le deuxième front concerne les plateformes numériques des entreprises de livraison qui emploient une grande masse de travailleurs immigrés – Brésiliens, Asiatiques, Africains – qui, une fois embauchés par ces plateformes numériques, finissent par être surexploités et sous-payés. Ici aussi, nous avons une intervention en développement, une expérience très difficile et nouvelle pour nous. Nous essayons de développer cette expérience en engageant ces communautés dans des réseaux de solidarité et d'entraide.

Cette expérience est très importante. Pas plus tard qu'à la mi-juin, nous avons pu adopter une nouvelle loi au Parlement contre la précarisation dans ces secteurs « uberifiés », initiant ainsi un processus d'inspection publique des conditions de travail et des contrats de travail des travailleurs de ces plateformes. Avec les travailleurs organisés de ce secteur, nous suivons de très près le processus afin de changer les conditions brutales qui y règnent.

Enfin, nous avons une très importante communauté portugaise victime de racisme et composée principalement de petits-enfants et arrière-petits-enfants d'immigrés issus des anciennes colonies portugaises. Nous essayons de nous lier à ces personnes et de les rallier au mouvement antiraciste et à la lutte pour donner de la visibilité à l'oppression de cette communauté racisée. Nous le faisons en participant au mouvement antiraciste, au mouvement des Noirs et à notre pratique au sein du parti.

Cette approche consiste notamment à mettre en avant la présence des Noirs et des personnes racisées dans la direction du Bloc de gauche et sur nos listes électorales. Par exemple, la première femme noire à occuper un poste de direction au conseil municipal de Lisbonne est notre représentante Beatriz Gomes Diaz.

Il reste cependant un long chemin à parcourir dans ce pays qui a une histoire impériale et coloniale en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et un long passif d'esclavage et d'exploitation. Nous rassemblons les revendications et le matériel historique qui donnent de la force aux personnes noires et racisées du Portugal dans la lutte pour la mémoire historique, la dignité et la reconnaissance de la violence de l'oppression exercée dans les pays qui étaient des colonies portugaises. Cette partie de notre population continue de payer le prix des politiques que la classe dirigeante et le pouvoir en place lui ont imposées pendant des siècles.

Portugal

Dick Nichols : *La crise du logement, répandue dans la plupart des pays capitalistes avancés, est particulièrement aiguë au Portugal, où les prix moyens de l'immobilier ont doublé en moins d'une décennie et où, comme en Espagne, la situation désastreuse est exacerbée par la dépendance économique vis-à-vis du tourisme. Quelles sont les propositions du Bloc de gauche pour résoudre la crise du logement ?*

Jorge Costa : Aujourd'hui, le Portugal est l'un des pays les plus durement touchés par la dynamique spéculative et la financiarisation du marché immobilier.

Notre énorme crise du logement est le résultat de la gentrification, de l'expulsion des habitants des centres-villes vers des périphéries de plus en plus éloignées, ainsi que de l'augmentation de la demande de logements par des non-résidents – principalement à Porto, à Lisbonne, dans la région de l'Algarve et à Madère. C'est l'un des facteurs à l'origine de l'appauvrissement rapide de la population, ainsi que de la hausse des taux d'intérêt des emprunts bancaires.

Les propositions du Bloc de gauche sont :

- Premièrement, d'énormes investissements pour augmenter le parc de logements sociaux, à des loyers accessibles.
- Deuxièmement, l'interdiction de vendre des logements à des non-résidents, car ces logements sont presque entièrement dédiés à la spéculation et aux modes de vie luxueux.
- Troisièmement, la fin du « visa d'or », un mécanisme visant à promouvoir la vente de bonnes maisons à de riches étrangers, principalement des oligarques de Chine, du Brésil, de Russie et d'Ukraine.
- Quatrièmement, un plafond de loyer pour empêcher les propriétaires de logements privés d'imposer des loyers exorbitants.

En ce qui concerne les banques, nous exigeons une limitation de la part des revenus qu'une famille doit consacrer au paiement de son emprunt. Avec l'augmentation du taux Euribor (3), la part du revenu des ménages consacrée au paiement de l'emprunt augmente très rapidement et devient très élevée pour un grand nombre de familles.

La différence entre les mensualités d'aujourd'hui et celles du début des hausses du taux Euribor devrait être financée par les bénéfices records des banques – les plus élevés depuis au moins 15 ans.

3. Euribor (taux interbancaire offert en euro) désigne un des taux moyens pratiqués par les banques pour se prêter de l'argent, en euros, entre elles.

Dick Nichols : *Le Bloc de gauche est profondément impliqué dans la campagne pour un financement adéquat du Service national de santé (SNS), dont la manifestation nationale du 3 juin a fait partie des débats de sa convention. Comment évolue cette campagne ?*

Jorge Costa : Le mouvement de défense du SNS est stratégique. La privatisation des services de santé est en cours depuis plusieurs années et se traduit par un désinvestissement dans le service public de santé. En conséquence, les gens ont de plus en plus de mal à obtenir un rendez-vous à temps avec leur médecin du SNS et, à mesure que les listes d'attente s'allongent, ils ont également beaucoup de mal à se faire opérer, même dans les cas urgents.

La porte s'ouvre ainsi aux investissements des entreprises privées dans les soins de santé et l'assurance maladie, à mesure que de nombreuses personnes se tournent vers les soins de santé du secteur privé. Or, cela se trouve être subventionné par le budget national via des contrats passés directement par le SNS avec des prestataires privés!

Il s'agit d'une manière épouvantable de gérer les fonds publics : ils devraient être consacrés à l'extension de la capacité des prestations de santé publique afin de les rendre universelles, accessibles et rapides pour celles et ceux qui en ont besoin. Cette revendication était au centre d'un nouveau mouvement lancé début juin et qui rassemble non seulement les infirmières, les médecins et le personnel des hôpitaux et des centres de santé, mais aussi les citoyens qui utilisent ces services et veulent les défendre.

Il est essentiel que la société portugaise se mobilise pour le SNS en apportant le soutien citoyen aux revendications des syndicats des professionnels de la santé. Leurs revendications sont simples : de meilleures carrières et de meilleurs salaires afin de pouvoir recruter et retenir les professionnels dont le service a besoin. Il existe aujourd'hui un énorme problème de personnel professionnel insuffisant, de plus en plus âgé et surmené dans tous les services de santé.

Ces problèmes doivent être résolus, mais les professionnel·es ne peuvent pas les résoudre seul·es : elles et ils doivent bénéficier de la solidarité active de la communauté. C'est le défi auquel nous sommes confrontés dans le mouvement « Davantage de SNS » : porter la lutte pour un système de santé public national correctement financé au-delà du secteur de la santé et dans la société dans son ensemble.

Dick Nichols : *Le programme du Bloc de gauche implique un type de budget national très différent, avec un financement accru des services publics et des infrastructures pour la transition écologique financé par des contributions plus importantes de ceux qui ont les moyens de payer. Le Bloc de gauche a-t-il développé un processus budgétaire alternatif qui permettrait de visualiser ses priorités ?*

Jorge Costa : La visualisation des priorités du budget national a été l'une des principales caractéristiques de la période d'accord entre le PS et les partis de gauche. Le processus de négociation qui s'est déroulé à cette époque a associé les mouvements sociaux, les représentations des luttes sociales et les syndicats à des négociations concrètes sur chaque nouveau budget.

Ce processus a été très visible dans les médias quotidiens pendant des semaines et des mois, chaque année de ce mandat de quatre ans. Le budget a été discuté dans son intégralité, depuis ses principales priorités jusqu'aux détails spécifiques. Ces négociations étaient très importantes car elles donnaient au débat sur les options budgétaires une visibilité très publique, le Parlement lui-même devenant une sorte d'arène de négociation entre la gauche et le gouvernement socialiste.

La droite a été marginalisée dans ce processus, réduite à se plaindre de la pression de la gauche et des résultats de ce marchandage, même si la plus grande partie de ce marchandage était une bonne nouvelle pour les gens ordinaires. Cela a également rendu très difficile pour la droite d'affirmer son propre programme alternatif sur les questions sociales et économiques, puisque les négociations ont apporté des gains aux travailleurs.

C'est donc la principale expérience que nous avons vécue, une expérience parlementaire, mais très publique, qui nous a permis de bien montrer ce qu'est un processus budgétaire.

Bien sûr, si nous avions fait partie du gouvernement, ces négociations auraient été beaucoup plus discrètes, menées beaucoup plus en intérieur et moins scrutées. Alors que dans d'autres pays, les partis de gauche participent à des alliances gouvernementales avec les socialistes, nous ne le faisons pas. Nous soutenions le gouvernement PS de l'extérieur, au Parlement, mais nous étions en conflit permanent avec les socialistes au Parlement et avec le gouvernement. Il s'agissait d'un processus de négociation permanent et, je pense, très formateur pour nous toutes et tous qui y avons participé.



Jorge Costa

Bien entendu, après 2019, le processus n'a pas été assez solide pour faire face aux pressions et au chantage de la droite et, comme je l'ai déjà mentionné, il n'a pas été facile de voter contre le gouvernement. Mais il faut prendre en considération que pendant la période de l'accord (entre 2015 et 2019), le Bloc de gauche a su faire bon usage de ce processus de négociation et a réitéré son très bon résultat électoral à la fin de l'accord.

Dick Nichols : *Selon vous, dans quelle mesure le Bloc de gauche doit-il encore développer des politiques et concrétiser des plans pour la transition écosocialiste ?*

Jorge Costa : En ce qui concerne la transition écosocialiste, je pense qu'il y a un équilibre que nous devons trouver – et c'est ce que le Bloc de gauche essaie d'atteindre – entre l'élaboration d'un programme politique très détaillé et précis pour la transition et l'utilisation complète des opportunités que l'équilibre des forces sociales nous permet pour imposer de véritables changements concrets.

Nous pensons que la transition écosocialiste sera le produit des luttes sociales contre l'injustice climatique. Bien entendu, la gauche doit avoir sa propre proposition, et nous avons la nôtre. Nous l'avons présentée dans le cadre de notre programme national.

La planification écosocialiste est une planification économique déterminée par des critères de justice sociale et climatique. Cela signifie que nous devons réaliser les transitions dans la production et la distribution et faire les choix techniques nécessaires pour produire ces changements, mais le faire d'une manière qui apporte un progrès économique interconnectant deux dimensions : la transition écosocialiste est la création d'une économie juste et durable. Ce processus doit impliquer un débat au sein du mouvement climatique et des syn-

dicats permettant de faire progresser la conscience générale de la classe ouvrière sur les questions climatiques.

En même temps, bien sûr, nous avons organisé des réunions dans tout le pays avec les personnes qui effectuent le travail technique sur les choix d'élimination des émissions de carbone.

Rapports avec le Parti communiste portugais (PCP)

Dick Nichols : *Dans son interview au Diário de Notícias, Louçã a déclaré que « la relation entre le PCP et le Bloc de gauche connaît une forte convergence en ce qui concerne les politiques et les mesures nationales concrètes. Elle diverge beaucoup, et de plus en plus, en ce qui concerne l'invasion de l'Ukraine par la Russie ». Pour sa part, la récente résolution du congrès du PCP a dénigré le Bloc de gauche pour « sa soumission à l'environnement idéologique dominant [et] son alignement sur les objectifs de l'impérialisme ».*

Comment la perspective du Bloc de gauche d'une « convergence de tous les secteurs politiques de gauche qui expriment leur rejet des politiques d'inégalité du gouvernement » et d'un « large camp populaire de gauche qui modifie l'équilibre des pouvoirs en faveur de ceux qui travaillent » est-elle possible sans une solution à la rivalité entre le Bloc de gauche et le PCP – soit par un accord stratégique (actuellement inimaginable), soit par la marginalisation du PCP (pas en perspective, du moins à court terme) ?

Jorge Costa : Les relations entre le Bloc de gauche et le Parti communiste ne vont se développer ni par un accord stratégique ni par une marginalisation.

Notre relation avec le PCP consiste à affirmer très clairement les grandes différences que nous avons sur les questions internationales et sur les questions de progrès social,

des questions telles que les droits LGBTQI+, les droits des transgenres, la politique en matière de drogues et l'euthanasie. Nous voulons rendre aussi visibles que possible les grandes différences que nous avons autour de ces questions critiques. Mais nous recherchons simultanément un terrain d'entente pour la lutte sociale avec les camarades du Parti communiste et d'autres secteurs de la gauche qui devraient s'unir contre la majorité absolue du Parti socialiste et sa politique néolibérale.

C'est ce que nous faisons actuellement. Nous le faisons dans le mouvement pour le logement, où toute la gauche se rassemble autour d'appels communs et dans les grandes manifestations. Nous essayons également de le faire dans le mouvement autour de la santé, mais c'est plus difficile parce que le Parti communiste y a une approche plus sectaire, puisqu'il contrôle une partie du mouvement syndical du secteur et essaie de faire en sorte que les mobilisations se fassent exclusivement via des structures contrôlées par ses membres.

Quelles que soient les circonstances, notre orientation est toujours de rechercher les formes de mobilisation sociale les plus solidaires possibles contre les politiques néolibérales du gouvernement.

Dick Nichols : *Un récent sondage montre que le Bloc de gauche retrouve son niveau historique de 9 à 10%, tandis que le PCP n'a pas encore récupéré du niveau de 4 à 5%. Qu'est-ce qui explique cet apparent écart ? La position du PCP sur l'invasion russe de l'Ukraine en est-elle en partie responsable ?*

Jorge Costa : L'Ukraine a été un moment dramatique et a produit une mauvaise année pour le PCP, car il s'est très ouvertement identifié à la position et au récit de la Russie justifiant l'invasion. Cela a suscité des réactions très négatives, y compris d'une partie de ses propres membres et de sa base électorale.

Le PCP a également payé un certain prix, peut-être dans des cercles plus militants, pour son hostilité envers le Bloc de gauche et pour ses méthodes autoritaires dans le mouvement syndical. Tous les courants minoritaires de la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP, contrôlée par le PCP) protestent publiquement contre l'interdiction de présenter et de discuter leurs propres propositions au niveau de la direction de la CGTP. C'est inconcevable dans un mouvement syndical sain. Mais c'est ce qui se passe en ce moment même à la direction de la CGTP et cela est de notoriété publique.

Portugal

L'hostilité du PCP envers le Bloc de gauche, parti avec lequel les communistes partagent de nombreuses propositions et vues sur les questions économiques et sociales, ainsi que sa pratique autoritaire dans le mouvement syndical, est à l'origine d'un certain scepticisme à l'égard du parti qui se développe dans certaines parties de la gauche et qui est également à l'origine de son incapacité à étendre son influence au cours des dernières années.

Invasion de l'Ukraine

Dick Nichols : *La motion majoritaire déclare : « L'existence de l'hégémonie mondiale des États-Unis ne change rien à la nature impérialiste de l'agression russe contre l'Ukraine, que le Bloc a condamnée avec la même clarté qu'il a condamné le régime de Poutine au fil des ans. La gauche ne peut rien attendre d'autre d'une dictature oligarchique et d'un aventurisme militariste ». Le Bloc appelle à « une conférence de paix en Ukraine sous l'égide de l'ONU et de l'Union européenne (UE) » et à la fin de la course aux armements. La motion ne dit rien de la fourniture d'armes par le Portugal à l'Ukraine et n'appelle pas à un cessez-le-feu immédiat. Par contre, la motion minoritaire, tout en condamnant « avec véhémence » l'agression russe, exige un cessez-le-feu immédiat et fait référence aux résolutions du Parlement européen sur l'Ukraine pour lesquelles les députés du Bloc de gauche ont voté : « Le Bloc de gauche ne peut rester lié à aucune décision qui blanchit cette subordination [de l'UE à la politique américaine] ». Quelle est la politique du Bloc de gauche concernant le cessez-le-feu dans la*

guerre et la fourniture d'armes par le Portugal à l'Ukraine ?

Jorge Costa : Dès le début de l'invasion de l'Ukraine, la principale question du Bloc de gauche était le droit à l'autodétermination du peuple ukrainien. C'était le principal problème sur la table. Au lendemain de l'invasion, le 25 février, le Bloc de gauche a publié une déclaration appelant le gouvernement portugais à exiger de l'UE qu'elle définisse en termes concrets ses conditions pour un cessez-le-feu dans la région du Donbass et pour des négociations visant à établir une coexistence pacifique pour tous les peuples de la région.

Dans le même temps, le Bloc de gauche a déclaré que l'exigence d'un cessez-le-feu devait être liée à l'exigence du retrait des troupes russes du territoire envahi en février 2022 et qu'elle devait également être liée à une proposition concrète de négociations visant à parvenir à un accord de paix. Il n'est pas possible de dissocier ces trois éléments : le retrait des troupes, le cessez-le-feu et l'ouverture de négociations ; ils doivent être simultanés.

En ce qui concerne l'accès de l'Ukraine aux armes défensives, ce qui est en jeu est la souveraineté de l'État ukrainien et le respect de l'intégrité de son territoire. La défense militaire ukrainienne est légitime pour expulser l'envahisseur. Ainsi, les armes fournies à l'Ukraine par les pays impérialistes occidentaux sont principalement des armes défensives nécessaires à l'effort de résistance nationale de l'Ukraine.

La protection fournie par l'OTAN au gouvernement de Kiev ne change pas la nature de la résistance nationale ukrainienne. Il n'a jamais été vrai que la lutte nationale pour la libération contre un envahisseur ou

une puissance coloniale change de nature en fonction du type de forces impérialistes qui pourraient, à un moment ou à un autre, soutenir ces luttes nationales.

Nous pensons donc que cette théorie s'applique au cas ukrainien ; que nous avons affaire à une lutte de libération nationale et que nous devons non seulement soutenir activement un cessez-le-feu basé sur le retrait des forces russes et trouver la voie à un accord pacifique avec la Russie, mais aussi que nous ne devons pas nous opposer à la fourniture de moyens défensifs – j'insiste sur les armes défensives – destinées à l'Ukraine.

Union européenne : une machine de guerre contre les droits sociaux

Dick Nichols : *La motion majoritaire note la perspective d'un retour à l'austérité de la part de la Commission européenne et déclare : « La coopération entre les États européens est un élément important d'une stratégie visant à contenir la droite radicalisée, à condition d'un tournant démocratique qui intègre la souveraineté des peuples, le développement des droits sociaux et la planification écologique ».*

Cette perspective, certainement souhaitable, est à des années-lumière de l'UE actuelle, avec sa politique frontalière contre les réfugiés, l'augmentation des dépenses d'armement, le soutien à la monarchie marocaine dans sa guerre pour la liberté du Sahara occidental et le déni effectif du droit à l'autodétermination.

Comment inverser la tendance politique en Europe pour rendre possible un tel tournant démocratique ?

Jorge Costa : Eh bien, l'UE est une machine de guerre contre les droits sociaux. Si vous lisez les traités qui en sont la base et qui précisent la manière dont les institutions européennes (la BCE, la Commission européenne et le Conseil européen) doivent se connecter et agir, vous verrez qu'ils ont été conçus et construits pour échapper au contrôle démocratique, échapper à l'inspection des représentants directement élus du peuple et imposer de manière permanente – et avec peu de capacité nationale d'en décider autrement – des réformes néolibérales et des revers pour les travailleurs et les classes populaires. C'est la nature de l'UE.

Lorsque le Bloc de gauche parle de coopération entre les États européens, nous ne parlons pas de l'UE réellement existante. Elle est irriformable et ne peut être remplacée



que par de nouvelles formes de coopération entre États souverains.

Le Bloc de gauche a mené un long débat sur ces questions et a également mis à jour son analyse de l'UE, non seulement avant mais aussi après l'intervention de la Troïka au Portugal il y a dix ans et après l'intervention de la Troïka en Grèce et la capitulation du gouvernement Syriza de l'époque. Nous n'avons donc aucune illusion sur le rôle que l'UE peut jouer. Nous savons que le respect de la souveraineté, le développement des droits sociaux et des politiques écologiques capables de faire face au changement climatique ne pourront se réaliser que dans un tout autre cadre.

Renforcer l'implantation, les interventions et le fonctionnement du Bloc de gauche

Dick Nichols : *La motion majoritaire constate le renforcement et la meilleure organisation de la présence syndicale du Bloc de gauche (dans les télécommunications, la santé, l'éducation et le secteur des soins). Pouvez-vous nous donner des détails sur ces avancées ? Comment essayez-vous de renforcer la participation du Bloc de gauche dans un mouvement syndical portugais qui semble se rétrécir, perdre de sa vitalité et ne pas couvrir les domaines où se concentrent les jeunes travailleurs, et dont le principal contingent organisé, la CGTP, est de plus en plus bureaucratisé ?*

Jorge Costa : L'implantation sociale du Bloc de gauche n'a cessé de croître au fil des années, et aujourd'hui, malgré les grandes difficultés nées de l'hégémonie et de l'autoritarisme que le Parti communiste exerce encore dans le fonctionnement de certains syndicats et de la CGTP, nous avons la possibilité de gagner en influence dans certains secteurs, professions et syndicats.

Les secteurs mentionnés – les télécommunications, la santé, l'éducation, le secteur des soins – font partie des secteurs de la classe ouvrière les plus engagés dans la lutte ces dernières années. Nous nous renforçons également, comme je l'ai dit précédemment, parmi les travailleurs des plateformes numériques, de la culture et des arts, et partout où la précarité et les nouvelles formes d'exploitation de la classe ouvrière se manifestent.

Nous tirons profit de ces expériences, nous essayons de les relier et de générer un débat politique afin de promouvoir une vision alternative de ce que devrait être la lutte de la classe ouvrière au Portugal

aujourd'hui, y compris les rôles du syndicalisme et des comités de base dans les entreprises. Nous disposons d'expériences intéressantes qui fournissent un matériel très riche pour ce débat.

Nous avons également développé notre intervention dans le secteur de la santé. Nos camarades ont dirigé la formation de groupes de gauche au sein des associations de médecin-es et d'infirmier-es. Il s'agit d'une expérience riche en lien avec les syndicats du secteur de la santé et le mouvement citoyen « Davantage de SNS » pour la défense du système de santé publique. Elle fait ses premiers pas et nous espérons y jouer un rôle très actif au cours de la prochaine période.

Il y a ensuite la lutte des enseignant-es, qui a été centrale au cours de la dernière période et où l'on a assisté à une multiplication des luttes organisées et des grèves autour du petit syndicat minoritaire qui a émergé dans le secteur. Il reste très petit, mais a eu l'initiative de lancer un mouvement alors que les syndicats traditionnels ne comprenaient pas la situation. Cette minorité a compris qu'il y avait un énorme ressentiment parmi les enseignant-es et qu'il y avait une volonté de se battre, et elle a progressé, entraînant à sa suite les syndicats traditionnels. Cela a mis en évidence le rôle du PCP dans les syndicats et les conséquences de cette domination : une bureaucratisation des syndicats et un manque de réponse aux travailleurs.

Dick Nichols : *Dans quels autres domaines le Bloc de gauche a-t-il remporté des succès ? Quels sont les domaines qui nécessitent encore le plus d'attention ? Que reste-t-il à faire pour faire du Bloc de gauche une organisation pleinement nationale ?*

Jorge Costa : Le Bloc de gauche est aujourd'hui très présent dans les petites et moyennes villes du pays. Bien entendu, après le résultat des élections législatives, nous avons connu une forte baisse de nos financements publics, ce qui a eu des conséquences sur la manière dont nous pouvons nous développer partout. Mais nous essayons de résoudre ce problème et d'aller de l'avant.

Dick Nichols : *La motion majoritaire affirme que la dépendance réduite du Bloc de gauche à l'égard du financement public suite à son vote était une bénédiction déguisée : « Le renforcement de l'autofinancement... est un changement de culture interne qui doit être approfondi ». Comment ?*

Jorge Costa : Nous atteignons notre objectif de réduire la dépendance à l'égard du financement public en combinant des cam-

pagnes financières générales, en introduisant des éléments d'autofinancement et en prévoyant une composante de collecte de fonds dans toutes nos initiatives publiques. Aussi, en changeant la structure de nos dépenses et de notre propagande afin d'économiser et, dans un avenir proche, d'avoir la capacité d'augmenter considérablement la partie autofinancée de notre budget.

Cela a été bien compris par les membres puisque la cause de nos difficultés actuelles est bien connue de tous.

Dick Nichols : *Un reproche persistant dans les contributions préparant la convention du Bloc de gauche est que ces conventions sont – contrairement à celles d'autres organisations de gauche européennes – structurées selon des motions (plateformes) concurrentes, alors que de nombreux membres ne s'identifient à 100% à aucune d'entre elles, et que cette méthode de prise de décision tend à enraceriner les tendances « de clan ». D'un autre côté, cette méthode de structuration des conventions exige également que les membres et les délégués décident de ce qu'ils veulent réellement pour l'organisation, au lieu de perdre leur temps à discuter de centaines d'amendements (généralement mineurs) à un seul document (généralement très long) prémâché, comme au PCP. Voyez-vous des moyens d'améliorer le déroulement des conventions du Bloc de gauche ?*

Jorge Costa : Il y a de la place pour participer à nos congrès pour les camarades qui ne s'engagent dans aucune des principales plateformes. Il est vrai que l'on ne peut se présenter comme candidat à la direction du parti que dans le cadre d'une plateforme politique globale. Mais vous pouvez vous présenter comme candidat au poste de délégué sous une plateforme politique locale, indépendante des plateformes politiques générales.

Des plateformes locales capables de s'articuler entre elles et de construire une identité politique partagée – et elles le font – se présentent ensuite au congrès et apportent leur contribution sans faire partie d'aucun des grands camps politiques. C'est la tradition du parti. C'est très important pour ne pas avoir des conventions dominées par le débat entre les grands alignements. Et c'est notre expérience jusqu'à présent.

Dick Nichols : *Le Bloc de gauche a connu un afflux de près de 1000 nouveaux membres, principalement mais pas seulement plus jeunes et « avec une forte*

Portugal

identification au profil écosocialiste, antiraciste et anti-conservateur du Bloc de gauche». *Comment envisagez-vous le travail d'éducation et de formation de cette « promotion » pour pouvoir assumer la responsabilité de diriger l'organisation à l'avenir ?*

Jorge Costa : La manière dont nous relevons ce défi est d'organiser des réunions d'accueil spécifiques pour les nouveaux membres et d'appliquer une politique d'encouragement à la prise de responsabilités. En même temps, nous essayons toujours d'avoir une bonne présence des jeunes dans les organes élus du parti et sur ses listes électorales.

Les jeunes membres du Bloc de gauche ne sont pas ghettoïsés dans une organisation distincte, nous refusons d'avoir une organisation de jeunesse distincte. Cela signifie qu'il y a toujours une présence de camarades plus jeunes dans toutes les structures du Bloc de gauche. Ils sont à l'intérieur du parti, en contact avec les camarades plus âgés, mais, bien sûr, avec un espace pour gérer leurs propres préoccupations. Ils élisent une coordination nationale des jeunes pour traiter les problèmes des jeunes et organisent leur programme éducatif national et leur camp national annuel.

Mais pour ce qui concerne la vie quotidienne et les organes du Bloc de gauche, ils en sont membres de plein droit.

La gauche et la social-démocratie : comparaison entre le Portugal et l'Espagne

Dick Nichols : *Il existe un contraste saisissant entre l'approche de la gauche espagnole vis-à-vis de la gauche de la social-démocratie et celle de ses homologues portugais, en particulier du Bloc de gauche. Dans l'État espagnol, il est simplement admis que la gauche non-PSOE devrait gouverner en alliance avec le PSOE, et qu'avoir « nos troupes » au gouvernement garantit un meilleur résultat que de laisser le travail aux apparatchiks du PSOE. L'approche du Bloc de gauche a été celle de la geringonça : un soutien extérieur au PS contre la droite sur la base d'un ensemble d'engagements convenus, laissant les organisations libres de faire pression, de critiquer et de présenter leur politique dans des domaines non couverts par l'accord.*

Après quatre ans de geringonça portugaise (2015-2019) et trois ans et demi (2019-2023) de « cohabitation » espagnole par Unidas Podemos (UP) en tant que partenaire mino-

ritaire dans un gouvernement PSOE, quelles conclusions en tirez-vous sur l'approche qu'il faut privilégier ?

Jorge Costa : Lorsque le Bloc de gauche a perdu la moitié de ses voix en 2022, Pablo Iglesias, alors leader de Podemos, s'est précipité dans le débat public pour dresser un bilan de l'expérience portugaise, le « modèle portugais », comme on l'appelait. Il a critiqué notre option de rester en dehors du gouvernement PS. Il a dit que nous aurions dû être au gouvernement pour avoir de l'influence, pour que nos électeurs comprennent que voter pour la gauche, c'est élire d'éventuels membres du gouvernement, changer les règles et changer la politique du gouvernement. Ainsi, Iglesias a toujours eu un mauvais pronostic concernant l'expérience portugaise.

Mais le fait est que, comme je l'ai déjà dit, à la fin du « modèle portugais » (en 2019, après l'accomplissement des clauses de l'accord quadriennal avec le PS), le Bloc de Gauche a conservé son influence et a réélu ses 19 députés. Il n'y avait donc aucun bilan négatif à tirer de cette orientation.

La perte de la moitié de nos voix s'est produite plus de deux ans après, lorsque, sans accord avec le PS, nous avons dû choisir entre être une force autonome de gauche utilisant sa représentation pour exercer une influence sur les décisions gouvernementales ou devenir un partisan inconditionnel du PS. Nous avons choisi la première option. À aucun moment nous n'avons eu de doute sur la nature du gouvernement PS, un gouvernement de centre libéral. Nous ne l'avons jamais vu comme faisant partie d'un camp progressiste ni un gouvernement de gauche. Nous y avons toujours vu une opportunité, par le biais d'un accord politique, d'obtenir des gains pour la classe ouvrière.

En revanche, quand nous regardons le bilan à la fin du mandat de près de quatre ans du gouvernement PSOE-UP en Espagne, nous devons être honnêtes et dire que les avancées que la gauche a obtenues en participant au gouvernement avec les PSOE étaient minuscules et peu nombreuses. Cela n'est pas seulement vrai sur les questions internationales, par exemple avec l'accord criminel entre le gouvernement espagnol et le Royaume du Maroc contre le peuple sahraoui – pour la première fois dans l'histoire récente de l'Espagne, la gauche n'a pas pu éviter ce tournant dans la politique étrangère espagnole – mais aussi en termes de politique sociale et de réformes du droit du travail : l'abrogation complète de la contre-ré-

forme du travail de droite de 2012, prévue dans l'accord PSOE-UP pour le gouvernement, a été abandonnée.

Le débat stratégique porte donc sur la manière de trouver les moyens de construire des majorités électorales qui bloquent l'accès au pouvoir de la droite et de l'extrême droite et, en même temps, au sein de ces majorités, permettent un conflit ouvert avec le centre libéral (le PS ou le PSOE). Autrement dit, nous devons réfléchir à la manière de construire une alternative stratégique à gauche, capable de mener une politique pour la majorité. Nous ne voulons pas être le flanc gauche d'un gouvernement qui continue à mettre en œuvre une politique libérale et reste totalement subordonné aux règles monétaires et budgétaires de l'UE et de la zone euro.

Si l'on fait un bilan sérieux de la réforme du droit du travail menée par Yolanda Díaz et Pedro Sánchez, ou de la politique sociale en général du gouvernement espagnol au cours des quatre dernières années, il faut s'efforcer de trouver des traces de gauche. Et malgré cela, toutes ces forces – Podemos, la Gauche unie, Sumar de Yolanda Díaz – sont toutes d'accord sur le point essentiel : leur objectif est de placer des ministres au sein d'un gouvernement dirigé par les socialistes.

Ce consensus s'est traduit par des convulsions, avec de violents affrontements entre les composantes organisées de la candidature Sumar. Au prochain parlement, les partis qui ont occupé des ministères dans le gouvernement sortant (Podemos et le Parti communiste espagnol/Gauche unie) auront ensemble, au mieux, dix députés, même s'il y aura une majorité de députés du PSOE en commun avec Sumar. Ainsi, dans le contexte de la nouvelle reconfiguration de la gauche en Espagne, cette marginalisation des partis qui ont participé au précédent gouvernement PSOE-UP doit bien signifier quelque chose.

Lorsque nous avons perdu notre influence électorale au Portugal, en 2022, cela a bien sûr posé un problème. Mais en Espagne, la naturalisation de l'intégration de la gauche au gouvernement (comme conséquence apparemment nécessaire de l'affrontement avec la droite) pose la question de l'influence politique réelle de la gauche. Il faut tout faire pour bloquer l'accès de la droite et de l'extrême droite au gouvernement, c'est vrai. Mais nous ne devons en aucun cas effacer la gauche et ses objectifs pour en faire un « bloc progressiste » difficile à distinguer du simple gouvernement centriste-libéral du PS. ■

Élections législatives : une droite renforcée mais pas invincible

Par

Andreas Sartzekis*

En mai 2023, les élections législatives ont certes donné la victoire à Nouvelle Démocratie (ND), le vieux parti de la droite grecque fondé par Konstantinos Karamanlis et dirigé ces dernières années par Kyriakos Mitsotakis, fils du politicien réactionnaire dont l'action avait enclenché le coup d'État des colonels appuyés par la CIA (1967-1974). Comme le règlement valant pour ces élections ne permettait pas à ND de former seule un gouvernement stable (majorité à 151 député-es), de nouvelles élections ont eu lieu en juin, donnant cette fois une « prime » de 50 député-es au parti vainqueur. Elles ont confirmé qu'après 4 ans de gouvernement ultralibéral, Mitsotakis repartait pour 4 ans de casse des acquis et des droits, ce qu'il tente d'appliquer sans attendre, avec cet été un projet de loi interdisant les piquets de grève, menaces de prison à la clé...

Cette victoire, qui était le résultat le plus probable, a néanmoins stupéfait, surtout par l'écart creusé avec le parti de gauche Syriza que certains sondages donnaient au printemps au coude à coude avec la droite, ce qui ne paraissait pas forcément impossible vu la fréquence et l'ampleur de luttes intervenues pendant 4 ans. Par exemple, les impressionnantes manifestations et rassemblements, avec 24 heures de grève générale, en réaction à la catastrophe ferroviaire de Tèmbi en mars, qui faisait clairement apparaître les dangers mortels de la politique libérale. Les résultats électoraux se sont traduits par des évolutions et des écarts inattendus : alors qu'en juillet 2019, Syriza arrivait en tête dans toute la région athénienne, toute la Crète et trois autres régions, ND est cette fois arrivée partout

en tête, sauf dans la région de Rhodopis. Dans les banlieues populaires, où Syriza dominait largement, c'est ND qui arrive en tête, même si elle perd de nombreuses voix entre mai et juin. Beaucoup au sein du « peuple de gauche », y compris dans la gauche radicale et révolutionnaire, ont du coup théorisé sur l'enracinement et l'emprise quasi définitive de la droite ayant conquis les classes moyennes grâce à une stabilisation du capitalisme grec, et/ou surfant sur une société grecque qualifiée de réactionnaire et raciste. Si évidemment on peut comprendre de telles hypothèses après 10 ans de mémorandums ayant « cassé » et visant à casser le tissu social et à la suite de 4 ans de gouvernement ND sur une ligne ultralibérale et raciste, il semble plus fécond – après 2 mois d'été caractérisés par l'incapacité de ND à organiser la lutte contre les incendies et par des mobilisations pas du tout anecdotiques pour le droit démocratique aux plages – de revenir sur les élections de mai-juin en posant les trois questions suivantes :

- Le succès électoral de ND marque-t-il un changement durable du rapport de forces, avec possibilité sérieuse d'une très longue période de la droite au pouvoir ?
- L'écroulement électoral de Syriza annonce-t'il la fin de ce parti (sur lequel bien des discussions ont traversé la gauche radicale et révolutionnaire en Europe et au-delà) ?
- Les mauvais résultats du reste de la gauche (à nuancer seulement pour le KKE,

PC grec) permettront-ils une réflexion de fond et une relance qui pourrait rompre avec la tendance mortelle au sectarisme et offrir un débouché politique aux luttes en cours et qui s'annoncent ?

Dans ce premier article, nous recensons des éléments pour répondre à la première question. Pour répondre aux deux autres, dans un prochain numéro, nous reviendrons sur les très nombreuses luttes des années 2019-2023. Et puisqu'en octobre auront eu lieu les élections municipales et régionales, cela permettra d'y voir peut-être un peu plus clair dans une situation très compliquée pour toute la gauche et donc d'essayer d'apporter une réponse plus précise aux deux dernières questions, en lien avec les principaux enjeux sociaux qui se profilent dans différents secteurs.

ND vs Syriza : résultats aux législatives de 2015 à 2023

Pour commencer, abordons déjà le bilan des élections et par là même des 4 ans de gouvernement Mitsotakis, en observant à travers quelques données électorales les résultats de ND et de Syriza entre janvier 2015 et juin 2023.

On peut énoncer quelques remarques sur ce tableau, sachant par ailleurs qu'en 8 ans, le nombre d'électeurs et électrices a peu varié, entre 9,8 et 9,9 millions (ce pourrait être le cas dans les années à venir, après

		janvier 2015	septembre 2015	juillet 2019	mai 2023	juin 2023
Syriza	participation	64 %	56,2 %	57,8 %	61,7 %	53,7 %
	nombre de voix (en milliers)	2 245	1 926	1 781	1 184	930
	pourcentage	36,34 %	35,46 %	31,53 %	20,07 %	17,83%
ND	nombre de voix (en milliers)	1 718	1 526	2 251	2 407	2 115
	pourcentage	27,8 %	28,1 %	39,8 %	40,8 %	40,5 %

*Andreas Sartzekis est militant de la Tendance Programmatique Internationale, un des deux groupes de la section grecque de la IV^e Internationale.

Grèce

le vote cet été d'une loi accordant le droit de vote à des descendant-es de Grec-ques établis il y a bien longtemps à l'étranger!). Tout d'abord, contrairement à une analyse largement partagée à l'extrême gauche, rien n'était joué après le reniement par Tsipras du résultat du référendum de juillet 2015 sur l'acceptation ou pas des diktats de la troïka : malgré une campagne démentielle de toute la droite et la social-démocratie européennes, le non l'avait emporté avec 61,31% et une participation de 62,15%. On se souvient de ce revirement historique : le soir même de ces résultats porteurs de rupture, Tsipras annonçait qu'il se plierait aux diktats, ce qui entraîna une crise profonde dans Syriza, avec départ du ministre Varoufakis et de l'aile gauche et formation du parti LAE (Unité Populaire) qui n'obtint que 2,86% en septembre 2015, 0,28% en juillet 2019 et aucune député-e. Malgré la colère et la déception des travailleur-es et des jeunes en raison des engagements non tenus par Tsipras, le vote populaire pour Syriza s'est maintenu à un très haut niveau aux législatives convoquées par Tsipras en septembre 2015.

On verra dans l'article à venir comment caractériser les résultats et l'actuelle situation de la gauche, et de Syriza en particulier, mais déjà un constat saute aux yeux : entre janvier 2015 et juillet 2019, (où la droite, comme elle le déclarait, « ferme la parenthèse ») Syriza au gouvernement perd environ 500 000 voix ; entre juillet 2019 et juin 2023, Syriza dans l'opposition perd environ 800 000 voix. Le total d'environ 1,3 million de voix indique que Syriza a aujourd'hui perdu plus de la moitié de ses voix de janvier 2015. On peut donc déjà affirmer que face à une droite tristement connue et usant sans vergogne du discours raciste, considérant que jamais plus la gauche ne doit revenir au gouvernement, avec dans ses hauts cadres des militants fascistes fraîchement recyclés, l'opposition concrète et reconnue aux mesures revanchardes et anti-ouvrières d'une droite de combat n'a pas été perçue comme venant de Syriza.

Une seconde remarque quant aux résultats récents de la droite : ce qui s'est passé pour Syriza entre janvier et septembre 2015 (baisse de la participation, diminution d'environ 300 000 voix avec maintien du pourcentage) s'est produit pour ND entre mai et juin 2023. La différence, c'est que pour Syriza, cela s'est produit en 9 mois, avec dans la période différents gros reculs dont le refus de prendre en compte le référendum de juillet. Pour ND, cela intervient en moins d'un mois, sans que ND ait eu le temps de

prendre de nouvelles mesures anti-démocratiques ! Voilà déjà un signe qui montre que contrairement à ce que redoutent de nombreux militant-es de gauche et ce que tente de faire croire l'appareil médiatique au service de Mitsotakis, cette victoire n'est pas aussi triomphale que le trompettent la majorité des médias, et elle n'aura pas forcément les effets décourageants durables. Et la véritable incompétence du nouveau gouvernement Mitsotakis cet été face aux tragiques incendies puis aux catastrophiques inondations de septembre, a déjà cassé l'image de toute-puissance que le clan au pouvoir a tenté d'imposer grâce entre autres à un réseau quasi mafieux de médias aux ordres, qui font de la Grèce le bon dernier des pays européens en matière de liberté de la presse. En ce début septembre, un des pires « journalistes » d'une des toutes-puissantes chaînes privées tente d'expliquer que, non, même s'il a critiqué à l'antenne l'absence de secours organisés face aux terribles inondations, il n'a pas réellement demandé la démission de Mitsotakis : un tel épisode, impensable quand on connaît la soumission de ces vedettes du petit écran, permet de comprendre que la nouvelle législature de ND ne commence pas comme un triomphe indiscutable.

2019-2023, des éléments de bilan de la droite : une politique économique à la chilienne

Aux élections internes de ND en 2015, le favori était un représentant « classique » de la droite, Vangelis Meïmarakis. Pourtant, c'est Kyriakos Mitsotakis, fils de l'ancien Premier ministre conservateur et membre d'une famille trustant les postes politiques, qui de manière un peu surprenante a été désigné, sur une ligne plus « radicale » : ultra-libéralisme, dans la foulée des mémorandums, et alliances internes avec les courants issus de l'extrême droite, dont des anciens députés du parti fascisant Laos dans les années 2010. Aussi, après sa victoire en 2019, c'est une politique à la chilienne tendance Orban que « Koulis » (surnom donné à cet ancien étudiant d'une fac privée américaine et dont la qualité du doctorat a été mise en doute) va immédiatement engager, avec un succès ravissant le patronat et les institutions bourgeoises internationales.

Cette politique est basée avant tout sur les privatisations et les cadeaux au privé : dans l'énergie (société publique DEİ ; tentatives de privatiser le service des eaux), les ports et aéroports (le grand port d'Igou-

menitsa vient d'être vendu à la société italienne Grimaldi), dans l'environnement (installation forcenée d'éoliennes moins par souci écolo que pour offrir des marchés au patronat. Volonté de confier au privé la gestion des forêts, après les incendies de l'été 2023). Le Covid, au lieu de permettre la réorganisation de la santé publique en lui fournissant des moyens, a été l'occasion d'attaques renforcées contre l'hôpital public sous la conduite ces derniers mois d'un ministre d'extrême droite (à Salonique, 40% des salles d'opération sont fermées faute de personnel, les listes d'attente pour des opérations atteignent deux ans). Les attaques ont fusé contre le service public d'éducation : dès juillet 2019, la nouvelle ministre, réactionnaire ultralibérale, s'en prenait à l'université, avec la volonté et de réprimer et d'arriver sinon à privatiser la fac publique, au moins à donner les mêmes droits au privé. De manière générale, c'est le droit aux études et à la liberté pédagogique qui a été violemment attaqué pendant ces 4 ans, avec une claire intention de marchandisation scolaire et de contrôle idéologique, avec comme symbole la disparition des cours de sociologie au profit du latin...

L'Union européenne félicite bien sûr Mitsotakis pour la relance de la croissance, la note du pays est rehaussée par des agences de notation capitaliste, les investisseurs se frottent les mains... même si cela a été permis en partie par les subventions de l'UE (sans oublier des fonds laissés par le gouvernement Syriza). Mais derrière ce tableau se cachent des réalités inquiétantes, notamment parce que le quart du PIB repose sur les recettes du tourisme, aux emplois d'autant plus précaires que 60% des recettes se font de juin à août et que cela concerne avant tout 5 des 13 régions du pays. De plus, les évolutions climatiques et l'incapacité du pouvoir face aux incendies, ainsi que le désagrément du surtourisme pourraient bien très vite réduire le flot touristique, alors que c'est l'une des principales cartes économiques voulues par Mitsotakis qui n'hésite pas à faire transformer les centres-villes en vitrines touristiques, avec de dures conséquences pour le logement. Certes, le chômage global est en recul : 10,8 %, mais il reste très élevé chez les jeunes (23,2 %) et surtout, les conditions et perspectives d'emploi sont très inquiétantes. Les emplois précaires se sont multipliés (tourisme, restauration, livraisons diverses...), et le nouveau ministre du travail, l'ancien député fasciste Georgiadis, fait tout pour casser le code du travail : lois antisyndicales et, cet été, projet de porter le temps de travail hebdomadaire à 6 jours, 13 heures

par jour, avec possibilité d'avoir deux emplois. À noter que ce ministre a osé présenter ce projet esclavagiste comme répondant à une demande des travailleurs ! Nul doute que la droite réélue va tenter de poursuivre cette offensive anti-ouvrière parfaitement assumée, à laquelle de nombreuses luttes ont répondu les quatre années précédentes, sur fond de licenciements et d'accidents du travail en raison des pressions patronales à la rentabilité maximale. Sur le front de l'inflation, malgré les mesures démagogiques et vaines du « panier de la ménagère », et en l'absence d'une hausse concrète des salaires, la cherté de la vie est au centre des préoccupations : on estime qu'un Grec sur deux n'est pas parti en vacances, et la plupart des vacanciers ont fortement réduit leurs dépenses (comme aussi la plupart des touristes). Et une question centrale est et restera celle de l'endettement, avec l'accaparement par les banques des logements des personnes endettées, ce qui donne lieu à de fortes mobilisations locales.

La Grèce de Mitsotakis : le meilleur des mondes... policiers

Ces quatre ans ont vu aussi se renforcer un véritable état policier, avec une répression anti-sociale systématique et souvent très violente, comme on l'a vu entre autres pendant la période des interdictions de sortie groupée et donc de manifestations lors du Covid. L'attention donnée aux policiers (connus pour leur vote majoritaire pour l'extrême droite) a choqué lors des incendies de l'été : pendant que les pompiers étaient transportés par bateau et y dormaient à même le sol, les policiers voyageaient en avion, ce qui indique aussi la priorité donnée par le gouvernement dans la lutte contre les feux ! Aussi grave voire davantage, Mitsotakis à peine élu en 2019 a placé ses hommes de confiance à des postes clés de la sécurité et a développé un vaste système d'écoutes, le scandale éclatant à l'automne 2022 dans une sorte de Watergate à la grecque : Mitsotakis espionnait même ses ministres ! C'est aussi l'application d'un véritable racisme d'État, avec entre autres des meurtres policiers de jeunes Roms et les pratiques de refoulement des bateaux transportant des réfugiés, cause de nombreuses victimes, dont certainement les centaines de noyés près de Pylos en juin. Ce même racisme a encore été assumé par Mitsotakis fin août lorsqu'il a affirmé malgré les dénégations des experts que des réfugiés étaient à l'origine

de feux de forêt... Cette politique raciste, mise en avant pour les élections de mai-juin 2023, renforce non seulement l'extrême droite dans ND, mais aussi les différents groupes fascistes.

On doit insister sur le rôle des médias dans l'appui à cette politique et à la victoire de ND. En effet, la plupart sont possédés par de grands groupes appartenant à des armateurs et les chaînes privées de télé ont non seulement des programmes à vocation crétinisante mais leurs « informations » étaient basées sur deux pivots : encenser l'action du gouvernement et de Mitsotakis en particulier (on n'a pas idée de la flagornerie des journaux de droite, comparant Mitsotakis à Moïse!), répandre des *fake news*, et répondre à la consigne du ministre de l'Intérieur, devenu le numéro 2 du nouveau gouvernement, l'ancien dirigeant fasciste Voridis : tout faire pour que plus jamais la gauche, et Syriza en particulier, ne revienne au gouvernement. Consigne très bien suivie puisque la presse aux ordres pendant 4 ans martelé que tout ce qui n'allait pas, c'était la faute de Syriza, y compris la tragédie ferroviaire de Tèmbi, dont le responsable suprême était clairement le ministre des Transports Karamanlis (neveu du fondateur de ND) : effet bourrage de crâne réussi puisque ce sinistre personnage a été réélu en tête de ND dans sa circonscription. Et si le scandale des écoutes n'est pas devenu le Watergate obligeant Mitsotakis à la démission, c'est en grande partie du fait des silences et des contre-vérités martelés par les médias aux ordres.

La Grèce brûle, Mitsotakis aux abonnés absents

Mais à côté de ces deux « réussites » (privatisations et État policier), ND a prouvé – et cela la différencie d'autres droites libérales au pouvoir – son incompétence à assurer des missions fondamentales de l'État, en particulier face aux phénomènes climatiques. De l'aveu de Mitsotakis lui-même, qui déclarait fin août qu'on n'y peut rien, que c'est la faute au changement climatique. Résultat : des milliers de personnes bloquées

jusqu'à 24 heures autour d'Athènes en janvier 2022 à cause de chutes de neige annoncées sans aucune prévention des difficultés. Les feux, de plus en plus fréquents en raison du changement climatique, n'ont entraîné aucune réorganisation (seulement, mis en scène par Mitsotakis, des engagements sans frais du type : « cet été, nous sommes parfaitement préparés »). Pourtant l'incendie dramatique de Mati en 2018, avec une centaine de morts, avait été et reste exploité sans vergogne par la droite contre Syriza. Résultats : en 2021, le nord de l'île d'Eubée a été ravagé par les flammes et cet été, c'est environ le centième de la Grèce qui a brûlé (à Rhodes : 1/15^e de l'île), causant au moins 26 morts, des dégâts matériels considérables, des pertes très graves pour la faune et la flore. La région d'Evros est totalement sinistrée, avec la perte du joyau qu'était la forêt de Dadia. Ce qui a transformé ces feux en désastres : manque de moyens matériels et humains (pompiers), politique basée sur la seule évacuation des villages et villes menacés (et souvent dans le chaos comme sur l'île de Rhodes en juillet), et surtout une absence de prévention anti-feux due à la casse du service public d'entretien des forêts, dénoncée depuis longtemps par les spécialistes. Enfin, dans la seconde semaine de septembre, de terribles inondations se sont produites dans le nord du pays : à ce jour au moins 15 morts, des villages privés d'eau potable et d'électricité depuis plusieurs jours, ainsi qu'une catastrophe pour la région agricole grecque la plus productive. Leur gravité provient en bonne part de l'absence de travaux de drainages et d'entretien sérieux (responsabilité des conseils régionaux, dominés par la droite) et de l'incapacité d'organiser des secours à la hauteur de la catastrophe. Là encore, la responsabilité politique de la droite, dénoncée à juste titre comme criminelle, est flagrante : en janvier 2021, Mitsotakis déclarait, quelque temps après de terribles inondations dans la



Grèce

région de Karditsa, actuellement de nouveau cruellement touchée, que des travaux d'infrastructures allaient être effectués afin que plus jamais on ne connaisse pareille catastrophe. Rien n'a été fait depuis...

Des failles dans la victoire de ND

On peut donc estimer à la lumière de ces éléments que si les quatre ans de ce gouvernement ont satisfait certains secteurs, c'est avant tout ceux du patronat et d'une partie de l'électorat d'extrême droite. Quant aux « classes moyennes », si une bonne partie d'entre elles ont voté pour ND, ce n'est pas sur la base d'une confiance solide : des sondages au printemps 2023 indiquaient que 82 % des sondés trouvaient inexistantes les mesures de soutien aux ménages contre la vie chère, que 66 % étaient mécontents des mesures face à l'augmentation du prix de l'électricité et que 67 % étaient mécontents des résultats du travail gouvernemental. Les sondages effectués lors du vote de juin confirment cette tendance d'une absence de conviction vis-à-vis de l'action de Mitsotakis : 20 % des électrices et électeurs ont fait leur choix le jour du vote, se décidant alors à 51 % pour la droite et 13 % pour Syriza. Dans les explications du vote pour ND, seulement 28 % le justifient par l'action gouvernementale, quand 25 % y voient le rôle des médias et 43 % les faiblesses de la gauche.

Bien sûr, il serait inconsidéré de parler d'une fragile victoire de la droite, d'autant que d'autres données inquiètent, comme celles concernant le vote des jeunes de 17-24 ans : alors que Syriza était donné gagnant dans cette tranche d'âge, ND y a obtenu 33,1% en mai puis 28,8 % en juin, Syriza faisant de son côté 24,1 % en mai puis 19,2 % en juin. Et les voix perdues par ND en juin se retrouvent en grande partie dans le score obtenu par le parti néonazi Spartiates, obtenant en juin 7,8 % des voix des jeunes. Pourtant, il semble important, face à un réel fatalisme sur la force imbattable de la droite, de bien prendre en compte tous les éléments ci-dessus et de rappeler qu'en juin, ce n'est jamais qu'environ un-e électeur sur cinq qui a voté pour ND. Alors que bien des militant-es et sympathisant-es de gauche se désespéraient cet été devant la force de ND à 41 %, et que Mitsotakis comptait bien sûr imposer ses mesures en abusant de ce score-étiquette, la situation a changé en cette mi-septembre et on entend désormais le rappel de ce 1/5 comme un signe de reprise de confiance, qui pourrait deve-

nir dans quelque temps : Mitsotakis peut et doit être battu ! On n'en est pas encore là...

Une extrême droite toujours aussi dangereuse

L'événement antifasciste le plus important des 4 ans écoulés est à l'évidence la condamnation le 8 octobre 2020 des chefs et des cadres de l'organisation criminelle nazie Chryssi Avgi (Aube Dorée), obtenue grâce à la pression du mouvement anti-fasciste, des avocat-es des victimes, sans oublier le rôle ferme de la présidente, dans un tribunal encerclé par 30 000 manifestant-es de toute la gauche antifasciste. Mais même ce jour-là, tout le monde en était conscient : l'envoi en prison des assassins nazis, même s'il neutralisait pour un temps les troupes de choc racistes, ne réglait en rien le problème sur le fond : d'abord parce que ND, comme on l'a vu ci-dessus, avait intégré au plus haut niveau des fascistes mal recyclés, dont, en tant que ministre de la privatisation de la santé, le fils de l'idéologue nazi en Grèce, lui-même avocat défenseur de son père et qui justifiait la libre circulation en Grèce du national-socialisme. Élément stratégique, cette intégration a renforcé comme on l'a vu la violence répressive et la concentration du pouvoir dans les mains de Mitsotakis, contrôlant et faisant tout surveiller après avoir pris en main la direction des services secrets. Et le nouveau gouvernement donne la part encore plus belle à ce courant puisque Voridis, connu autrefois comme « le fasciste à la hache », est désormais le ministre numéro 2 dans l'ordre hiérarchique.

Cette bienveillante complicité avec l'extrême droite, liée aux attaques contre les réfugié-es et qui a fait du racisme une composante de la politique de ND, a donc aussi permis que se (re)structurent différents groupes fascistes, sur les bases traditionnelles de l'extrême droite : racisme, nationalisme, fondamentalisme religieux.

Si en juillet 2019, Chryssi Avgi (CA) – alors toujours légale malgré les meurtres commis dont celui de Pavlos Fyssas en 2013 – n'obtenait « que » 2,93 % et manquait les 3 % nécessaires pour avoir des députés, un nouveau parti Elleniki Lyssi (EL, Solution grecque) obtenait 3,7 % et 10 députés. À sa tête un charlatan nationaliste et fondamentaliste. Et si le groupe n'est pas organisé en sections d'assaut comme CA, le fonds de commerce raciste reste le même. En mai 2023, malgré une présence avant tout parlementaire, il obtenait 4,45 % puis 4,44 et 12 députés en juin. Mais, résultat de l'encouragement gouvernemen-

tal au racisme, un nouveau parti, nationaliste et ultra-orthodoxe, a aussi obtenu 2,92 % en mai. Ce groupe, implanté surtout dans le nord du pays et développé entre autres sur la revendication d'« une seule Macédoine, la Macédoine grecque », a récidivé en juin, obtenant alors 3,70 % et 10 députés. Le pire dans cette horreur est venu d'une initiative d'un chef de CA, l'assassin nazi Kassidiaris, qui a réussi depuis la prison à susciter la formation d'un groupe se situant dans la continuité de CA, les Spartiates, obtenant 4,68 % et 12 députés, avec souvent plus de 5 % dans les banlieues populaires. Si les premières prestations parlementaires de ces Spartiates relèvent du comique troupier (le chef a exclu puis repris les 11 autres députés !), s'ils ont courageusement annulé un rassemblement prévu devant la menace d'une manifestation antifasciste, il n'empêche que la situation est accablante et dangereuse.

L'extrême droite hors ND obtient en effet environ 13 % (mieux que le précédent succès de l'extrême droite en mai 2012 : environ 10 % pour CA et LAOS), et les scores combinés des votes ND et fachos donnent 53,5 %, à comparer aux 35 % de juin et septembre 2015, et aux 46,5 % de juillet 2019... Les effets de cette nauséabonde situation ne se sont pas fait attendre : d'un côté, on a vu cet été un des chefs de EL appeler à la constitution de milices armées contre les réfugiés accusés de mettre le feu, avec approbation du dirigeant ; d'autre part un jeune Pakistanais qui partait dans la nuit pour travailler sur un marché a été assassiné cet été. La police a voulu faire croire à un règlement de comptes entre migrants, jusqu'à ce que des jeunes nationalistes soient arrêtés. La police a voulu alors faire croire que le motif était le vol, mais tout le monde a compris qu'un assassinat raciste avait eu lieu. On voit là à quel point le pouvoir et les institutions encouragent le racisme comme un axe fort de sa politique, et cela indique une des tâches clé de l'opposition ouvrière et démocratique pour la période qui s'est ouverte.

On verra dans le prochain article que la mobilisation antiraciste a été de 2019 à 2023 un des axes importants des mobilisations – nombreuses et diverses mais qui n'ont pas réussi à faire tirer par la gauche les leçons qui auraient permis en toute logique de chasser le gouvernement de « Koulis ». La double question pour la nouvelle période est assurément celle de la relance massive du mouvement social et celle de la construction de perspectives politiques radicales et crédibles à gauche. ■

Athènes, 12 septembre 2023

Mobilisation environnementale et répression

Entretien d'Antoine Larrache
avec Jamel Bisset*

L'Algérie est en proie à une répression féroce depuis l'immense mobilisation du Hirak, qui avait déstabilisé le pouvoir et permis le départ du président Bouteflika. Cette répression est une façon de maintenir le pays sous une chape de plomb alors que ses contradictions s'aiguisent, entre l'inflation qui aboutit à un appauvrissement de la population et la préparation de la présidentielle de 2024, dont le pouvoir espère tirer la légitimité qui lui fait défaut actuellement. Dans ce contexte difficile pour les luttes sociales, nous regardons avec attention la mobilisation écologiste qui existe à Béjaïa (Kabylie), face au projet de mine de plomb d'Oued Amizour. Une telle mobilisation montre comment il est possible de construire un rapport de forces face au pouvoir malgré la répression féroce qui s'abat sur les militant-es.

Antoine Larrache : *Peux-tu nous expliquer quel est l'enjeu autour de la construction de la mine d'Oued Amizour ?*

Jamel Bisset : Dans la région de Amizour et Tala-Hamza (à proximité de Bejaïa en Kabylie) la prospection d'un gisement a commencé depuis les années soixante-dix. En 2005, dans la phase de bradage des ressources nationales entamée en 2001, le pouvoir a accordé le permis minier à la multinationale australienne Terramin, qui s'est vu attribuer 75 % des parts de la société exploitante WMZ, contre 25 % pour l'Algérie.

Des études ont été faites auparavant sur la faisabilité du projet: un bureau d'études canadien avait fait une étude assez rigoureuse, mais qui avait le défaut de parler d'un investissement chiffré à plus de 500 millions de dollars rien que pour protéger l'environnement. L'étude a donc été mise de côté. En 2005, l'étude a



Le professeur Kamel Aissat entouré par les représentants des villageois.

recommencé, avec des hauts et des bas, des carottages, de la recherche mais ils ne sont jamais allés au bout. Il y a eu même une tentation d'annuler le projet. Mais en 2020, avec le président Abdelmadjid Tebboune, il y a eu une relance du projet d'exploitation avec le transfert de la majorité des actions (51 %) détenues aujourd'hui par les entreprises publiques, ENOF et ORGM, 49 % restant aux mains de Terramin (dont une majorité des actions ont été rachetées par un consortium chinois). Une règle, qui existait déjà du temps de Bouteflika, même si elle ne touchait pas tous les secteurs, a été réintroduite et elle impose que le capital d'une société soit au moins à 51 % algérien et au maximum 49 % étranger.

L'exploitation de ce gisement sera une catastrophe pour la santé humaine et environnementale pour plusieurs raisons :

Premièrement, l'étude d'impact de 2020, réalisée par un bureau d'étude local qui n'a aucune compétence, était bâclée et a indiqué que la société exploitante aurait toutes les technologies, répondrait aux normes, aurait les compétences, etc. Il n'y a pas même dans cette étude les mesures qu'il faudrait prendre pour protéger l'environnement et se prémunir des éventuelles contaminations. Mais cette étude n'est pas rendue publique, contrairement à ce que la loi exige, et donc ses conclusions précises sont inconnues.

Ce projet a la particularité d'être situé dans une zone à densité humaine très importante, avec trois communes limitrophes très peuplées. Amizour rassemble

* Jamel Bisset est militant du Parti socialiste des travailleurs (PST), actuellement suspendu, dans la région de Bejaïa. Antoine Larrache est rédacteur d'Inprecor.

Algérie

45000 habitants, Tala-Hamza 15000 et, juste en face, à deux ou trois kilomètres, il y a la nouvelle ville de Bejaïa, Oued-Ghir, une zone urbaine d'habitations qui devrait abriter 20000 personnes. Il n'y a jamais eu de mine dans une telle zone d'habitation.

Deuxièmement, elle est située dans une zone agricole importante, autrefois accaparée par les colons, dont les terres sont très fertiles.

Troisièmement, c'est une zone qui est classée, protégée au niveau international, en tant que zone humide Ramsar. Elle est classée depuis 2009, sur la base de trois critères essentiels : l'existence de certaines espèces de poissons, la présence d'une espèce en voie de disparition, la loutre européenne, et le plus gros morceau est l'existence de l'une des plus grandes nappes phréatiques en Algérie. Les études des organismes publics ont montré que sa capacité était aux alentours de 1 600 milliards de mètres cubes. Et c'est une nappe renouvelable, c'est-à-dire qu'elle reçoit les eaux venant des montagnes du Djurdjura et des Babors. Elle est alimentée par tous les affluents. La région de Béjaïa est connue depuis l'Antiquité pour ses ressources en eau. Et, d'un point de vue économique, le département de Béjaïa est naturellement structuré autour de l'agroalimentaire parce qu'il y a une industrie assez importante, avec l'eau minérale, des unités de fabrication de limonade, de bière, de yaourt, de lait, etc. Tout cela est très implanté autour de la nappe. C'est de ce point de vue qu'elle est protégée depuis 2009.

Les lois algériennes sont assez correctes en elles-mêmes : elles sont à jour par rapport au développement des connaissances scientifiques, aux normes internationales de protection de l'environnement. La loi des mines, particulièrement dans son article 3, interdit l'implantation d'une mine dans une zone protégée par une convention internationale ou par une loi algérienne. On est bien dans ce cas de figure. Et l'eau est le défi majeur pour l'humanité, notamment avec le changement climatique. Ils n'ont pas respecté cette loi : la législation sur l'environnement stipule qu'il faut associer les populations locales, discuter avec elles, essayer de les convaincre pour que le projet puisse avoir une viabilité. Ces aspects ne sont pas mis en place. Officiellement le wali (représentant de l'État) reçoit des délégations des populations, mais en vérité les délégations sont souvent choisies pour leur allégeance ou en faisant miroiter des indemnités.

En revanche, les populations locales des deux villages concernés ont signé des

pétitions où elles rejettent intégralement le projet. Ce sont des pétitions citoyennes, et il faut comprendre le courage que cela représente de signer une pétition qui s'oppose à un projet présenté comme une initiative du président, soi-disant nécessaire au développement du pays.

Antoine Larrache : *Quels sont les dangers ?*

Jamel Bisset : Toute menace sur l'eau dans la région se répercute dans le pays, puisque ce département nourrit quasiment toute l'Algérie. La mine qu'ils veulent implanter n'est pas une mine anodine, puisqu'elle contient du plomb et du zinc. On n'a pas eu accès à la composition géochimique précise pour voir s'il y a d'autres matériaux – on parle de terres rares, d'uranium, etc. On n'a d'ailleurs pas eu accès au projet lui-même, ni aux études ni aux résultats, chose qui n'est pas acceptable pour les populations locales.

Le plomb est un métal dangereux, c'est l'un des premiers métaux qui a fait des dégâts dans l'histoire de l'humanité, particulièrement dans la classe ouvrière, chez les mineurs, avec la première maladie professionnelle reconnue : le saturnisme. On sait maintenant que le plomb se transmet par l'air, par l'eau, par l'alimentation, etc. Il s'agit d'expériences concrètes à partir d'éléments relevés en Europe, en Amérique du Sud et en Afrique. Après 50 ou 60 ans, les effets sont toujours là. Au Pérou, la mer est contaminée par le plomb.

Le plomb peut provoquer des infertilités, des malformations chez les enfants, il est neurotoxique, les effets sur les enfants et les femmes enceintes sont connus et bien documentés dans les régions contaminées par les activités minières ou industrielles en lien avec ce métal. D'où son interdiction en plomberie (conduites d'eaux), dans la peinture et dans l'essence. Le zinc présente une moindre toxicité.

Dans toutes les régions où il y a eu des mines de plomb, y compris dans les Cévennes en France, il y a des problématiques qui se posent plusieurs décennies plus tard avec la contamination de certains sols. Sans parler du Kenya, de la Zambie, de la région de Valence en Espagne, ou du Pérou.

Antoine Larrache : *Pourquoi le pouvoir met-il un tel enjeu sur cette mine ?*

Jamel Bisset : L'enjeu n'est pas seulement sur cette mine : il y a une fuite en avant qui ne prend pas en considération l'intérêt des générations futures, qui ne prend pas

en considération les effets sur l'environnement. Le pouvoir aspire à rejoindre les BRICS, sachant que ces pays sont peu regardants sur les questions environnementales. L'Algérie cherche à avoir une légitimité internationale que le pouvoir n'a pas réussi à obtenir au niveau électoral. Dans le conflit inter-impérialiste qui a cours en ce moment, il essaie de se positionner d'une manière ou d'une autre. Et le potentiel de l'Algérie, c'est le sous-sol, le gaz et les terres rares, etc. Il veut diversifier ses partenaires, donc il est en train d'offrir le sous-sol, parce qu'il n'y a pas d'industrie de transformation, ni à Bejaïa ni ailleurs. On va extraire le minerai, ce qui représente des millions de tonnes. Ils vont traiter sur place, avec des produits chimiques et la flottaison, seulement 7% du minerai extrait. Ils vont les mettre dans des containers, direction les ports, pour les pays qui vont le transformer. Par contre, les 93% restants, toxiques, vont être laissés sur place. Et on va importer le plomb et le zinc raffinés !

C'est un peu ce qui s'est passé pendant des années pour le pétrole, qu'on exporte alors qu'ensuite on importe de l'essence et du mazout de France ou d'Italie. C'est un bradage des richesses naturelles.

Il faut poser la question légitime de l'intérêt de cette politique pour l'Algérie : est-ce qu'on est au service du marché mondial, ou au service des populations, du développement national ?

Antoine Larrache : *Est-ce que tu penses que dans cette affaire, il y a des éléments d'autonomie ou de concurrence entre des secteurs différents de l'appareil d'État ?*

Jamel Bisset : C'est difficile à dire. Le régime algérien a toujours fonctionné avec des factions qui fondamentalement ne divergent pas mais qui se mènent des bagarres importantes. Sur ce projet, je pense qu'il y a des divergences qui sont liées au fait que ce n'est pas rentable. Il n'y a que le plomb qui est intéressant et il est utilisé particulièrement dans le stockage des déchets nucléaires. Le reste n'est pas forcément rentable sur le marché mondial car le cours du zinc n'est pas très élevé.

Le régime, aujourd'hui, a peur d'un soulèvement. Donc, il est plutôt uni. Il y a un consensus autour de Tebboune, il n'y a pas d'émergence d'une autre force. Le régime n'a pas réussi à construire une base sociale, ni une représentation politique nouvelle, même s'il y a eu une politique dont il faut tenir compte : Tebboune a titularisé 50000 enseignants, il a attribué

une allocation chômage à des millions d'Algériens et beaucoup d'autres mesures. Même si le SMIC n'a pas augmenté – il est aux alentours de 100 euros – il y a des mesures qui sont prises. Cela dit ce sont des mesures populistes libérales.

Il y a une crise politique grave, de légitimité, les appareils classiques du régime comme le Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND) sont très discrédités. C'est pour ça qu'il y a un recours à la terreur, à la politique de répression tous azimuts. Mais ils doivent se poser des questions parce qu'ils savent que ce n'est pas un outil durable. Face à la terreur, face au musèlement, il y aura des explosions, c'est une évidence. Je pense qu'il y a des lectures différentes entre les différentes factions. Il y a des contradictions.

Antoine Larrache : *Tu peux raconter comment se construit la mobilisation autour de la mine ?*

Jamel Bisset : Ça a commencé à partir de 2019, quand ils ont relancé le projet. En lien avec le Hirak, il y a eu des débats publics avec des scientifiques et des militants écologistes. Il y a eu de petits débats dans le département, dans la sous-préfecture d'Amizour. Il n'y a pas encore de prise de conscience environnementale dans nos sociétés, la mobilisation autour du rejet de ce projet dangereux pour le plan d'eau est la deuxième après celle du sud algérien où les populations se sont massivement unies contre les risques liés à l'exploitation du gaz de schiste. Il faut signaler que Mohad Gsmi, l'un des animateurs de cette mobilisation, est en détention.

Le pouvoir utilise la formule classique en promettant la création de milliers d'emplois. Les gens veulent travailler, pour survivre, donc mettent au second plan l'avenir des générations futures.

Mais le projet en lui-même ne peut créer que 700 emplois. Des experts expérimentés sur ce genre de projets disent que la difficulté pour une multinationale pour s'engager dans une mine dans un pays est l'absence de main-d'œuvre qualifiée et bon marché. Ils seront donc obligés de ramener une main-d'œuvre qualifiée et nous aurons seulement des emplois ouvriers, qui descendront à 500 mètres de profondeur, et quelques agents de sécurité sur le périmètre du site. Donc il y aura 15% à 20% de main-d'œuvre locale. Le chantage en faisant miroiter le plein-emploi a toujours été utilisé par les multina-

tionales dans les pays du sud pour s'accaparer nos richesses, et les exemples sont nombreux de par le monde.

La sensibilisation a duré une année. Ensuite le projet a été gelé, puis relancé par Tebboune en 2021 comme projet d'intérêt national. Comme le pouvoir a interdit les marches (manifestations, NDLR), la coordination des associations de citoyens a organisé en mai 2022 une randonnée populaire. Cela s'est appuyé sur un village qui n'est pas habité, mais qui a une association de défense de son patrimoine – des cimetières, des tombes des martyrs de la révolution, des maisons qui datent du XVII^e siècle, un peu d'agriculture de montagne... La randonnée populaire visait à faire connaître le site, parce qu'en réalité, dans les règles environnementales, avant d'implanter un projet, on étudie, on regarde qui habite, l'histoire du lieu, etc. La randonnée a drainé 200 à 250 personnes dans un moment où tout rassemblement était interdit. C'est resté en travers de la gorge des services de sécurité. Ils ont bouclé toute la région et ça a été médiatisé par Radio M, qui est aujourd'hui fermée, et par la chaîne Kabyle Berbère Télévision. Ça a été assez médiatisé. Il y a eu des prises de parole de médecins, de pharmaciens, d'universitaires, de paysans, de vieux du village qui connaissaient l'histoire, etc. Des témoignages ont été enregistrés, ça a fait son effet sur l'opinion. L'autre village, comportant 80 maisons, a créé un comité. Des terres appartiennent aussi à d'autres personnes qui habitent non loin. Ils ont fait une pétition qui rejette le projet et ont été reçus par le wali.

Il y a une terreur importante dans la population. Les gens ont peur d'être arbitrairement emprisonnés, parce qu'en Algérie, on arrête les gens, pour deux ou trois ans, puis on les libère en leur disant qu'ils sont innocents. L'existence de la pétition est donc une grosse avancée.

La répression contre le professeur Kamel Aïssat s'inscrit dans ce contexte : il est un expert, désigné précédemment par l'administration pour d'autres expertises liées au développement rural et à la gouvernance locale, qui a accompagné la population, expliqué divers éléments. Il a été conduit à s'exprimer publiquement pour donner les éléments scientifiques. On lui reproche des vidéos, l'organisation de marches et de réunions secrètes. Il a été interrogé durant des heures au niveau de la gendarmerie de Béjaïa puis convoqué de nouveau quelques jours plus tard, pour des prises d'empreintes,

fichage par la gendarmerie. Il a été présenté devant le procureur.

Après l'audience avec le procureur, les chefs d'inculpation ont changé. Ils ont utilisé les articles 79 et 46 du Code pénal algérien, il est accusé d'atteintes à l'intérêt national et à l'unité territoriale, les articles élastiques par lesquels on donne un mandat de dépôt. Ce sont des articles qui datent des années soixante-dix et qui sont même anticonstitutionnels dans la mesure où «l'intérêt national» est une notion très floue et dépend de la classe sociale à laquelle les politiques économiques servent (1).

Donc en réalité on est face à une question politique. Le juge d'instruction n'avait pour documents qu'un arrêté des ministres validant le projet de mine. Le juge n'a pas suivi le procureur et a mis Kamel sous contrôle judiciaire. Les éléments du dossier n'ont pas été totalement remis aux avocats car le nouveau Code pénal algérien permet aux juges de ne pas donner toutes les pièces à l'avocat, chose qui est vraiment choquante. Le dossier est nécessairement très faible puisqu'il n'y a qu'un gisement, pratiquement aucun projet concret, pas de construction. Ils ne savent même pas à qui appartiennent les terrains. C'est un peu un effet d'annonce lié sans doute à la volonté d'entrer dans les BRICS, mais il y a aussi beaucoup de médiocrité et de corruption dans le projet.

Antoine Larrache : *Est-ce que tu peux replacer tout ça, dans le contexte un peu plus général de la situation de l'Algérie, notamment après le Hirak ?*

Jamel Bisset : Quand le pouvoir a écrit des amendements à la loi sur les hydrocarbures, il y a eu de grandes manifestations, notamment à Alger devant l'Assemblée populaire pour refuser le bradage de la souveraineté nationale. « Non au bradage des richesses ! » était un mot d'ordre phare dans le Hirak. Les Algériens ont avancé des revendications anti-impérialistes claires et la nécessité pour la souveraineté populaire de décider de ses choix, des choix de développement, des choix économiques, etc.

Ce qui dérange le plus le pouvoir est qu'il puisse y avoir des regroupements populaires, y compris lors d'un enterrement. Ils ne veulent pas que des gens se

1. Une pétition internationale de soutien, signée par plusieurs dizaines de personnalités, est accessible sur Mediapart : <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/120823/l-alerte-ecologique-criminalisee-en-algerie-solidarite-avec-kamel-aissat>

Algérie

voient, tout regroupement est subversif, car les conditions d'une explosion sont réunies. Malgré les efforts de redistribution économique, c'est très insuffisant par rapport à la perte de pouvoir d'achat, avec un niveau jamais atteint dans l'histoire de l'Algérie. Nous avons un des Smic les plus bas de la Méditerranée. En 2010, ce n'était pas le cas, il était l'un des plus élevés. Les couches moyennes sont fortement touchées, avec l'inflation, renforcée par la guerre en Ukraine, la crise, etc. Il y a des pénuries partout et on a un président qui gère cette situation par la répression. Il dit qu'il est capable de condamner à mort les gens qui stockent.

Tout est présenté comme un complot, des islamistes du Rachad, du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), du Maroc, des forces étrangères...

Antoine Larrache : *Pourquoi penses-tu qu'il y a une possibilité d'explosion à tout moment et quelles pourraient en être les conséquences ?*

Jamel Bisset : Malgré quelques mesures, la pauvreté s'est fortement aggravée. En plus, une expérience politique collective a rendu possible quelque chose qui était impossible : le Hirak a fait partir les figures du régime, il y a trente généraux et des dizaines de ministres en prison. Ils ont sacrifié une partie du régime et maintenant, un mouvement populaire s'attaquerait à son noyau dur. L'expérience collective reste dans la mémoire, les choses ne se répètent pas, il y a un phénomène d'accumulation qui accompagne les révolutions. Comme dit Daniel Bensaïd, « nous avons gagné le droit de recommencer ». Dans la littérature marxiste, on voit que les échecs du mouvement de masse ne sont pas des échecs en soi, ce sont des étapes qu'on franchit en termes de conscience.

Il y a eu des augmentations de salaires dans la fonction publique. Minimales, mais réelles. Tout ce qu'on nous donne, on le prend, et on continue à revendiquer. Mais les quelques augmentations ne couvrent même pas la perte de pouvoir d'achat. Tebboune a annoncé des augmentations des salaires de 50 % sur trois ans et a intégré aussi quelques baisses d'impôt sur les bas salaires. Les salaires ont augmenté en valeur absolue mais concrètement, entre le changement du cours de la monnaie et l'inflation, il y a une perte de pouvoir d'achat très importante, de l'ordre d'un tiers.

Il n'y a pas beaucoup de mobilisations car il y a une peur. Le Hirak est intervenu

dans un moment où le mouvement social avait été battu, où la classe politique a été défaite du temps de Bouteflika, où les mouvements sociaux et les partis ont été discrédités parce qu'ils ont tous été intégrés dans le jeu institutionnel. Tout comme les syndicats. Les ailes combattives des syndicats ont été éliminées, que ce soit dans l'UGTA ou dans les syndicats autonomes. Les oppositions organisées ont été discréditées et défaites. Donc il n'y a plus de référent organisationnel pour représenter la révolte.

Avec la répression, les organisations ne s'expriment pas. Il n'y a pas de grèves. Il n'y a pratiquement pas de protestations. Les organisations politiques ont été muselées : le Parti socialiste des travailleurs (PST) a été suspendu, le Mouvement démocratique et social (MDS) est suspendu aussi, pour d'autres raisons. Les autres partis n'ont pas de droit de se réunir avec les citoyens dans leurs bureaux. Tous les partis qui étaient membres du Pacte pour l'alternative démocratique (PAD) ont été muselés.

Les partis classiques, qui ne sont pas conséquents sur le plan démocratique, les organisations libérales cherchent une autre voie, une gouvernance qui les prenne en considération. Elles ne cherchent pas à renforcer la souveraineté populaire. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le Parti des travailleurs (PT, d'origine lambertiste) et l'Union pour le changement et le progrès (UCP), qui sont membres du PAD, n'organisent pas le rapport de forces à la base. Ils dénoncent la situation mais n'ont pas de prolongement au niveau social et politique. Sociologiquement, le Hirak a mis à nu le discrédit de toutes les organisations. Le Front des forces socialistes (FFS) est un parti qui est plutôt dans le jeu du régime, qui a participé aux élections, ce n'est plus le FFS qu'on a connu sur le plan démocratique, il est aujourd'hui discrédité. D'ailleurs, toutes les institutions sans mal élues, avec de très faibles taux de participation, à tous les niveaux.

Le FLN qui toujours là, mais il est difficile pour le pouvoir d'animer les débats politiques avec le FLN, le RND, ou l'islamisme modéré, parce que leurs chefs sont en prison !

Antoine Larrache : *Comment vont-ils préparer une élection présidentielle pour qu'elle semble démocratique ?*

Jamel Bisset : Le régime a une histoire de coups d'État, déjà avant l'indépendance.

Ils ont toujours désigné les successeurs. Tebboune est perçu comme quelqu'un qui n'a pas les coudées franches, qui est une marionnette entre les mains du régime. Il y a des luttes internes importantes. Le clan de Gaïd Salah, le général décédé, qui a intronisé Tebboune, est affaibli. Il y a les anciens des services qui reprennent du poil de la bête. Ils vont sans doute aller vers un deuxième mandat de Tebboune parce qu'il n'y a pas d'émergence d'une autre personnalité. Ils voudraient que le deuxième mandat soit un peu plus légitime.

Une partie du pouvoir dominant considère sans doute qu'il faudrait apaiser. Mais jusqu'à aujourd'hui, les arrestations continuent pour délit d'opinion, des arrestations arbitraires, pour des publications sur Facebook, etc. Il y a des dizaines de prisonniers d'opinions, il y a des partis suspendus, ainsi que des associations comme le Rassemblement actions jeunesse (RAJ) ou la Ligue des droits de l'Homme, et ça continue. Certains partis comme le PT disent qu'il y a des signes d'apaisement... mais nous ne les voyons pas !

Il y a un désert politique, mais le potentiel subversif est là.

Antoine Larrache : *Et du coup, comment tu vois ces possibilités de subversion ?*

Jamel Bisset : Il faut préserver les secteurs militants, mais on ne peut pas se préserver en s'enfermant sur soi-même. C'est l'inverse, c'est le lien avec la réalité, la société, qui permet à une organisation d'exister. Des histoires comme la mine par exemple, sont des moyens d'être en contact avec la société, de diffuser des idées, en tenant compte de la répression évidemment. Il y a aussi les activités culturelles, les activités associatives, tout ce qui est possible d'investir comme activité est très précieux par les temps qui courent.

Maintenant, est-ce que le Hirak va reprendre ? Le Hirak, c'est une expérience collective nouvelle pour une nouvelle génération militante qui a besoin d'un programme et de perspectives. Aujourd'hui, la situation des jeunes, c'est plutôt les harragas : des milliers de jeunes bacheliers, techniciens, médecins, qui quittent les villages... c'est impressionnant. C'est ça « l'immigration choisie ». Tout le défi qui nous attend, c'est d'être capable de construire des relais organisationnels avec un programme réel, des choses concrètes qui donneront de l'espoir aux jeunes. ■

Niger : le régime de la junte

Par

Rahmane Idrissa*

C'est le propre de l'Occident que de s'approprier les problèmes des autres. Au Sahel, il a peut-être une excuse. Cette région très périphérique – qui, il y a encore une dizaine d'années, ne préoccupait que les humanitaires et les secteurs les moins importants des organisations d'aide – est devenue rapidement le centre des préoccupations occidentales. Il y a d'abord eu les migrations, puis le terrorisme, et maintenant la Russie ; et donc maintenant, les trois à la fois (1). En 1999, après un coup d'État au Niger, je me souviens avoir reçu une lettre d'un travailleur humanitaire allemand contenant une minuscule coupure de presse avec un seul paragraphe consacré à ce qu'il appelait le « Coup in die Wüste », ou « coup d'État dans le désert » (la distinction entre le Sahel et le Sahara n'avait pas été prise en compte à l'époque). En revanche, le coup d'État du 26 juillet au Niger – le dernier d'une série de renversements en Afrique de l'Ouest qui a commencé au Mali en août 2020, s'est poursuivie en Guinée en septembre 2021 et a atteint le Burkina Faso à deux reprises en 2022 – a provoqué une frénésie médiatique mondiale. Cette fois-ci, j'ai dû refuser d'innombrables demandes de la part des médias, simplement par manque de temps et d'espace de réflexion, après en avoir accordé d'innombrables autres.

Le coup d'État s'est déroulé dans un contexte international tendu et a suscité la crainte qu'il n'annonce un « hiver kaki » – c'est-à-dire une série de prises de pouvoir qui s'en inspirent – dans une région qui, historiquement, a connu le plus grand nombre de coups d'État, sur le continent le plus enclin aux coups d'État au monde. Pourtant, même si l'on fait abstraction de tout cela, le putsch du Niger présente des caractéristiques parti-

culièrement dramatiques. Il fait exploser le statut du pays en tant que « dernier homme debout » du Sahel, un modèle de stabilité et de démocratie dans l'imagination des diplomates occidentaux ; les putschistes ont agi de manière plus imprudente que dans les trois autres pays ; et ils sont maintenant plus agressivement confrontés à l'Occident et aux mouvements régionaux d'États : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Aux origines du coup d'État

Il est trop tôt pour savoir exactement comment et pourquoi le coup d'État a commencé. Les observateurs occidentaux ont été presque unanimement stupéfaits par la nouvelle. Parce qu'il ne suivait pas le modèle du Mali et du Burkina Faso, où les prises de pouvoir militaires ont eu lieu à la suite d'importantes manifestations antigouvernementales, il leur est apparu comme un coup d'État inattendu. Mais si l'on excepte le fait qu'un coup d'État est nécessairement surprenant, puisqu'il résulte d'une action furtive, celui-ci n'a pas étonné le peuple nigérien. Il fait suite à au moins deux autres tentatives de coup d'État depuis 2021, dont l'une est intervenue deux jours avant l'investiture du président Mohammed Bazoum. Si les Nigériens n'ont pas exprimé leur mécontentement de la même manière que les Maliens et les Burkinabés, cela ne signifie pas qu'ils et elles sont plus satisfaits de leur gouvernement, ils sont simplement moins organisés. Une coalition de protestation appelée M62, fondée en août 2022 et nommée d'après les soixante-deux années d'indépendance vis-à-vis de la France, a tenté de mobiliser leurs ressentiments, mais elle a été mise en échec

par le régime. Ces événements se sont déroulés dans un contexte politique où l'activisme de la société civile était devenu une force épuisée et où l'indépendance des médias était considérablement réduite. Au fil des ans, les mouvements de protestation et les journalistes critiques ont été mis au pas par l'État nigérien, qui recourt volontiers à la corruption et aux menaces, y compris à l'audit fiscal et à d'autres chicaneries administratives.

Les précédentes tentatives de coup d'État n'étaient que la partie émergée de l'iceberg. En février, un officier militaire proche du président Bazoum m'a confié que les velléités de coup d'État étaient devenues routinières, voire banales, dans les hautes sphères militaires. Il a ajouté que lors des réunions entre le président et le commandement militaire, les généraux et les colonels étaient froids et renfrognés, et Bazoum ne savait pas comment les atteindre. Il a dû recourir à une surveillance continue et s'engager dans un jeu de reconductions et de révocations

* Rahmane Idrissa est chercheur, spécialiste de sciences politiques. Il est rattaché au Centre des études africaines de l'université de Leiden aux Pays-Bas et au LASDEL, à Niamey, où il dirige également le think tank EPGA (Économie politique et Gouvernance autonome). Il a publié les ouvrages suivants : *L'Afrique pour les Nuls* (avec Jean-Joseph Boillot), éd. First, Paris 2015 ; *The Politics of Islam in the Sahel: Between Persuasion and Violence*, Routledge, Oxford 2017 (traduction française : Islam et politique au Sahel. Entre persuasion et violence, EPGA, Niamey 2018 ; *The Historical Dictionary of Niger*, Rowman & Littlefield, New York-London 2020. Cet article a été d'abord publié par le site web Sidecar de la *New Left Review* le 7 août 2023 : <https://newleftreview.org/sidecar/posts/rule-by-junta> (Traduit de l'anglais par JM). Intertitres de la rédaction. Nous avons complété cet article par un extrait de la conclusion d'un autre article de l'auteur paru sur le site web *La Gazette Perpendiculaire* le 29 août 2023 : <https://rahmane.substack.com/p/le-coup-detat-bloque>
1. Lire à ce sujet : Rahmane Idrissa, « Mapping the Sahel », *New Left Review* n° 132, novembre-décembre 2021.

Niger

déguisées dans ce qui s'est avéré, en fin de compte, une tentative futile de devancer les putschistes potentiels. Compte tenu du degré de surveillance de l'État, un coup d'État ne pouvait réussir que s'il était perpétré par l'organe de sécurité auquel Bazoum accordait le plus de confiance : la Garde présidentielle. Ce corps avait déjoué des coups d'État non seulement sous Bazoum mais aussi sous son prédécesseur, Mahamadou Issoufou. Ayant servi sous les deux administrations, le commandant de la Garde, le général Abdourahamane Tchiani, jouissait de la confiance de Bazoum. Dans une interview que le président détenu a pu accorder à Jeune Afrique depuis son lieu de détention, il a démenti la rumeur selon laquelle il était sur le point de démettre Tchiani de ses fonctions.

La pomme de discorde entre ces deux branches de l'État était la politique de sécurité. Sous Issoufou, le Niger s'est opposé à l'intervention de l'OTAN en 2011 pour déloger Khadafi, prédisant qu'elle détruirait la Libye et déclencherait une crise sécuritaire et migratoire dans la région. Mais lorsque la prophétie s'est réalisée, Issoufou a décidé de demander l'aide de l'Occident pour contenir les retombées. Il y avait une raison rationnelle à cela. Fraîchement arrivé au pouvoir, le parti d'Issoufou et de Bazoum, le PNDS (Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme), prévoyait des dépenses sociales à grande échelle dans les domaines de la santé et de l'éducation. Il comptait également reconstituer la fonction publique, qui n'avait pas recruté depuis des années. Pour mener à bien ce programme, les dépenses de sécurité devaient être réduites au minimum, ce qui n'était possible que si quelqu'un d'autre contribuait à en assumer les coûts.

Plus généralement, les relations entre le gouvernement nouvellement élu et l'armée ont été pourries dès le départ. En juillet 2011, après seulement quatre mois au pouvoir, Issoufou a déjoué une tentative de coup d'État. L'un des comploteurs présumés, le lieutenant Ousmane Awal Hambaly, membre de la garde présidentielle, a bénéficié d'un non-lieu et a été libéré en 2012, mais il a ensuite été impliqué dans une nouvelle tentative de coup d'État en 2015. Lors de son second procès, il a affirmé avoir été « appâté » par Tchiani, qui l'a convaincu de planifier le coup d'État avec d'autres officiers militaires. Tchiani avait alors acquis la réputation de préparer des complots de coup d'État qu'il désamorçait ensuite, afin de se rendre indispensable à ses protecteurs présidentiels. Quoi qu'il

en soit, ces tentatives de coup d'État ont contribué à rendre Issoufou paranoïaque à l'égard des militaires. Selon des anecdotes difficilement vérifiables – l'inexistence du journalisme d'investigation fait que l'opinion publique nigérienne se nourrit surtout de ragots et de rumeurs – cette paranoïa a empêché le renforcement de l'armée dans la lutte contre les djihadistes.

Le parti présidentiel fait le ménage

Le règne du PNDS a commencé avec de bonnes intentions, mais il a rapidement été entaché de graves défauts qui ont rendu plus difficile la mise en place d'une politique de sécurité viable. Deux d'entre elles, en particulier, ont dressé la population contre le parti au pouvoir. La première est la corruption endémique, qui a donné une mauvaise réputation à la démocratie au Niger et que le PNDS avait promis d'éradiquer. En 2011, le gouvernement a créé un numéro vert pour dénoncer les actes de corruption, ainsi qu'un organe permanent de lutte contre la corruption, suscitant des espoirs de réforme qui ont été déçus par la suite. La deuxième faille est la refonte du système politique. Tout au long des années 2000, la vie politique nigérienne a fonctionné sur la base de blocs de coalition opposés qui se disputaient les places et obligeaient chaque parti à faire des compromis. Cela a créé un équilibre politique qui a donné de l'espoir aux forces d'opposition et a réduit la crainte de la population d'être exclue de la recherche de la rente politique ou de la participation. C'est cet équilibre que le PNDS s'est employé à détruire, afin de consolider son emprise permanente sur le pouvoir. Les partis d'opposition ont été fragmentés (les Nigériens utilisent le terme français de concassage), puis absorbés par le biais d'une distribution somptueuse de trésors : postes de choix, contrats, tolérance pour les détournements de fonds et autres irrégularités. Les gouvernements dirigés par le PNDS ont fait de la place à des dizaines de ministres – toujours plus de quarante – ainsi qu'à des centaines de conseillers et de « hauts représentants ». Les partis qui refusaient cette forme d'« inclusion » étaient persécutés, notamment par l'organisme anti-corruption susmentionné (le numéro vert a été supprimé très tôt). La seule organisation qui a résisté à l'assimilation pendant toute la durée du mandat du PNDS est le Moden (Mouvement dé-

mocratique nigérien), plus connu sous le nom de *Lumana*, qui avait la mainmise sur la région occidentale du pays, y compris la capitale, Niamey. Son candidat, Hama Amadou, a passé la campagne présidentielle de 2016 en prison.

La domination du PNDS a eu des conséquences délétères sur la démocratie nigérienne. Elle a dépolitisé la vie publique, ce qui a renforcé la politisation d'autres domaines, y compris la fonction publique et l'armée, où la promotion dépend de l'allégeance au parti et à sa coalition. Un régime de parti unique a été établi de facto. Le prix à payer a été la profonde impopularité du régime, l'affaiblissement des institutions démocratiques et de la loi – qui ont été forcées de servir des objectifs partisans – et le déclin du sentiment d'unité nationale, car les habitants de l'ouest du pays, et plus généralement du sud, se sont sentis des citoyens de seconde zone par rapport à ceux de la région de Tahoua (fief du PNDS) et du nord. La confiance dans les élections s'est érodée. Si le système d'équilibre politique était corrompue, le système de parti unique de fait ne l'était pas moins, en plus d'être oppressif et non inclusif. Les Nigériens l'appelaient « le système Gouri », du mot Hausa signifiant « souhait », tiré d'un des slogans du président Issoufou.

L'influence des conflits avec l'impérialisme

Ainsi, à la fin des années 2010, le Niger avait deux problèmes pressants : une violence djihadiste incessante et une démocratie malade, incapable de donner une véritable légitimité aux élus. Dans ce contexte, la présence de l'Occident apparaissait comme un problème supplémentaire. Elle était plus limitée qu'au Mali, où opéraient la force française antiterroriste Barkhane et la mission de maintien de la paix de l'ONU, la Minusma. Avant de se brouiller avec la junte malienne et de transférer les restes de Barkhane au Niger fin 2022, les Français étaient surtout actifs dans le nord du pays, où ils protégeaient les sites d'extraction d'uranium. De leur côté, les Américains disposent de deux bases pour la surveillance des vastes étendues de déchets du Sahara central, tandis que les forces européennes offrent une formation et une assistance technique. Cette présence étrangère a été perçue comme une intrusion, et le PNDS n'a pas pu la faire accepter par la population en raison de son propre style de gouverne-

ment, qui a lui-même semé la discorde. À l'époque de la politique de compromis, il aurait pu présenter ses arguments aux partis d'opposition et aux groupes de la société civile véritablement indépendants, et une presse indépendante et digne de confiance aurait pu être impliquée. L'opinion publique aurait pu être influencée par le débat. Mais le PNDS a présenté toute critique comme une menace émanant d'une opposition radicalisée (les militants du PNDS appelaient leurs homologues Lumana « les délinquants »), plutôt que comme un grief légitime. En tout état de cause, le gouvernement a semblé en mesure d'ignorer le mécontentement populaire, puisque ses forces de police pouvaient y faire face assez facilement. Le seul endroit où le mécontentement populaire a éclaté était Niamey, une ville divisée à parts égales entre locaux et migrants qui, contrairement aux capitales du Burkina Faso et du Mali, Ouagadougou et Bamako, n'a pas de base identitaire unifiée.

Plus grave, le PNDS a perdu son pari que l'Occident aiderait à éradiquer la présence djihadiste. Si ce pari avait été gagné, le parti serait aujourd'hui au pouvoir. Mais non seulement l'Occident n'a pas aidé sur ce front, mais il est devenu un obstacle à la sécurité collective lorsque les putschs au Mali et au Burkina Faso ont amené au pouvoir des juntes qui ont choisi de ne pas s'appuyer sur lui. Avant ces événements, les trois pays, ainsi que le Tchad et la Mauritanie, étaient en train de mettre en place le G5 Sahel : un dispositif de sécurité collective qui engloberait l'ensemble du Sahel. Le Mali et le Burkina Faso, dirigés par launte, se sont retirés de ce projet en 2022 et ont clairement indiqué qu'ils ne travailleraient pas avec le Niger sur les questions de sécurité collective tant que le Niger s'associerait avec les Français. Dès lors, le Niger s'est trouvé confronté à un dilemme, d'autant plus que l'élite du Sahel, et plus largement de l'Afrique de l'Ouest francophone, a traditionnellement tendance à faire des Français les boucs émissaires de ses propres échecs, en s'appuyant sur le concept familier mais insaisissable de la *Françafrique*. En outre, un mélange idéologique plus récent qui combine le radicalisme décolonial, des idéologies marginales comme le Kemetism (une croyance religieuse selon laquelle l'Afrique noire est l'héritière de l'Égypte pharaonique), et le souverainisme spontané des faibles, s'est infiltré dans la population via les réseaux de médias sociaux, parfois à partir de sources de la communauté noire

de France. Une russophilie propre au Mali, remontant au règne du leader indépendantiste Modibo Keita, a également infusé dans ce mélange. Et les propres erreurs de la France, qui découlent de ses relations très inégalitaires avec ses partenaires africains, ont jeté de l'huile sur le feu.

Le Niger du PNDS ne voyait aucune raison de rompre ses accords avec l'Occident. Mais les militaires, influencés par le même cadre idéologique, pensaient que la sécurité collective avec le Mali et le Burkina Faso était plus importante



Le général Abdourahmane Tchiani remplit pour l'instant un stade avec ses soutiens.

que le partenariat avec ces puissances étrangères. C'est pourquoi ils ont boudé les réunions avec le gouvernement. Bazoum, semble-t-il, a essayé de les écouter. Au début de cette année, son chef de la défense, Salifou Mody, a été envoyé à Bamako pour négocier des mesures de sécurité collective. Il est possible que Bazoum ait entendu dire qu'il faisait plus que cela, puisqu'il l'a démis de ses fonctions en avril et lui a confié l'ambassade aux Émirats, une source potentielle de revenus importants. Mais cette manœuvre n'a pas sauvé le président sortant. Porté au pouvoir par le coup d'État en tant que numéro deux, Mody s'emploie désormais à tisser des liens avec Bamako et Ouagadougou, tandis que launte de Niamey a « dénoncé » le partenariat avec la France.

En théorie, le coup d'État pourrait résoudre les deux principaux problèmes du Niger. Il pourrait « redémarrer » sa démocratie, qui avait été gelée par le système Gouri, et il pourrait conduire à l'élaboration d'une meilleure politique de sécurité. Si l'on en croit la trajectoire du PNDS, ces deux résultats sont liés. Mais launte se soucie-t-elle de la démocratie ? Et qu'en

est-il de l'Occident et du Nigeria, qui ont tous deux réagi durement au putsch, le premier en suspendant toute aide, le second en menaçant de faire la guerre ?

Launte dans une impasse

Le processus de redémarrage de la démocratie par un coup d'État n'est pas un événement extraordinaire au Niger. En fait, il s'est produit trois fois dans le passé, en 1996 (sans doute), 1999 et 2010.

Mais aujourd'hui, le climat national et international est différent. Les putschistes de Niamey sont inspirés par les exemples de Bamako et de Ouagadougou, dont les juntes ont résisté aux sanctions et à la « communauté internationale » ainsi qu'à la Cédéao, tout en ne s'engageant guère dans un retour à la gouvernance démocratique. Comme dans ces autres pays, launte nigérienne bénéficie actuellement de l'adulation de l'opinion publique, heureuse de voir tomber le système Gouri. Elle peut l'interpréter comme une forme de légitimation qui la dispense de revenir au processus démocratique. Par ailleurs, le climat idéologique qui pousse à la rupture avec la France et l'Occident contribuera également à préparer le terrain pour l'autoritarisme – même si l'on peut reprocher à l'Occident d'avoir fermé les yeux sur les tendances autoritaires du PNDS et de les avoir encouragées par défaut. Les événements au Burkina Faso et au Mali indiquent qu'après un an, le soutien réel aux juntes se réduit aux idéologues convaincus et à ceux qui ont misé leur avenir sur leur régime. Les autres tendent à les accepter parce que les changements matériels dans leur vie sont minimes. Si la participation

Niger

politique reste faible, les Sahéliens acceptent traditionnellement que le régime militaire ressemble à cela. Il en résulte une forme de régression politique – bien que la démocratie telle qu'elle a été pratiquée sous Ibrahim Boubakar Keita au Mali ou sous le système Gouri au Niger n'ait guère constitué un progrès non plus.

Dans ces trois pays, la restauration démocratique ne peut donc venir que de la pression extérieure, celle de la Cédéao en particulier. Mais au Niger, cette pression a mal commencé. Pris de court par le putsch, exaspéré par le sentiment du coup d'État de trop et dirigé par un leader – Bola Tinubu (2) – déterminé à donner à la Cédéao un véritable cachet nigérien (même si les Nigériens connaissent et comprennent très mal leurs voisins francophones), le Nigeria a réagi avec sévérité. Cela s'est traduit

par des menaces d'intervention militaire et des sanctions telles que la coupure de l'approvisionnement en électricité du Niger, qui provient à plus de 70 % du Nigeria. Les putschistes de Niamey, naïfs et ne s'attendant pas à ce retour de bâton, ont répondu par l'indignation : rappel d'ambassadeurs, rupture d'accords et refus de recevoir des émissaires.

Si les putschistes parviennent à asséoir leur pouvoir et à maintenir leur intransigeance, refusant tout compromis avec les Nigériens et les Occidentaux, ce qui impliquerait inévitablement une rupture avec les méthodes des juntes malienne et burkinabé, le résultat probable sera le retrait de l'aide européenne à la sécurité et au développement (à défaut de l'aide humanitaire) et le maintien des sanctions de la Cédéao, qui risquent

d'être plus dommageables pour le Niger qu'elles ne l'ont été pour le Mali. La population nigérienne souffrira, mais elle le prendra comme une calamité de plus parmi tant d'autres, surtout si l'on considère sa peur proverbiale du « soldat ». Il restera alors deux inconnues : l'attitude des États-Unis, qui voudront conserver leurs bases dans le désert, et celle de la Russie, si la junte décide de l'inviter au Niger sous la forme de Wagner. Ce qui, au vu de sa rhétorique récente, n'est pas impossible. ■

Niamey, 5 août 2023

2. Bola Tinubu (né en 1952), président du Nigeria depuis mai 2023, a été élu président de la Cédéao le 9 juillet 2023. Cf. Adewale Maje-Pearce, « The Kingmaker » : <https://newleftreview.org/sidecar/posts/the-kingmaker>

Le coup d'État bloqué

(...) Au journaliste (3) qui lui demande si elle préfère « des militaires qui prennent le pouvoir par la force plutôt qu'un président élu », la manifestante répond : « Nous préférons un président qui écoute les Nigériens, qui écoute la jeunesse nigérienne, qui écoute toute la population nigérienne, c'est ça un président. »

La réponse était bonne, mais il n'en reste pas moins qu'une junte n'a cure de souveraineté démocratique. Lorsque celle de Niamey annonce une transition de trois ans, il ne peut être question de transition : c'est un mandat qu'elle exige – un mandat que, cependant, elle veut s'arroger sans consulter la population. Le fait de susciter des manifestations populaires ne vaut pas quitus de ce point de vue. Faute d'obtenir la souveraineté démocratique, elle cherche donc à se baser sur la souveraineté décoloniale, ce qui est d'autant plus aisé que la France se prête, en ce moment, « admirablement » au jeu. Mais on ne gouverne pas par l'émotion et la propagande (on peut, toutefois, tyranniser de cette façon).

À ce stade, la junte peut et doit débloquent la situation. En dépit de ses menaces guerrières, la Cédéao aurait du mal à intervenir au Niger dans les conditions actuelles. Seulement, les conditions peuvent changer. Tant que cette menace d'intervention existe, la junte de Niamey encourt le risque que quelque chose se produise qui la rendra réalisable et même aisée. Mais dans les conditions actuelles, la Cédéao préfère la diplomatie et la junte peut donc en profiter et s'engager, après des pourparlers, à une normalisation rapide tout en donnant à Tinubu les gages que Buhari (4) n'a pas voulu demander aux Maliens et aux Burkinabés. Le fait de libérer Bazoum serait un premier pas, le fait de lui donner un rôle important dans le processus de normalisation ne serait pas une mauvaise chose. Le processus de normalisation aboutissant à une reconnaissance de la junte, cette dernière peut ensuite renoncer totalement à ses partenariats occidentaux durant cette période, si elle le souhaite. Comme je l'ai indiqué, une révision qui mettrait fin à l'existence de bases sans rompre la coopération serait préférable pour tous, mais on ne pourra pas empêcher la junte de faire des mauvais calculs pen-

dant son temps au pouvoir. Les liens pourraient être renoués par la suite, sur des bases plus saines.

C'est la seule issue.

Pour l'instant, je suppose que la junte de Niamey calcule que le temps joue en sa faveur. Je ne crois pas que ce soit le cas. À moins d'un changement drastique de volonté politique à Abuja [capitale du Nigeria], le temps ne joue pas en sa faveur. Dans cette affaire, elle est l'acteur qui a fait un pari. Plus le pari tarde à se concrétiser, plus les risques d'un échec augmentent. Or, le blocage actuel est justement un empêchement opposé au succès de ce pari.

Il y a autre chose : quelqu'un a dit qu'il ne faut jamais gaspiller une crise. Une négociation avec la Cédéao pourrait être une occasion pour obtenir un appui accru de l'organisation ou du Nigeria à la lutte contre les groupes djihadistes, de manière directe ou indirecte, peut-être la mise en place de véritables mécanismes de sécurité collective à l'échelle de la région – un acte, enfin !, de gouvernement et non pas seulement de cette vide souveraineté dont les pays africains ont le secret. Mais il en serait ainsi si le but de la junte était vraiment de résoudre ce problème.

Car cette situation ne doit pas faire oublier l'essentiel : les souffrances qu'endurent les populations au Niger et ailleurs, le risque croissant d'un renforcement des forces armées djihadistes qui ne chôment pas et le fait que la solution à ce péril – au nom duquel le putsch a été fait – se trouve de plus en plus remise aux calendes grecques. Tant que ce blocage durera ainsi, je ne peux qu'en conclure que la junte, à l'instar de ses collègues des pays voisins, place ses préférences politiques visibles et invisibles au-dessus de la quête sincère de solutions pour le bien-être effectif et la sécurité des populations dont elle prétend, elle aussi, être le sauveur.

Niamey, 29 août 2023

3. Journal télévisé de France 2, quelques jours avant l'écriture de cet article.

4. Muhammadu Buhari, né en 1942, a été chef d'État du Nigeria après le coup d'État militaire (1983-1985), puis président du Nigeria de 2015 à 2023.

Violence et élections, triomphe du populisme et de la droite

Par

Mario Unda et Maritza Idrobo*

Le 20 août dernier, l'Équateur a vécu des élections inédites. D'une part, parce qu'elles étaient dues à la première mise en œuvre du mécanisme de «mort croisée» prévu par la Constitution de 2008 – qui raccourcit les mandats du président et des membres de l'Assemblée en même temps. D'autre part, parce qu'il s'agit de la campagne électorale la plus courte depuis le «retour» à la constitutionnalité en 1978-79 et que le candidat vainqueur gouvernera à peine un an et demi, soit le temps restant pour achever le mandat présidentiel de Lasso, ce qui a vraisemblablement conduit à l'absence de candidats directs des principales forces politiques, qui ont préféré se préserver pour 2025. Enfin, en raison du climat de violence dans lequel s'est déroulée la campagne et qui a pesé sur l'ensemble du processus électoral.

En quelques jours, et moins de 15 jours avant les élections, le maire de Manta, Agustín Intriago, le candidat centriste à la présidence Fernando Villavicencio et le leader de Révolution Citoyenne (RC) à Esmeraldas, Pedro Briones, ont été assassinés. Ces événements ont sans aucun doute influencé le sentiment des électeurs, favorisant un glissement de l'électorat vers la droite, qui annonçait «l'État fort» pour faire face à l'insécurité et à la violence. Quoi qu'il en soit, il est clair qu'il sera désormais impossible de penser la politique équatorienne en dehors des liens encore obscurs entre la violence et le trafic de drogue. Malgré cette atmosphère marquée par la peur et la violence, la journée électorale s'est déroulée dans le calme.

Une fois de plus, comme en 2021, le corrésisme, désormais sous le nom de Révolution Citoyenne (RC), a remporté la première place, avec 33,62 % des voix pour Luisa González. La deuxième place revient à Daniel Noboa, de l'Action démocratique nationale (ADN), avec 23,41 %. La troisième, à Christian Zurita, de Construye (qui a remplacé Villavicencio après son assassinat), avec 16,44 % des voix. Viennent ensuite Jan Topic (soutenu par le Parti social-chrétien, la Société patriotique et le Centre démocratique) avec 14,66 %, et

Otto Sonnenholzner (de l'alliance Avanza-Suma) avec 7,06 %. Yaku Pérez, qui se présentait cette fois avec le soutien de l'Unité populaire, du Parti socialiste et de Démocratie-Oui, n'obtient que 3,97 %. Xavier Hervas du mouvement Reto (droite néolibérale) et Bolívar Armijos du mouvement Amigo (centre) n'ont pas atteint 0,5 % chacun. L'ensemble des votes nuls et blancs est inférieur à 9 %.

Ces résultats signifient un changement substantiel par rapport aux élections tenues il y a seulement deux ans : la stabilité du populisme de Rafael Correa a été confirmée, on a assisté à une croissance notable des droites, à un déclin marqué de la gauche et à la quasi-disparition du centre.

Le corrésisme

Le corrésisme reste la minorité la plus importante, avec environ un tiers des votes valides (sans compter les votes nuls et blancs), un pourcentage presque identique à celui obtenu en 2021, lorsqu'il présentait Andrés Aráuz comme candidat. Le corrésisme conserve sa force, mais son influence stagne et il n'a pas réussi à retrouver le poids qu'il avait lorsque Rafael Correa était le président-candidat. Pourtant, pendant la campagne, ils ont fait courir le bruit qu'ils étaient proches de remporter la présidence en un seul tour sur la base de certains sondages. Mais après l'assassinat de Villavicencio, leurs adversaires ont fait circuler d'autres sondages affirmant que Luiza González serait dans une spirale descendante, risquant même d'être exclue du second tour. Cependant, aucun de ces sondages ne semble s'être avéré exact. Ces sondages sont plus un instrument de propagande et de marketing politique que des enquêtes plus ou moins objectives.

Le corrésisme a renforcé sa présence sur la côte équatorienne et regagné des positions dans certaines zones populaires, mais semble l'avoir perdue dans d'autres zones urbaines populaires, tant à Guayaquil qu'à Quito.

Avec une présence élargie, RC aurait obtenu près d'une cinquantaine de membres de l'Assemblée (6 nationaux et 43 provinciaux) constituant le plus grand groupe, mais loin des 71 représentants requis pour une

majorité. RC a remporté au moins un siège dans 22 des 24 provinces (l'exception ce sont les provinces Napo et Pastaza), ses victoires les plus importantes étant à Guayas (8 sur 20 possibles), Manabí (5 sur 9), Pichincha (6 sur 16), Los Ríos (3 sur 6), Esmeraldas et Imbabura (2 sur 4 dans chacune d'entre elles).

Pour le corrésisme, la situation est similaire à celle de 2021 : à l'époque également, il était arrivé en tête du premier tour avec un tiers des votes valides, tandis que Lasso était arrivé en deuxième position avec 20 %. Mais au second tour, le corrésisme n'avait aucun moyen de rassembler suffisamment de voix pour remporter la présidence. Au contraire, l'anticorrésisme – en particulier de droite – a servi de catalyseur pour le triomphe de Lasso. Comme on l'a vu presque immédiatement, il s'agit d'un triomphe dans des conditions de faiblesse, puisque la plupart des voix qu'il a obtenues étaient des voix contre Correa plutôt que des voix pour Lasso. Et cette faiblesse d'origine a créé les conditions de la crise politique qui a conduit à «la mort croisée» et à des élections anticipées.

Les droites

Les droites sont sorties triomphantes des élections, dans une configuration inhabituelle puisque les deux principales forces politiques de ces dernières années ont décidé de ne pas se présenter.

Le Parti social-chrétien (PSC) a annoncé son soutien à Topic, un candidat qui a fait campagne presque exclusivement sur la sécurité, se présentant comme un ancien soldat de la Légion étrangère française, apparaissant dans des vidéos avec des pistolets et des mitrailleuses et proposant une «main dure» pour lutter contre le trafic de drogue et la criminalité. Il a été rapidement soutenu par Sociedad Patriótica (de l'ancien président populiste néolibéral Lucio Gutiérrez) et Centro Democrático (CD), jusqu'à récemment allié

* **Mario Unda** est sociologue, professeur d'université et militant de gauche. **Maritza Idrobo** est sociologue, militante sociale et de gauche. Cet article a été d'abord publié par *Correspondencia de Prensa* de septembre 2023 : <https://correspondenciadeprensa.com/?p=37148> (Traduit de l'espagnol par JM).

Équateur

au corréisme. Le mouvement Creando Oportunidades (CREO) du président Guillermo Lasso a décidé de ne pas présenter de candidats à la présidence ou à l'Assemblée.

Ainsi, l'espace de la droite a été laissé libre pour de «nouvelles» figures apparemment non partisans. Jan Topic a été rejoint par Fernando Villavicencio, qui a axé son discours sur l'anticorréisme radical et la lutte contre la corruption, l'ancien vice-président de Moreno, Otto Sonnenholzner (soutenu par Avanza et Suma) et Daniel Noboa, sous l'acronyme ADN (Alianza Democrática Ecuatoriana, formée par Igualdad y Desarrollo, PID et MOVER, l'ancienne Alianza País, qui, après l'éclatement du corréisme, a été laissée aux mains de Moreno).

Les candidats de droite à la présidence n'apparaissent pas comme des représentants de leurs principaux partis et mouvements politiques (et ne l'étaient pas), mais de jeunes représentants de leur classe. Daniel Noboa est le fils du magnat Álvaro Noboa, l'un des plus grands exportateurs de bananes, et gérant ou administrateur de certaines de ses entreprises. Otto Sonnenholzner a été le vice-président de Lenin Moreno, ce qui a permis de sceller et de certifier l'alliance entre Moreno et les grands groupes d'affaires de Guayaquil. Il est le fils de l'homme d'affaires Ramón Sonnenholzner, propriétaire de médias et d'autres entreprises. Jan Topic est le fils de Miroslav Topic, un homme d'affaires spécialisé dans les télécommunications qui a bénéficié de contrats millionnaires sous le gouvernement Correa. S'il y a quelque chose de nouveau, c'est qu'il s'agit de la nouvelle génération d'oligarchies.

En 2021, les différentes candidatures de droite avaient obtenu 25 % des votes valides, mais lors de ces élections de 2023, elles ont grimpé à 61 %, obtenant des scores élevés dans tout le pays. Ces trois candidats se sont partagé la victoire dans les zones riches, qui ont choisi Sonnenholzner et Villavicencio. Ils ont triomphé parmi les classes moyennes, qui ont surtout préféré Noboa et Villavicencio. Mais ce qui est nouveau, c'est le nombre élevé de voix qu'ils ont obtenu dans les classes populaires, ce qui a surtout profité à Noboa.

Ils ont également obtenu un grand nombre de voix à l'Assemblée. Les partis de droite auront le deuxième bloc : *Construye* (le parti qui a parrainé Villavicencio/Zurita), avec 29 sièges, PAC avec 14 et ADN avec 13. Au total, les partis et mouvements de droite ont remporté 68 sièges à l'Assemblée (9 nationaux et 59 provinciaux) et ont obtenu au moins un siège dans 19 des 24 provinces. Ils seraient très proches de la majorité, mais il n'est pas certain qu'ils puissent former un bloc coordonné ou unifié.

Deux questions au moins se posent :

● D'une part, l'anticorréisme et la dichotomie populisme-droite continueront-ils à être le marqueur déterminant du comportement politique ? Si tel est le cas, la droite pourrait l'emporter à nouveau lors du second tour d'octobre.

● D'autre part, cette croissance rapide et généralisée de la droite sera-t-elle un épisode temporaire ou sommes-nous déjà confrontés à une tendance plus profonde ?

La gauche

Pour les forces de gauche, en revanche, il s'agit de la pire élection depuis 2013, lorsque Correa avait été élu au premier tour avec 57 % des voix, au plus fort de la vague de populisme. À l'époque, la gauche avait obtenu 3,27 % avec Alberto Acosta comme candidat. Cette fois, avec Yaku Pérez, elle obtient 3,97 %, mais avec un corréisme beaucoup plus faible. Le coup est d'autant plus fort si l'on tient compte du fait que Pachakutik avait obtenu un peu moins de 20 % aux élections présidentielles il y a deux ans, et qu'en février 2023 il a encore remporté un grand succès aux élections locales. Si en 2021, Pachakutik avait réussi à faire élire 27 membres à l'Assemblée, il n'en a plus que 5 (toutes des femmes indigènes : 4 de la Sierra, de Bolívar, Cañar, Chimborazo et Tungurahua, et une de l'Amazonie, de la province de Morona). On pourrait y ajouter les trois députés obtenus par la coalition qui a présenté la candidature de Yaku Pérez dans les provinces de Cotopaxi, Los Ríos et El Oro, ce qui porterait la gauche à 8 sièges, mais on ne sait pas si elle parviendra à conclure des accords.

Lors des élections aux assemblées provinciales, Pachakutik a perdu un peu plus de 686 000 voix par rapport aux élections de 2021, subissant un recul considérable dans toutes les provinces où il a présenté des candidats en 2021 et 2023, mais surtout à Pichincha (170 000), Azuay (106 000), Guayas (100 000) et Cotopaxi (66 000).

Ces données soulèvent au moins deux questions :

● Premièrement, qu'est-il advenu des voix obtenues par la gauche lors des élections générales de 2021 et des élections locales de 2023 ? Il semble que le caractère contingent d'une grande partie des voix obtenues n'ait pas été pris en compte. Les électeurs, en particulier dans les quartiers populaires urbains, n'ont pas exprimé un vote déjà consolidé, mais plutôt la recherche initiée par de larges secteurs de la population pour sortir du piège de la dispute entre le populisme et la droite, et pour rechercher une représentation politique plus indépendante. Cependant, après deux ans, la plupart de ces votes sont allés à

la droite (pour la majorité d'entre eux) et au corréisme. Et ce changement s'est produit non seulement dans les centres urbains (vers la droite), mais aussi dans les zones où il y a une présence indigène (vers le corréisme).

● Deuxièmement, pourquoi cela s'est-il produit ? La défaite politique des gauches est d'autant plus significative qu'elle n'est pas exclusivement liée à une perte de voix aussi considérable, mais parce que, dans cette même période, se sont déroulées les deux plus grandes mobilisations sociales de ces vingt dernières années : octobre 2019 et juin 2022. Les gauches et les principaux mouvements sociaux ont donc été incapables de convertir ces grands efforts de mobilisation des classes subalternes en une force politique.

À cet aspect, sans doute le principal, il faut en ajouter d'autres. Contrairement au sens du vote reçu, les membres de l'assemblée Pachakutik ont fini par se fragmenter autour des tensions que leurs électeurs cherchaient à surmonter : un secteur collant au gouvernement et lui offrant la gouvernabilité et l'autre secteur subordonné aux initiatives du corréisme. Mais le problème existait déjà avant : plusieurs des députés arrivés sous la bannière Pachakutik n'étaient que des opportunistes ne répondant à aucune ligne politique ou idéologique et certains d'entre eux se sont présentés aux élections de 2023 sur les listes d'autres groupes.

Pour ne rien arranger, Pérez a annoncé sa désaffiliation de Pachakutik, exprimant son désaccord concernant l'accord parlementaire avec le gouvernement et la formation d'un nouveau mouvement politique. Ainsi, l'espace ouvert par les demandes sociales a de nouveau été laissé vide, d'autant plus qu'aucun effort n'a été fait pour maintenir le contact politique avec les secteurs populaires qui lui ont accordé leurs suffrages lors de deux élections consécutives.

Dans le même temps, les conflits au sein de Pachakutik et entre les directions de Pachakutik et de la Conaie se sont intensifiés. En raison de ces différends, le mouvement s'est retrouvé sans direction nationale reconvenue par le Conseil national électoral et n'a pas pu enregistrer de candidats à la présidence et à l'assemblée nationale. Cette absence a été aggravée par un autre incident : lors de l'examen des pré-candidatures présidentielles, le président de la Conaie, Leonidas Iza, a été proposé comme candidat ; cependant, Iza a rapidement retiré sa candidature, invoquant l'absence de conditions pour une élection transparente. En conséquence, la direction de la Conaie est restée longtemps silencieuse sur les élections présidentielles et a décidé de voter exclusivement pour les candidats à

l'Assemblée nationale. En même temps, elle a vu en Yaku Pérez son principal ennemi au lieu de se concentrer sur le danger de la droite et du corrésisme. Entre l'un et l'autre, les masses sont restées sans orientation politique claire.

Mais si telle était la situation à Pachakutik, les choses n'ont pas été meilleures pour la candidature de Yaku Pérez. Il semble que l'image personnelle du candidat ait été utilisée pour soutenir une partie plus ou moins importante des votes obtenus en 2021, sans qu'aucune initiative majeure n'ait été prise depuis pour maintenir des liens politiques avec les électeurs de l'époque. D'autre part, la campagne a donné la priorité à la présence des organisations politiques de l'alliance, laissant clairement de côté les relations avec les organisations sociales, un fait que l'on a tenté de corriger dans les derniers jours de la campagne. De plus, le ton de la campagne était trop similaire à celui de deux ans plus tôt, sans tenir compte des nouvelles préoccupations de la population. Enfin, le passé immédiat des partenaires de l'alliance n'offrait pas une grande sécurité politique : en 2021, le parti socialiste a soutenu la candidature du libéral Montúfar et, lors des élections locales, il a présenté la candidature de Freile, une personnalité clairement à droite de l'échiquier politique, au point d'avoir coïncidé avec les initiatives de Vox concernant l'Amérique latine.

Le centre et les mouvements locaux

Le centre politique a également subi un revers lors des élections. L'ID a connu des vicissitudes similaires à celles de Pachakutik, se fracturant en une aile subordonnée au gouvernement et une autre subordonnée au corrésisme. Hervas, son candidat aux élections présidentielles de 2021, n'a rejoint le parti qu'après les précédentes élections présidentielles, mais s'est désaffilié peu de temps après et s'est présenté cette fois-ci en tant que candidat de Reto. En interne, les contradictions de l'ID ont rapidement abouti à l'existence de deux directives nationales et à l'impossibilité de présenter des candidats au niveau national. Au niveau provincial, elle n'a pas non plus réussi à présenter des candidats dans plus de quelques circonscriptions et n'a remporté aucun siège, alors qu'elle avait obtenu 18 députés en 2021. Ainsi, sa renaissance il y a deux ans n'a été qu'un mirage en raison des limites politiques de sa direction et de ses dirigeants.

De leur côté, les mouvements politiques locaux continueront à être présents à l'Assemblée, mais dans une moindre mesure qu'en 2021. Ils disposent désormais de six sièges : un à Carchi, deux à Pastaza, un à Sucumbíos et deux à Santa Elena.

Consultations sur l'extractivisme

Parallèlement à l'élection du Président de la République et des membres de l'Assemblée, deux consultations populaires ont été organisées sur des questions environnementales :

- Une nationale, sur le blocage de l'exploitation des champs pétroliers Ishpingo, Tambococha et Tiputini (en abrégé ITT) du parc national Yasuní. La consultation sur le Yasuní a une longue histoire. Dans les premières années de son mandat, Correa a adopté un discours écologiste et a bénéficié du soutien de plusieurs organisations environnementales ; de cette proximité est née la proposition de laisser le pétrole sous terre dans une petite partie du parc national de Yasuní, une initiative qui visait à sensibiliser les gouvernements et les institutions internationales afin de générer un mécanisme de compensation qui indemniserait l'Équateur pour les ressources non perçues de l'exportation de ce pétrole. Mais Correa lui-même n'a jamais été très enthousiaste à l'égard de la proposition ; étant donné le retard de la réponse internationale, il a décidé de commencer l'exploitation dans la région. C'est ainsi que des groupes sociaux et des groupes de jeunes se sont regroupés au sein du collectif Yasunidos, qui a promu la proposition d'un référendum pour maintenir l'initiative, en obtenant un large soutien social. Mais le Conseil électoral de l'époque a frauduleusement annulé des centaines de milliers de signatures pour empêcher la tenue de la consultation. Après dix ans de procès, la Cour constitutionnelle a finalement décidé d'autoriser la tenue du référendum.

- La deuxième consultation populaire était locale, exclusivement dans le district métropolitain de Quito, pour interdire l'exploitation des mines de métaux dans la région andine du Chocó.

Dans les deux consultations, le «oui» l'a emporté avec une marge relativement large.

La consultation de Chocó a été subdivisée en quatre questions portant sur l'exploitation minière artisanale (68,04 % pour le oui à l'interdiction), l'exploitation minière à petite échelle (68,02 % pour l'interdiction), de l'exploitation minière à moyenne échelle (68,50 % pour l'interdiction) et l'exploitation minière à grande échelle (68,51 % pour l'interdiction).

Il s'agit sans aucun doute d'un résultat important dans la perspective d'un changement du modèle de développement économique, jusqu'à présent centré sur l'extractivisme, et qui a eu une résonance internationale. Mais il est également pertinent de soulever certaines questions.

Des changements dans la conscience sociale ? Les résultats montrent que des changements dans la conscience sociale des questions environnementales sont en cours, marquant un recul par rapport à l'équation «développementalisme et progrès égal pétrole» qui a dominé les attitudes depuis que l'Équateur a commencé à exporter du pétrole en 1973. Cependant, cela ne suffit pas pour proposer clairement une autre économie, sauf au sein des cercles écologistes. Une partie de la «zone grise» à cet égard est liée au fait que les consultations ont rencontré les mêmes difficultés que les élections présidentielles et législatives : la courte durée de la campagne n'a pas permis un débat plus large et plus approfondi. D'autre part, si le «oui» a gagné dans 22 des 24 provinces, il a perdu dans les provinces amazoniennes les plus directement touchées par l'exploitation pétrolière : à Sucumbíos, le «non» a obtenu 51,59 % des voix et à Orellana, 58 %.

Bien que la campagne en faveur du «oui» à la consultation de Yasuní ait été menée principalement par des groupes écologistes et des organisations indigènes, le débat entre les candidats à la présidence a montré que ceux-ci étaient assez proches de cette position ; Yaku Pérez a été celui qui l'a défendue le plus clairement, mais Daniel Noboa s'est également prononcé explicitement en faveur du «oui». Les différences entre un écologisme capitaliste et un écologisme de gauche ou populaire n'ont pas été suffisamment claires dans la campagne, une indistinction qui a été favorisée par l'absence d'une discussion plus large avec les secteurs populaires.

Existe-t-il des conditions propices à la reprise de la mobilisation sociale dans les luttes environnementales ? Au cours des dernières années du corrésisme et jusqu'à présent dans cette deuxième phase néolibérale, il y a eu d'importantes luttes sociales contre les concessions minières et pétrolières, liées avant tout à la défense de la terre et des sources d'eau. Les résultats de la consultation montrent-ils qu'il existe des possibilités de mobilisations nationales autour de ces conflits ? Dès que les résultats de cette élection ont été rendus publics, le gouvernement Lasso, par la bouche de son ministre de l'énergie, s'est empressé de déclarer qu'il ne respecterait pas les résultats, arguant que les populations directement concernées avaient exprimé leur opposition, et laissant au prochain gouvernement le soin de décider de respecter ou non la volonté exprimée dans les urnes. La déclaration a été rejetée par les groupes de défense de l'environnement, mais n'a pas encore suscité de réaction sociale plus large, même au niveau déclaratif. ■

Hommage à Túlio Roberto, victime du coup d'État de Pinochet

Par

Naná Whitaker*

Il est difficile de se rendre compte aujourd'hui, 50 ans plus tard, de l'espoir qu'a représenté sur tout le continent sud-américain l'expérience de l'unité populaire chilienne. L'arrivée du gouvernement Allende en 1970 a ouvert une nouvelle page, un élan d'optimisme et de perspective de transformation sociale du continent, en particulier pour des militant·es brésiliens réfugiés au Chili pour fuir la dictature militaire brésilienne.

C'est avec cet optimisme que Túlio Roberto Quintiliano arrive au Chili en 1970 muni d'un sauf-conduit des autorités brésiliennes en tant qu'exilé politique. Il avait 26 ans.

Après 1968, le gouvernement militaire au Brésil s'était durci et avait instauré le régime le plus sanguinaire et répressif de la dictature. Pour faire face, de nombreuses organisations politiques de gauche avaient radicalisé leurs formes d'action, prônant la lutte armée en constituant des branches armées en leur sein et une orientation de lutte politico-militaire.

Le gouvernement Médici modifie la Constitution pour établir «l'ordre» à tous les niveaux de la société. Il crée des instruments de censure et de répression et fonde des organismes de renseignement liés aux forces armées et à l'État. Le droit syndical est suspendu, les incursions militaires dans les sièges des syndicats se multiplient, les manifestations sont interdites. La censure des médias et de toute expression culturelle contestataire se généralise. Les investigations et les persécutions des personnes opposées à la dictature s'intensifient. La répression s'abat



et la violence d'État est à son comble (viols, tortures, disparitions, assassinats).

En 1968, Túlio Roberto est étudiant à l'école d'ingénieurs à Rio de Janeiro, il participe intensément au mouvement contestataire de la jeunesse à l'université et s'intéresse à la politique, probablement influencé par les idéaux de son père, Aylton Quintiliano, ex-militant du Parti communiste brésilien (PCB), journaliste et écrivain (1) reconnu pour ses idées résolument à gauche.

Túlio Roberto choisit de s'engager au Parti communiste révolutionnaire brésilien (PCBR). Il devient proche d'Apolônio de Carvalho, combattant de la guerre civile espagnole, résistant en France, qui avait été membre du comité central du PCB et fondateur du PCBR. Túlio participe aux manifestations et aux activités politiques de l'université ainsi qu'aux initiatives clandestines du parti.

En 1969, la police entre chez lui en plein dîner de famille et l'emmène menotté sous le regard médusé de sa mère. Son calvaire entre les mains des militaires commence. Il est d'abord détenu à la prison du centre de Rio où il est torturé à l'électricité pendant plusieurs jours. Il est ensuite conduit à une prison de Belo Horizonte, où il est là aussi torturé. Pendant quatre mois, il va passer par neuf prisons de l'armée de terre, de l'air, de la marine et de la police fédérale. Il en gardera des séquelles physiques et psychologiques. Les tortionnaires veulent lui arracher les noms de militants de l'université et

de son mouvement politique. Ils n'obtiendront rien. Il est libéré.

De retour chez lui, Túlio Roberto s'engage professionnellement dans la construction d'une route continentale entre Belém et Brasília. Il ignore que son dossier n'est pas abandonné par les autorités et qu'un procès est en cours. Il est jugé et condamné sans sa présence et sans défense à de la prison ferme. N'acceptant pas de revivre le calvaire d'une incarcération, il décide de demander l'asile politique à l'ambassade chilienne de Rio de Janeiro.

Il y rencontre un autre exilé, Mario Pedrosa, l'un des plus importants critiques d'art moderne des années 1940 au Brésil, fondateur de la Ligue communiste, organisation membre de l'Opposition internationale de gauche (OIG), dirigée par Trotsky dans les années 1930. Au Congrès de fondation de la IV^e Internationale, Mario avait été élu au comité exécutif international (CEI).

Pendant les semaines d'attente avant leur départ pour le Chili, ces deux demandeurs d'asile auront une série de discussions politiques pleines d'humour faites de critiques adressées aux chaînes TV très orientées. Elles seront censurées par la dictature. Ces moments approfondiront une amitié qui se traduira par la décision d'habiter ensemble en arrivant au Chili.

Son expérience en prison a consolidé sa détermination. Túlio Roberto répètera incessamment à sa femme, quelques années plus tard au Chili, que «*c'est le mouvement et l'engagement des masses qui m'ont donné confiance dans mes convictions, qui m'ont permis de ne dénoncer personne, de ne rien révéler, de ne jamais trahir nos objectifs !*». Cette confiance ne l'a jamais quitté. Sa conception de la lutte de classes était basée sur l'importance du mouvement des masses en lutte pour ses idéaux.

Les résistances au Brésil

La gauche brésilienne des années 1970 a été marquée par la lutte de libération algérienne face à l'impérialisme français. Elle a été impactée par l'éclosion du Mouvement

* Naná Whitaker, militante de la IV^e Internationale d'origine brésilienne, vit en France.

1. Aylton Quintiliano a écrit plusieurs ouvrages, entre autres *A Guerra dos Tamoios* (La guerre des Tamoios), éditions Reper, 1965. Dans ce roman, il décrit le premier mouvement de résistance indigène, ses us et coutumes, et démystifie l'anthropophagie et l'hostilité de ces peuples. Il est aussi l'auteur de *Chemins d'espérance*, 1959, Livreiro do Solar ; *Renegades – Une vraie romance* ; *La grande Muraille* ; *Grão Pará : revue historique* ; *Droit de vivre* (poésie) et *Estrada do Sol*.

du 26 juillet, la guérilla qui a renversé le dictateur Fulgencio Batista en 1959, avec à sa tête Fidel Castro et Che Guevara. La révolution cubaine a très largement influencé l'histoire du socialisme au Brésil mais aussi tout le continent sud-américain. Le texte de Régis Debray, *Révolution dans la révolution, lutte armée et lutte politique en Amérique latine*, écrit en 1967, a lui aussi influencé toute une génération d'activistes politiques, rêvant de révolution et de renversement de la dictature au Brésil. Ce contexte a stimulé les débats et les ruptures avec les conceptions étapistes ou légalistes des partis de la gauche traditionnelle. Les scissions de ces partis se sont succédées.

Le Parti Communiste Brésilien (PCB), le Parti Communiste du Brésil (PcdoB, parti marxiste-léniniste), mais aussi l'Organisation révolutionnaire politique ouvrière (POLOP, organisation trotskiste) ont connu des divisions qui ont abouti à la formation de mouvements et organisations nouvelles. La plupart de leurs animateurs ont abandonné le travail de construction d'organisations dans la jeunesse et parmi les travailleurs pour se consacrer à leur outil politique et mettre en œuvre la lutte armée. Ils se sont détachés des luttes de la classe ouvrière comme celle d'Osasco dans l'État de Sao Paulo ou celle de Contagem dans l'État de Minas Gerais (2). Pendant toutes ces années, tous les partis et organisations se trouvent en totale clandestinité pour toute forme d'action et d'activité.

Les nouvelles organisations – Mouvement révolutionnaire du 8 octobre (MR8), l'Alliance libertaire nationale (ALN) et l'Avant-garde populaire révolutionnaire (VPR) organisent quatre séquestrations d'ambassadeurs – des États-Unis, du Japon, d'Allemagne, de Suisse – entre les années 1969 et 1970 (3). Leurs déclarations justifient ces actions dans l'objectif de libérer les camarades en prison en échange des ambassadeurs, pour forcer l'arrêt des tortures... Carlos Marighela, fondateur de l'ALN, définit la guérilla comme la seule lutte possible contre la dictature et comme facteur déclencheur de la conscience révolutionnaire au Brésil. Il est inspiré par les théoriciens du « foquisme » : « *il ne faut pas toujours s'attendre à ce que toutes les conditions soient réunies pour la révolution* », comme le disait le Che Guevara dans « *la Guerre de guérilla* ».

Depuis son entrée au PCB, Túlio Roberto est convaincu de l'importance du mouvement des masses dans lequel il s'investit pleinement. Il s'oppose avec détermination à la politique avant-gardiste de ces nouvelles organisations.

Fondé en 1968, le PCB théorise l'articulation entre la guérilla rurale et le travail

de masse dans les villes pour arriver à constituer le Gouvernement populaire révolutionnaire, dont les tâches anti-impérialistes et démocratiques devraient favoriser la voie vers la révolution socialiste. Influencé par la voie de la lutte armée, sans défendre les théories « foquistes », le PCB structure son appareil en branche armée (séquestrations, braquages de banques...) et branche politique (organiser la résistance dans les universités, dans les usines...). Mais les difficultés de l'intervention clandestine dans ces secteurs conduisent aussi ce parti vers une dérive « avant-gardiste » qui sous-estime l'importance de maintenir ces activités.

Les actions armées des cadres militants ne produisent aucun effet dans l'évolution de la conscience du prolétariat, encore moins l'entraînement de la classe ouvrière dans l'action de résistance à la dictature brésilienne.

C'est précisément cette réalité qui a convaincu Túlio Roberto que ces actions étaient un faux chemin pour le renversement de la dictature au Brésil. Cette conviction va l'accompagner à son arrivée au Chili.

Chili, laboratoire de la gauche latino-américaine

Arrivé à Santiago en octobre 1970, Túlio Roberto est invité à travailler pour le gouvernement d'Allende auprès de l'organisme de la Réforme agraire. En même temps, il cherche à prendre contact avec les nombreux Brésiliens également réfugiés de la dictature brésilienne, mais surtout avec ses camarades du PCB, critiques vis-à-vis des méthodes militaristes et avant-gardistes des organisations politiques brésiliennes. Il leur propose alors de débattre, afin de produire des textes destinés à la gauche exilée. Mais c'est surtout la série d'enlèvements de diplomates au Brésil par les nouvelles organisations qui va déclencher chez Túlio et ses camarades, la volonté de structurer un groupe de militant-es venus du Brésil avec le but de peser sur les débats au sein de la communauté brésilienne présente à Santiago. Le groupe s'appellera Ponto de Partida, le « Point de départ ».

Déjà très ouvert aux idées critiques vis-à-vis du stalinisme grâce aux discussions avec Pedrosa, Túlio commence à s'imprégner de la littérature trotskiste. Une camarade réfugiée brésilienne, qui deviendra son épouse, invitée à participer à ce groupe, propose de prendre contact avec une organisation « *pas très connue, mais très intéressante* » : la section chilienne de la IV^e Internationale.

Réussissant à échapper à son arrestation en 1969 au Brésil, arrive à Santiago le

sociologue Fábio Munhoz, militant critique du Parti ouvrier révolutionnaire trotskiste (POR-T), parti lié à la IV^e Internationale. Il souhaite rencontrer les Brésiliens du groupe Ponto de Partida.

Túlio et Fábio écrivent un texte de débat destiné à la gauche brésilienne exilée. Le document « *À propos d'un enlèvement au Brésil* » provoque un choc dans cette communauté installée au Chili.

Ce texte est à contre-courant des idées et des pratiques de la communauté de militant-es de la nouvelle génération et a un impact important. Mais étant très malade, Fábio préfère rentrer au Brésil où il décédera très peu de temps après son retour.

La réalité politique au Chili surgit comme l'antithèse des idées avant-gardistes des défenseurs de la lutte armée comme seul moyen de renverser le capitalisme. Le processus chilien semble suivre une dynamique similaire à l'expérience des bolcheviques qui pourrait aboutir à une insurrection, malgré la proclamation d'une « *voie chilienne vers le socialisme* » d'Allende et de l'Unité populaire passant par le respect des institutions en place.

Mario Pedrosa avait l'habitude de parler du Chili comme « *un vrai laboratoire de la lutte de classes en Amérique latine* ».

Entre les réfugiés brésiliens marqués par les théories cubaines de la lutte armée, les stalinien-s convaincus que le processus de changement par les élections était plus que viable, et les centristes qui vacillaient entre l'une ou l'autre des conceptions, les débats prolifèrent au sein de la gauche latino-américaine présente au Chili. En effet, tous observent avec une profonde attention la dynamique de plus en plus radicalisée de ce pays, dans lequel ils militent.

2. En 1968, a lieu une grève ouvrière combative à Contagem, Minas Gerais, remettant en question les bases de la politique de l'époque : le mouvement a lieu sans la présence du syndicat « jaune », dans les lieux de travail, ce qui provoque la peur de l'État et dans la bourgeoisie. Il s'agit d'un mouvement dirigé par des organisations dissidentes du PCB, il a montré que la résistance syndicale est possible en pleine dictature. Contagem a eu un impact sur les ouvriers d'Osasco en 1968. Ces derniers décident de faire grève. L'auto-organisation d'Osasco devient un exemple pour le mouvement syndical brésilien. Elle démontre que sans coordination de chaque section, de chaque usine et des quartiers, la grève ne peut être soutenue, et encore moins devenir un soulèvement ouvrier général. Cette expérience a montré qu'une occupation d'usine peut remettre en cause les responsables des usines, que pour occuper il faut préparer un « *environnement de grève* » et un réseau de solidarité en faveur de l'occupation.

3. Carla Luciana SILVA, « Sequestros e terrorismo de Estado no Brasil: casos de resistência revolucionária », *Izquierdas* n° 49, octobre 2020, <https://www.scielo.cl/pdf/izquierdas/v49/0718-5049-izquierdas-49-84.pdf>

Les nôtres – Chili 1973

Les Brésiliens rencontrent des camarades de la section de la IV^e Internationale, représentés par la péruvienne Virginia Vargas, aujourd'hui une militante importante du mouvement féministe, et Jean, son compagnon.

La IV^e Internationale vient de tenir son 9^e Congrès mondial en 1969. Les débats au sein des sections se développent. La majorité issue du congrès mondial est influencée par les orientations avant-gardistes de Debray et des organisations dites guévaristes majoritaires dont le parti PRT, section argentine de la IV^e Internationale. Le Socialist Worker Party (SWP), section étatsunienne de la IV^e Internationale, se trouve en minorité mais maintient des contacts constants avec les organisations d'Amérique latine, ainsi qu'avec les européens – en particulier les sections française et italienne. Les deux tendances se disputent la sympathie des militant·es du Ponto de Partida, en raison de l'importance que représente pour la IV^e Internationale la construction d'une future section au Brésil.

Un nouveau processus de discussion commence et d'innombrables réunions se tiennent avec plusieurs dirigeants européens, étatsuniens ou latino-américains : avec le chilien Raul Santander, intellectuel marxiste et historien, avec le Bolivien Hugo Gonzales Moscoso, dirigeant historique du Parti ouvrier révolutionnaire (POR), avec Livio Maitan et Jean-Pierre Beauvais (tous deux appartenant à la majorité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale), avec Peter Camejo, dirigeant du SWP, défenseur passionné des positions de la minorité.

Peter Camejo, enthousiasmé par les positions de Ponto de Partida, critique de la nouvelle avant-garde brésilienne, publie ses déclarations dans *Intercontinental Press* (4), revue de la IV^e Internationale. Il les commente dans *The Militant* (5), journal de son parti, et les utilise largement pour combattre les positions avant-gardistes de la majorité. À l'inverse, la majorité (européenne) de la IV^e Internationale n'a jamais informé, ni publié aucun article sur les débats entre les dirigeants de la IV^e Internationale et le groupe brésilien.

Parallèlement à ces débats, Túlio produit différents textes de discussion destinés aux exilé·es arrivant au Chili. Il promeut des réunions avec les camarades en profond désaccord avec les méthodes de la lutte armée au détriment du mouvement de masse et com-

mence à s'intéresser au processus de lutte de classes chilienne.

Un engagement déterminé

Avec la diffusion en 1971 du document programmatique du groupe Ponto de Partida (PdP), celui-ci se retrouve au centre des débats entre les deux blocs issus du 9^e Congrès de la IV^e Internationale – la bataille entre les européens, influencée par la révolution cubaine et par des guérilleros latino-américains (la majorité), et les étatsuniens (la minorité) défenseurs de la lutte révolutionnaire à partir des luttes de masse.

Dans cette période intense, Túlio Roberto lit Marx, Lénine, Trotsky et discute avec de nombreux intellectuels résidant au Chili. Il a une longue discussion avec Francisco Weffort, brésilien et ancien professeur de Fábio Munhoz, à propos de la nature de l'URSS. Il adhère à la thèse considérant l'URSS comme un État ouvrier bureaucraté et non pas comme un capitalisme d'État socialiste, comme l'affirmait Weffort.

Le groupe Ponto de Partida devient un lieu d'échanges importants notamment avec la nouvelle vague de Brésiliens arrivés au Chili. Il entretient des relations avec les représentants des deux tendances de la IV^e Internationale qui passaient par Santiago, sur la situation au Chili, sur les prises de position des organisations brésiliennes, sur les événements politiques internationaux. La majorité comme la minorité de la IV^e internationale souhaitaient construire une section au Brésil à partir du groupe PdP.

Le Chili devient le centre d'intérêt de la gauche latino-américaine et internationale. Des réfugiés politiques de différents continents sont de plus en plus nombreux et s'intègrent au processus chilien de changement. Les organisations et partis politiques se partagent entre ceux qui croient que la « voie pacifique vers le socialisme » aboutirait au changement de la société, et ceux qui n'arrivent pas à généraliser les luttes sectorielles à toute la société. Ni les uns ni les autres ne présentent une proposition programmatique ou transitoire pour la transformation du système.

Durant cette période, Túlio Roberto s'intéresse intensément aux luttes ouvrières des nouvelles structures de double pouvoir :

les *cordones industriales*. Il est enthousiasmé par cette expérience !

Au Chili, la polarisation de classes s'approfondit, le processus se radicalise avec l'offensive patronale de paralysie des transports en camions (dite « grève des camionneurs ») puis par l'organisation d'une pénurie (« boycott ») des denrées alimentaires et des produits de première nécessité. Face à cela, émerge une réponse inédite et spectaculaire pour ces jeunes brésiliens du PdP qui n'avaient entendu parler de « double pouvoir » que dans les réunions et dans les lectures : l'apparition des *cordones industriales*, l'auto-organisation d'ouvrier·es implantés dans les usines de différents secteurs de Santiago, mais aussi dans plus d'une dizaine de provinces importantes du pays. Des militants du Parti socialiste, du Parti communiste, du MIR, se détachent des ordres et de la « discipline de parti », car le contrôle ouvrier des usines devient leur priorité. Réquisition des industries abandonnées, reprise des livres de comptes, organisation de la production sont décidées en assemblée. Les « ordres » des partis sont hors sujet, la priorité est aux décisions collectives.

Tout le pouvoir se concentre entre les mains de ces ouvrier·es qui structurent et élargissent leur mouvement des usines aux quartiers, dans les « *poblaciones* ». Cette authentique auto-organisation se construit et renforce la perspective de nouvelles relations de production.

La bourgeoisie abandonne alors son offensive de « grève » et de « boycott » pour se concentrer sur la préparation d'un coup d'État. En juin 1973, les militaires du régiment « *Tacna* » se soulèvent, mais le « *Tanquetazo* » avorte.

L'Unité populaire ne croit pas en la détermination de la bourgeoisie à stopper cette dynamique. Le gouvernement ne prépare pas la population et encore moins les mouvements à la moindre attaque militaire. Des concessions sont faites à la bourgeoisie sur le programme initial relatif aux mesures



4. Ponto de Partida, « Concerning a Kidnapping in Brazil », *Intercontinental Press*, March 29, 1971.

5. Peter Camejo, « Brazilian Marxist View of Kidnapping », *The Militant*, April 30, 1971, Volume 35, Number 16.

sociales, ainsi que des vœux de confiance aux forces armées.

Au cours de l'année 1972, le groupe PdP défend les théories trotskistes de la nécessité d'un outil international, un parti politique pour agir pour la transformation de la société. Influencé-es par les discussions avec Peter Camejo, ardent défenseur des positions de la minorité de la IV^e, et par les interventions éminemment politiques de Raul Santander, ses militant-es décident de se rapprocher de la IV^e Internationale. Ils initient alors un processus de discussions sur la priorité du moment : participer et amplifier le processus révolutionnaire au Chili ou préparer le retour au Brésil des réfugié-e-s pour construire un nouveau parti.

La lutte de classe au Chili éveille le désir de plus en plus fort de Túlio Roberto de s'engager dans ce processus. Un débat a lieu au sein du groupe qui aboutit à une scission. Une partie décide de se concentrer sur la construction d'une organisation tournée vers le Brésil. Túlio défend une autre orientation de construction d'un nouveau et minuscule parti de la IV^e Internationale, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), décidé à clore le chapitre de l'entrisme au sein du PS, et qui défend l'intégration pleine et entière dans les luttes de masse avec l'espoir de peser dans le processus chilien.

Les militant-es du PSR intègrent les *cordones industriales* et contribuent auprès des ouvriers à consolider leurs structures. Les révolutionnaires latino-américains de la IV installés au Chili décident alors aussi de rejoindre le PSR et interviennent dans le but de participer à la résistance des masses.

Militant de la IV^e Internationale, Túlio Roberto se donne à fond dans le riche processus chilien au côté d'Hugo Blanco (péruvien, leader de la IV^e Internationale), avec l'espoir d'une riposte ouvrière face aux attaques et à la deuxième (6) tentative de coup d'État.

À ce moment-là, Le PSR n'a aucune illusion sur les intentions de la bourgeoisie qui veut renverser l'UP. Le 1er septembre 1973, il publie une déclaration (7) à propos de l'affrontement de classe au Chili. La déclaration commence par le constat que la situation politique nationale est à un tournant crucial vers une solution définitive de la question du pouvoir. Elle constate l'incapacité de l'UP à répondre aux besoins du prolétariat. Analysant les attaques de la bourgeoisie et les intentions de l'impérialisme étatsunien, la déclaration conclut que « *les facteurs sociaux et politiques font que la solution de la question du pouvoir, de l'extension du processus révolutionnaire et du triomphe de ce processus n'est possible que sur le terrain de la lutte armée.* »

Le 11 septembre, Túlio Roberto se rend à son travail pendant que les sons des klaxons inondent les rues des commerces de luxe de Santiago, une bombe explose sur la Monda, le palais présidentiel, tout près du lieu de travail de Túlio. Il sait ce qui se passe et se dirige vers son domicile pour retrouver sa compagne et réfléchir sur ce qu'il faut faire. Impossible d'échapper au contrôle de voisins complices du coup d'État, qui dès son arrivée chez lui, le menacent de mort s'il ne vient pas au déjeuner pour fêter le coup d'État.

Le lendemain, une patrouille de militaires sonne à la porte de sa maison. En se rendant compte qu'ils sont une cible des militaires, Túlio prend sa compagne dans les bras et lui annonce : « *Je ne sais pas que ce qu'ils vont faire, mais cette fois-ci, je ne nierai ni mes convictions, ni qui je suis.* ». Les militaires envahissent la maison, la fouillent entièrement, puis emmènent le couple à l'École militaire. Sa compagne est libérée et Túlio est conduit au Tacna, où se trouvent les putschistes, avec deux uruguayens tumpamaros et des membres du GAP – Groupe des amis du président, la garde rapprochée d'Allende. Túlio n'est jamais revenu, son corps n'a jamais été retrouvé (8).

Depuis, sa compagne, ses proches, ses amis, n'ont cessé de chercher un indice, une trace de lui. Porté disparu, on l'a oublié...

Cette année 2023, marquée par le cinquantenaire de la fin de l'Unité populaire, un groupe de Brésilien-es rendent hommage à Túlio et aux autres disparu-es et assassiné-es, victimes de la dictature militaire

de Pinochet. Une plaque commémorative va être posée à Santiago. Pour ne pas oublier.

Une étonnante particularité de la trajectoire de ce révolutionnaire, c'est que son organisation, le PSR, n'est jamais citée dans les innombrables analyses, descriptions, critiques des sections européennes de la IV^e Internationale, et encore moins l'information sur la mort de l'un de ses militants... Seule la déclaration du PSR alertant sur l'urgence de la préparation armée de la résistance, a été publiée par l'ancienne minorité, le SWP, l'ex-section de la IV^e Internationale aux États-Unis.

À la suite de la scission du PdP, certains membres du groupe qui a choisi de construire un nouveau parti au Brésil, se sont réfugiés en Argentine et ont rencontré Nahuel Moreno. Ces membres ont fondé bien des années plus tard le Parti socialiste des travailleurs unifié – le PSTU. Certains de ces militant-es, camarades de route du groupe PdP, ont rendu hommage à Túlio mais en réécrivant son histoire. Selon eux, il aurait été l'un des fondateurs du PSTU puisque fondateur du PdP.

Un goût amer persiste à l'évocation de ce révolutionnaire hors pair !

Le PSR, outil politique réunissant les exilé-es de la IV^e Internationale au Chili, participant pleinement au processus de résistance, membre de la IV^e Internationale, n'est pas reconnu. La répression féroce qu'ont subie ses militants non plus...

Discrets et déterminés, la IV^e Internationale a aussi ses héros !

Túlio Roberto, présente ! ■

Résolution du Comité central du PSR du 1^{er} septembre 1973*

1. La situation politique nationale est à un moment décisif par rapport à la solution définitive du problème du pouvoir. La nécessité de mettre un terme à la période d'instabilité provoque des changements importants sur le plan politique, qui modifient le rapport de forces entre les classes antagonistes et entraînent des modifications à l'intérieur même de ces classes. Ceci doit provoquer un affrontement à brève échéance.

2. Le gouvernement de l'Unité Populaire – tel qu'il est né en septembre-novembre 70 – a utilisé tous ses atouts. À l'heure actuelle, il ne contente ni le prolétariat, ni la bourgeoisie. Malgré son évolution à droite et les concessions accordées, il n'est pas arrivé à satisfaire les exi-

gences de l'impérialisme et de la bourgeoisie nationale qui profite de ses concessions pour l'amener à capituler complètement

6. La première le 27 juin 1973, un régiment blindé avec l'aide du groupe néofasciste Patrie et liberté prennent d'assaut le centre de la capitale. Le jour même, les généraux Carlos Prats et Augusto Pinochet neutralisent les putschistes.

7. Déclaration du 11 septembre 1973 sur l'affrontement, (voir en p. 35).

8. <https://memoriaviva.com/nuevaweb/desaparecidos/desaparecidos-q/quintiliano-cardoso-tulio-roberto/eb/detenidos->

9. <https://memoriasdaditadura.org.br/memorial/tulio-roberto-cardoso-quintiliano/>

* Cette résolution a été adoptée le 1er septembre 1973 par le Comité Central du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section chilienne de la IV^e Internationale). Nous reprenons la traduction française publiée par la revue *Quatrième Internationale* n°9/10 (nouvelle série) de septembre-octobre 1973.

Chili 1973

d'abord, tandis qu'elle s'organise dans le but de le renverser par la force.

3. Dans ce but, les exploiters utilisent tous les moyens légaux et illégaux. Ils ont réparti leurs forces dans divers secteurs : au terrorisme caché s'ajoute la pression politique avec mobilisations massives, grèves de secteurs professionnels, tentatives de briser le mouvement ouvrier lui-même, dans le but de renforcer leur base sociale. En même temps, ils accélèrent leur travail à l'intérieur des forces armées pour les pousser au coup d'État.

4. La classe bourgeoise est pour le moment à l'offensive politique et exerce son agressivité en dehors de ses propres partis. Cela reflète une crise de la direction bourgeoise. La bourgeoisie se voit confrontée à la nécessité absolue de combattre et d'écraser le mouvement ouvrier d'une part, et à l'inadaptation de ses structures traditionnelles d'autre part. Cette contradiction accélère sa restructuration sur de nouvelles bases, aggrave l'instabilité politique, économique et sociale, créant les bases pour la suprématie des forces armées qui se révèlent comme la seule solution à cette crise de direction.

5. Emprisonné dans cette offensive, de concession en concession, le gouvernement a changé de caractère : il perd ses possibilités d'action progressistes, il se sépare des masses qui le soutiennent, se tournant vers la droite. Ses caractères de bonapartisme sui generis évoluent, lui donnant la physionomie d'un gouvernement bureaucratique-militaire. Son isolement de l'ensemble des forces ouvrières et paysannes s'accroît.

6. Le mouvement ouvrier et paysan passe par une étape de développement extraordinaire, qui montre son influence à la base. Les secteurs importants de l'industrie nationale, les plus décisifs, sont sous son contrôle. De diverses façons, il procède à l'expropriation de la propriété privée, exerçant des formes combinées de contrôle ouvrier et d'administration directe sur des industries manufacturières et des exploitations agricoles, bien décidé à ne pas les rendre à leurs anciens propriétaires.

7. Ces faits montrent la vigueur de l'offensive ouvrière, marquant l'époque de son sursaut. Si, jusque là, une mobilisation politique générale n'a pas eu lieu, il est clair qu'elle se prépare sur les bases

déjà acquises. Il se constitue une étape de concentration des forces à l'intérieur du mouvement de classe et l'une de ses caractéristiques est la préparation militaire à la base, au sein de la classe, des usines, des assemblées de paysans et des « *cordones industriales* ». La volonté d'aller vers la révolution socialiste élève le degré de conscience des travailleurs qui se préparent à résister à la contre-offensive les armes à la main.

8. La radicalisation en cours, le mûrissement de la conscience politique, résultat direct de l'action des masses, ouvrent un fossé qui s'agrandit chaque jour entre les masses en lutte et les directions réformistes. De larges avant-gardes liées à l'ensemble des travailleurs, comprennent très rapidement la nécessité de détruire l'impérialisme et la bourgeoisie nationale de même que la nécessité de construire d'urgence une authentique direction révolutionnaire. Les directions réformistes s'emploient à paralyser cette évolution positive, retenant provisoirement le déchainement d'une offensive anti-bourgeoise claire qui, par son dynamisme, devrait également en finir avec les illusions que peut encore donner le gouvernement actuel.

9. Les possibilités d'un contrôle politique des masses par les directions réformistes s'affaiblissent visiblement. Les bases des partis ouvriers sont fortement ébranlées. Une partie intégrante et décisive du mouvement ouvrier ne peut plus concilier sa conduite avec celle de ses propres directions et se prépare à combattre dans ses propres partis. Des courants révolutionnaires sains cherchent une organisation, ouvrant la voie à des déplacements politiques qui créeraient les conditions préalables à la formation d'un parti révolutionnaire.

10. C'est l'ensemble de ces phénomènes, leur interaction, qui conduit inévitablement à un affrontement entre les classes dans un délai de plus en plus court. C'est une question de vie ou de mort pour l'impérialisme et la bourgeoisie nationale de contenir d'abord et d'écraser ensuite ce mouvement ouvrier qui est en train de l'exproprier. La bourgeoisie comprend clairement que même la capitulation du gouvernement – qui ne signifie pas engagement d'une offensive contre le mouvement ouvrier – ne suffit pas. C'est cette appréciation qui détermine quel laps de temps la bourgeoisie laisse à l'actuel

gouvernement, avant d'employer toutes ses forces à le renverser.

11. Ce sont les facteurs sociaux et politiques qui font que la solution de la question du pouvoir, de l'extension du processus révolutionnaire et du triomphe de ce processus n'est possible que sur le terrain de la lutte armée. Les larges masses, les ouvriers et les paysans, se préparent maintenant à la lutte avec ces perspectives fondamentales. La lutte de classes se propage à l'intérieur des forces armées ; là aussi, une brèche s'ouvre entre la base et la direction. La troupe se reconnaît dans les idées générales des travailleurs, sensible à ses origines de classe et s'aperçoit des contradictions au sein des corps répressifs de l'État bourgeois.

12. Le Parti Socialiste Révolutionnaire place au centre de son activité l'intégration de la lutte armée dans ce processus ; il le fait de façon claire et résolument. La possibilité pour lui d'être un pôle de formation du parti de la révolution socialiste et de travailler au triomphe de la révolution est inconcevable s'il ne s'engage pas dans la préparation et le développement de la lutte armée. Il ne s'agit pas pour nous de nous substituer à la classe, mais de participer sans réserve, avec l'intention de diriger, unis avec les masses, l'affrontement armé inévitable dans lequel les secteurs les plus actifs sont déjà engagés, répondant à l'initiative de la classe ouvrière.

13. Nous réaffirmons les tâches de la résolution du Bureau Politique du 10 août :

a) écraser la contre-révolution bourgeoise, en particulier dans son foyer le plus actif, la grève des transporteurs. Appui à l'initiative des « *cordones industriales* » et des « *commandos comunales* » de réquisitionner les véhicules des grévistes ;

b) rejeter toute transaction, tout dialogue avec les ennemis des travailleurs ;

c) renforcer le pouvoir ouvrier et populaire sur ses véritables bases : les « *cordones industriales* » et les « *commandos comunales* » pour écraser la bourgeoisie et déborder le réformisme. Aucune restitution d'usine. Continuer l'expropriation de la bourgeoisie nationale ;

d) construire l'Unité Révolutionnaire comme instrument de la progression du processus révolutionnaire. Concrétiser cette unité à tous les niveaux avec le MIR, le MAPU(G) et les secteurs avancés du PS. ■

Ernest Mandel, Cuba révolutionnaire et Ernesto Che Guevara

Par
Éric Toussaint*

Le *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel (1923-1995) a eu un impact important sur le plan international et notamment il a été lu et traduit à Cuba. Ernesto Che Guevara (1928-1967), qui était ministre de l'Industrie, l'a reçu en français fin 1962 (1) et l'a fait traduire pour ses collaborateurs-trices ainsi que plus largement pour le gouvernement. Il a manifestement beaucoup apprécié le livre. Il a également lu un article que Mandel a consacré fin 1963 au Grand Débat économique qui venait de démarrer à Cuba cette année-là. Cet article avait été traduit en espagnol par un jeune militant trotskyste cubain qui travaillait au ministère cubain des relations extérieures (Minrex). L'article était paru dans *World Outlook*, un hebdomadaire en anglais édité depuis septembre 1963 par le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale depuis Paris ainsi que dans la revue francophone *Quatrième Internationale* en mars 1964 (2). Dans cet article Ernest Mandel, sous un de ses noms de plume Ernest Germain (3), prenait parti pour les positions défendues par le Che. C'est certainement ce qui a décidé le Che à l'inviter à Cuba au printemps 1964.

Position défendue par Ernest Mandel

Mandel commence son article en présentant les éléments principaux du Grand Débat qui venait de démarrer à Cuba à la mi-1963. Il se réfère aux écrits de deux des principaux protagonistes Ernesto Che Guevara et Alberto Mora, mentionne les sujets abordés et souligne la portée historique de la controverse : « *La revue cubaine Nuestra Industria Revista Económica, organe du Ministère de l'Industrie, publie dans son numéro 3 (octobre 1963), deux articles polémiques d'un extrême*

intérêt, rédigés respectivement par Ernesto Che Guevara et par le commandant Alberto Mora, ministre du Commerce Extérieur. Cette polémique atteste de la vitalité de la révolution cubaine, y compris sur le terrain de la théorie marxiste. Elle traite d'un ensemble de questions de la plus haute importance pour la construction d'une économie socialiste : rôle de la loi de la valeur dans l'économie de transition ; autonomie des entreprises et autogestion ; investissements par le budget de l'État ou par voie d'auto-investissements, etc. Sous-jacente à ces problèmes est la discussion sur le modèle idéal de l'économie à l'époque de transition dans un pays sous-développé, discussion qui avait passionné les bolcheviks pendant la période 1923-1928, et qui, depuis lors, est remonté à la surface, fût-ce à un niveau théoriquement plus bas, en Yougoslavie (4), en Pologne, et même, en Union soviétique au cours des dernières années. »

Dès le deuxième paragraphe de son article, Ernest Mandel critique la position de Joseph Staline sur laquelle s'appuie Alberto

Mora dans le débat avec Che Guevara : « *La question de "l'application" de la loi de la valeur dans l'économie planifiée et socialisée de l'époque de transition a été sujette aux pires confusions, essentiellement par la faute de Staline, qui, dans son dernier ouvrage l'a posée de manière grossière et simpliste : "la loi de la valeur existe-t-elle dans notre pays ? ... Oui, elle y existe et s'y applique." C'est évidemment un truisme. Dans la mesure où subsiste l'échange, subsiste également la production de marchandises, et l'échange est dès lors soumis objectivement à la loi de la valeur. »*

Si Mandel s'attaque d'emblée à Staline, c'est que différents protagonistes importants dans ce débat se réclament explicitement de l'analyse et de la politique de Staline qui, bien que décédé dix ans plus tôt, exerce encore une influence importante. Les manuels marxistes d'inspiration stalinienne dogmatique produits à Moscou sont largement diffusés et rarement critiqués (5). Parmi les protagonistes du débat qui prennent appui sur Staline, on trouve non seulement

* Éric Toussaint, porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM international) et membre du conseil scientifique d'ATTAC France, est membre de la direction de la IV^e Internationale. Il a été membre de la Commission d'audit intégral de la dette publique interne et externe (CAIC) formée en juillet 2007 par le président de l'Équateur Rafael Correa. Il a coordonné les travaux de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée par la présidente du Parlement grec, qui a fonctionné sous les auspices du parlement entre avril et octobre 2015. Il est l'auteur de nombreux livres, dont : *Banque mondiale – Une histoire critique*, Syllepse, Paris 2022 ; *Capitulation entre adultes : Grèce 2015, une alternative était possible*, Syllepse, Paris 2020 ; *Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation, Les liens qui libèrent*, Paris 2017 ; *Banquocratie, ADEN, Bruxelles 2014 ; Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille 2013 ; *Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui*, Le Cerisier, Mons 2010. Il est coauteur avec Damien Millet des livres *AAA, Audit, Annulation, Autre politique*, Le Seuil, Paris 2012 ; *La dette ou la vie, Aden/CADTM*, Bruxelles 2011. Cet article est le second d'une série consacrée à Ernest Mandel, le précédent (« Témoin sur Ernest Mandel (1923-1995) un militant internationaliste et révolutionnaire en pensée et en action ») a été publié par *Europe Solidaire Sans Frontières* le 20

juillet 2023 (<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article67223>). L'auteur remercie Christian Dubucq, Michael Löwy, Claude Quémar, Pierre Salama, Catherine Samary et Patrick Saurin pour leur relecture. Il remercie également Christian Dubucq pour l'aide dans la recherche de documents.

1. Le Che comprenait et parlait le français.
2. *World Outlook* n° 14, 4^e trimestre 1963 et *Quatrième Internationale* n° 21, 1^{er} trimestre 1964, pp. 20-28.
3. Ernest Mandel utilisait plusieurs noms de plume : Ernest Germain, Henri Valin, Pierre Gousset et, dans la IV^e Internationale, il utilisait le pseudonyme Walter.
4. Sur l'expérience yougoslave et les débats qui eurent lieu en Yougoslavie même et à son propos, lire Catherine Samary, *Le marché contre l'autogestion. L'expérience yougoslave*, Publisud/La Brèche, Paris, 1988. Ce livre contient une très intéressante préface d'Ernest Mandel rédigée en octobre 1987.
5. Ernesto Che Guevara a formulé à plusieurs reprises des critiques de ces manuels au cours du Grand Débat de 1963-1964. Et, après son départ de Cuba, lors de son séjour en Tanzanie et à Prague en 1966, il rédige sous forme de notes une critique systématique du *Manuel d'Économie politique* produit par l'Académie des Sciences de l'URSS en 1963. Les notes de Che Guevara ont été publiées à La Havane en 2006. Voir Ernesto Che Guevara, *Apuntes críticos a la economía política*, Editorial Ciencias Sociales, Centro de Estudios Che Guevara, Ocean Press, La Havane, 2006, 397 pages.

Marxisme

Alberto Mora, ministre du Commerce extérieur (6) mais aussi Charles Bettelheim, économiste proche à l'époque du Parti communiste français.

Je vais reprendre les principaux points de l'argumentation de Mandel car ils sont d'une grande utilité pour qui se penche sur les problèmes auxquels ont été et seront confrontées les forces révolutionnaires qui, une fois arrivées au pouvoir, veulent entamer authentiquement une transition vers le socialisme et, dans le cas des pays dits en développement, sortir du sous-développement et de la subordination aux puissances capitalistes impérialistes.

Mandel explique que « Dans l'économie capitaliste développée, la loi de la valeur détermine la production par le jeu du taux de profit. Les capitaux affluent vers les secteurs dont le taux de profit est supérieur à la moyenne, et la production y augmente. Les capitaux refluent des secteurs dont le taux de profit est inférieur à la moyenne, et la production y décroît (du moins relativement). Lorsque les moyens de production sont nationalisés, qu'il n'y a ni marché des capitaux ni flux et reflux libres de ceux-ci, ni même formation d'un taux moyen de profit avec lequel les taux de profit de chaque branche particulière peuvent se comparer, il n'y a évidemment plus de possibilité pour que "la loi de la valeur" soit directement "régulatrice de la production" ».

Mandel aborde ensuite le cas d'un pays comme Cuba révolutionnaire en 1963. Ce qu'il résume comme orientation a une portée qui dépasse largement la situation de ce pays. Elle est d'une grande actualité. C'est pourquoi j'en extrais un long passage.

« Si dans un pays sous-développé qui a réalisé sa révolution socialiste (7) la "loi de la valeur" devait régler les investissements, ceux-ci afflueraient de préférence vers les secteurs où la rentabilité est la plus grande

d'après les prix sur le marché mondial. Or c'est précisément parce que ces prix déterminent une concentration des investissements dans la production de matières premières que ces pays sont sous-développés. Échapper au sous-développement, industrialiser le pays, cela veut dire orienter délibérément l'investissement vers des secteurs moins "rentables" dans l'immédiat d'après la loi de la valeur, mais plus rentables d'après le critère du développement économique et social d'ensemble du pays. Lorsqu'on dit que le monopole du commerce extérieur est indispensable à l'industrialisation des pays sous-développés, on dit précisément que celle-ci ne peut s'effectuer rapidement et harmonieusement qu'en violant délibérément la loi de la valeur. Dans un pays sous-développé, et précisément, à cause du sous-développement, l'agriculture risque au départ d'être plus "rentable" que l'industrie ; l'artisanat et la petite industrie plus "rentables" que la grande industrie ; l'industrie légère plus "rentable" que l'industrie lourde ; le secteur privé "plus rentable" que le secteur nationalisé. Aiguiller les investissements d'après la "loi de la valeur", c'est-à-dire d'après la loi de l'offre et de la demande des marchandises produites par les différentes branches de l'économie, cela impliquerait de développer par priorité la monoculture pour l'exploitation ; cela impliquerait de construire de préférence de petits ateliers pour le marché local plutôt que des aciéries pour le marché national. La construction de logements confortables pour des couches petites-bourgeoises ou bureaucratiques (investissement qui correspond à un "besoin solvable") aurait la priorité sur la construction de logements populaires, qui doit évidemment être subventionnée. Bref, toutes les tares économiques et sociales du sous-développement seraient reproduites, malgré la victoire de la révolution.

« En réalité, le sens décisif de cette victoire, de la nationalisation des moyens de production industriels, du crédit, du système de transport et du commerce extérieur (ensemble avec le monopole de celui-ci), c'est précisément de créer les conditions d'un processus d'industrialisation qui échappe à la loi de la valeur. Des priorités économiques, sociales et politiques conscientes (et démocratiquement) choisies prennent le dessus sur la loi de la valeur pour dicter les étapes successives de l'industrialisation. La priorité est accordée non au rendement maximum, mais à la réduction du retard technologique, à la suppression de la mainmise étrangère sur l'économie nationale, à la garantie d'une ascension sociale et culturelle rapide des masses d'ouvriers et paysans pauvres, à la suppression rapide des épidémies et maladies endémiques, etc. ».

Concernant la loi de la valeur, Mandel affirmait, contre l'avis d'Alberto Mora (de Bettelheim et d'autres, voir plus loin), qu'il ne fallait pas s'y soumettre. Dans son article, il reprenait une affirmation de Trotsky qui, dans un texte de polémique par rapport à Staline, appelait à violer la loi de la valeur : « L'économie planifiée de la période transitoire, tout en étant fondée sur la loi de la valeur, la viole pourtant à chaque pas et établit les rapports entre les différentes branches économiques, et entre l'industrie et l'agriculture en premier lieu, sur la base de l'échange inégal. Le budget d'État joue un rôle de levier pour l'accumulation forcée et l'accumulation planifiée. Ce rôle devrait augmenter au fur et à mesure du progrès économique ultérieur. » (8)

On verra dans la suite de cet article que Che Guevara avait adopté la même position que celle exprimée par Trotsky et Mandel sur le rôle fondamental du budget de l'État et de la planification centrale comme levier pour la transition au socialisme et cela en opposition aux positions d'Alberto Mora, de Charles Bettelheim et d'autres comme Carlos Rafael Rodríguez et Blas Roca (voir plus loin) qui reprenaient à leur compte les réformes en cours dans les pays d'Europe de l'Est et en URSS.

Les réformes voulues tant par des économistes du régime en place à Moscou que par des économistes yougoslaves (pourtant opposés à Moscou) mettaient l'accent sur l'autofinancement des entreprises. En effet, tant en Yougoslavie qu'à Moscou et dans son bloc, était en vogue l'idée de permettre aux entreprises de se libérer de la discipline du plan central, de garder une partie de plus en plus importante de leurs revenus afin de financer leur propre développement.

Dans son article Mandel analysait cette évolution en cours.

Il est important de préciser qu'au moment du Grand Débat, le modèle de gestion et de calcul économique importé du Bloc de l'Est et en particulier de Tchécoslovaquie était d'application dans le secteur de l'économie cubaine dont Alberto Mora (ministre du Commerce extérieur) et Carlos Rafael Rodríguez (responsable de l'Institut de la Réforme agraire) avaient la charge. Ce modèle était désigné dans le débat à Cuba sous des vocables qui variaient : système d'autonomie financière, autogestion ou calcul économique. De son côté, Ernesto Che Guevara avait mis en application, avec l'accord du gouvernement, un autre modèle appelé le modèle de financement par le budget de l'État (appelé en espagnol : *sistema de financiamiento*

6. Voir Alberto Mora, « En torno a la cuestión del funcionamiento de la ley del valor en la economía cubana en los actuales momentos », article paru dans la revue du ministère de l'Industrie, *Nuestra Industria, Revista Económica*, année 1, n° 3, octobre 1963, pp. 10-20. La phrase de Staline citée par Mandel provient directement de cet article d'Alberto Mora.

7. Rappelons que Fidel Castro en avril 1961 avait proclamé « le caractère socialiste de la révolution cubaine » et Ernest Mandel était effectivement convaincu que le triomphe de révolution cubaine en 1959 ainsi que les mesures prises par le gouvernement révolutionnaire cubain confirmaient la théorie de la révolution permanente et initiaient un processus de transition au socialisme. Mandel caractérisait Cuba en 1963 d'État ouvrier en transition vers le socialisme.

8. Léon Trotsky, *Staline théoricien*, p. 106 du Tome I des Écrits 1928-1940, Librairie Marcel Rivière, Paris 1955.

presupuestario). Les deux modèles coexistaient et les partisans du modèle venant du Bloc de l'Est remettaient en cause le modèle défendu par Ernesto Che Guevara et cherchaient à le faire abandonner tandis que Che Guevara souhaitait l'étendre en démontrant sa validité et sa supériorité du point de vue du renforcement de la transition au socialisme.

Ne pas se soumettre à la loi de la valeur mais ne pas l'ignorer pour autant

Avant d'arriver à cette question de la priorité donnée par Che Guevara et Mandel au financement par le budget de l'État en opposition à la priorité donnée par les autres à l'autofinancement des entreprises et au recours aux crédits bancaires, il est important de préciser que Mandel affirmait que s'il ne fallait pas se soumettre à la logique de la loi de la valeur, il ne fallait pas l'ignorer pour autant.

Voici ce qu'écrivait Mandel sur les raisons pour lesquelles il ne fallait pas ignorer la loi de la valeur : « *Violier la loi de la valeur est une chose : l'ignorer, c'est tout à fait autre chose. L'économie de l'État ouvrier ne peut ignorer la loi de la valeur qu'au prix de pertes évitables imposées à l'économie, de sacrifices inutiles imposés aux masses, comme nous le démontrerons plus loin.*

« *Qu'est-ce à dire ? En premier lieu que toute économie doit se dérouler dans le cadre strict de réels coûts de production. Ces coûts ne détermineront pas les investissements ; ceux-ci n'iront pas automatiquement vers les projets "les moins chers". Mais les coûts sont connus, ce qui veut dire qu'est connu le montant exact des subside que la collectivité accorde aux secteurs qu'elle a décidé de développer par priorité. En deuxième lieu, qu'il faut avoir un instrument de mesure stable pour ces calculs ; sans monnaie stable, pas de planification rigoureuse. En troisième lieu que, pour tous les secteurs où des priorités économiques ou sociales ne dictent aucune préférence, les investissements seront effectivement guidés par "la loi de la valeur" (par exemple pour différentes cultures paysannes destinées au marché intérieur). En quatrième lieu que, pour autant que les moyens de consommation restent des marchandises, et en dehors des marchandises et services délibérément subventionnés par l'État (produits pharmaceutiques, matériel scolaire et didactique, livres, etc.), les préférences des consommateurs joueront*



librement sur le marché, la loi de l'offre et de la demande fera bouger les prix, et le plan adoptera ses projets d'investissements à ces oscillations (dans la limite des disponibilités en devises, en équipements, en matières premières, etc.). »

Là encore sur ce point la position défendue ici par Mandel coïncide avec celle adoptée dans le débat par Che Guevara.

Parmi les points en débat, une autre question rapprochait Mandel et Che Guevara : pour eux, dans le secteur nationalisé les produits qu'échangeaient entre elles les entreprises, par exemple des machines, n'étaient pas des marchandises. Une entreprise qui acquérait une machine auprès d'une autre n'achetait pas cette machine en tant que marchandise vendue sur le marché. Il s'agissait d'un échange hors marché à l'intérieur du secteur nationalisé. Donc pour eux la loi de la valeur ne dominait pas les relations à l'intérieur du secteur étatisé ou public. En revanche si une entreprise publique achetait ou vendait à une petite ou moyenne entreprise privée des machines ou d'autres biens, dans ce cas on pouvait parler de vente de marchandises et de relations marchandes (9).

Mandel conclut cette partie de son article par « *Sur toutes ces questions, Che Guevara a entièrement raison contre Mora.* »

Une des conséquences de la position défendue par Mandel et le Che, c'est que, à l'intérieur du secteur public (étatique ou nationalisé), le gouvernement doit éviter de considérer que les entreprises se vendent des marchandises et réalisent des profits au cours de leurs échanges. Il faut tenir une comptabilité rigoureuse en termes de coûts sans parler de profits dans le sens capitaliste et il ne faut pas permettre aux directeurs des entreprises d'État de mettre la main sur une partie importante des revenus des celles-ci (10).

L'épineuse question de l'autonomie de décision des entreprises

Dans la troisième partie, Mandel aborde la question de l'autonomie de décision des entreprises. Il analyse deux situations différentes : celle de la Yougoslavie d'une part et, d'autre part, celle de l'URSS et des autres pays de son Bloc (notamment la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est...). Rappelons que la Yougoslavie avait été excommuniée par Staline en 1948 et suivait une voie différente de celle du Bloc pro-Moscou.

La Yougoslavie avait généralisé l'autogestion au niveau des entreprises (11), ce n'était pas le cas du Bloc autour de Moscou.

Au cours des années qui ont précédé le Grand Débat économique à Cuba, malgré les différences substantielles entre la Yougoslavie et le bloc dominé par l'URSS, on

9. Dans une autre partie, plus avant dans l'article, Mandel revenait sur cette question : « *Il faut procéder à des calculs rigoureux de coûts de production, savoir pour chaque marchandise si la production est subventionnée ou non. Mais rien n'autorise la conclusion que les prix doivent être "déterminés par la loi de la valeur", c'est-à-dire par la loi de l'offre et de la demande. Si encore cette conclusion a quelque sens en ce qui concerne les moyens de consommation, elle est dénuée de sens pour les moyens de production qui, répétons-le, ne sont pas des marchandises, du moins dans leur grande majorité. Et même les moyens de production qui sont encore des marchandises – ceux qui sont produits par le secteur privé ou coopératif pour être livrés à l'État, et ceux que l'État fournit aux entreprises privées ou aux coopératives – ne pourront être "vendus à leur valeur" sous peine d'encourager sous certaines conditions l'accumulation primitive privée aux dépens de l'accumulation socialiste.* »

10. Dans la deuxième partie de son article, Mandel abordait la question du commerce extérieur. Il serait trop long ici de résumer son propos, par ailleurs tout à fait intéressant. Je recommande la lecture de son article dans son intégralité.

11. Sur les conditions dans lesquelles la Yougoslavie a adopté l'autogestion, voir Catherine Samary, *Octobre 1917-2017. D'un communisme décolonial à la démocratie des communs*, éditions du Croquant, Paris 2017.

Marxisme

pouvait noter une évolution vers une plus grande autonomie des entreprises.

Dans le cas de la Yougoslavie, les entreprises autogérées avaient le droit de garder une part de plus en plus importante des revenus et de choisir de les réinvestir selon leurs choix. Mandel souligne : « Des auteurs yougoslaves ont même formulé à ce propos un véritable nouveau dogme qu'il faut soumettre à une analyse critique : "Sans le droit des collectifs d'autogestion de disposer d'une partie importante du surproduit social, pas de véritable autogestion". »

Du côté de l'URSS, l'évolution consistait à donner aux directeurs d'entreprise plus d'autonomie dans l'utilisation des revenus.

Dans le cas de la Yougoslavie, Mandel alertait sur les dangers du cours qui était suivi par le gouvernement. Mais ce qu'il écrivait avait une valeur plus générale, ce qui en fait son grand intérêt.

En voici un extrait : « Plus un pays est arriéré, plus y règnent encore des conditions de pénurie quasi universelle non seulement dans le secteur des moyens de production mais d'une multitude de moyens de consommation industriels (du moins pour la grande majorité de la population), et plus la pratique de l'auto-investissement est nuisible, plus il est nuisible de permettre aux collectifs d'autogestion de déterminer eux-mêmes les projets prioritaires d'investissements productifs.

« Il est en effet évident que, dans des conditions de pénurie quasi générale de produits industriels, presque tous les projets d'investissement peuvent être économiquement rentables, pour autant que de grossières erreurs économiques n'aient pas été commises. Presque chaque entreprise industrielle ou agricole rentable (fournissant un fonds d'investissement) est comme un îlot séparé au milieu d'une mer de besoins non satisfaits. La tendance naturelle de l'auto-investissement serait dès lors de vaquer au plus pressant, à la fois localement et dans chaque secteur.

« En d'autres termes ; si les entreprises d'autogestion disposent d'un vaste fonds d'auto-investissement, elles auront tendance à orienter leurs investissements soit vers les marchandises qui leur font le plus défaut (certains biens d'équipement ; matières premières ; produits auxiliaires ; au besoin sources d'énergie), soit vers les biens qui font le plus défaut à leurs ouvriers ou aux habitants de la localité

dans laquelle elles sont situées. Ainsi, des critères d'intérêt sectoriel ou local prendraient le dessus sur des priorités nationales, non pas parce que la loi de la valeur est "niée", mais précisément parce qu'elle est appliquée ! Ce serait, une fois de plus, orienter l'industrialisation vers la "voie traditionnelle" qu'elle suit dans le cadre historique du capitalisme, au lieu de la réorienter d'après les exigences d'une économie nationale planifiée. »

Mandel poursuivait : « Puisqu'une économie sous-développée se caractérise précisément par le fait que les entreprises à haute productivité y sont encore l'exception et non la règle, il suffit de leur laisser une partie de leur surproduit net pour que l'inégalité de développement entre les localités industrialisées et les localités non industrialisées, l'inégalité de développement et de revenus entre les entreprises archaïques ou ne jouissant que d'un niveau moyen de productivité et les entreprises technologiquement "en pointe" augmente au lieu de diminuer. Il faut d'ailleurs insister sur cette idée fondamentale du marxisme : toute liberté économique, toute "autonomie de décision" et toute "spontanéité" accroît l'inégalité tant qu'il existe côte à côte des entreprises ou des individus forts et faibles, riches et pauvres, favorisés et défavorisés du point de vue de la localisation, etc. »

Cette dangereuse tendance soulignée par Mandel s'est accentuée par la suite et constitue une des causes de l'éclatement de la fédération yougoslave au début des années 1990.

Pour revenir à la Yougoslavie de l'époque du Grand Débat, Mandel considère qu'il faut donner la priorité au financement des entreprises par le budget de l'État : « La logique économique d'une économie planifiée plaide donc entièrement en faveur d'investissements productifs par voie budgétaire, du moins pour toutes les grandes entreprises. Ce qu'il faut laisser aux entreprises, c'est un fonds d'amortissement suffisamment ample pour permettre une modernisation de leur équipement à chaque renouvellement de l'équipement fixe (investissement brut). Mais tous les investissements nets doivent être réalisés d'après le plan, dans des branches et à des endroits choisis d'après des critères de préférence tirés d'une vue d'ensemble de la société et son économie. »

Mandel ajoute : « À ce propos aussi, c'est la thèse du camarade Guevara qui est correcte. »

Mandel en vient alors à un argument avancé par ceux et celles qui, en Yougoslavie, voulaient plus d'autonomie pour les entreprises et une plus grande part de leurs revenus laissés à leur disposition. Ceux et

celles qui soutenaient cela avançaient selon Mandel que « la décentralisation des décisions d'investissement serait une puissante garantie contre la bureaucratisation. »

À quoi Mandel faisait remarquer ce qui suit : « Cette thèse est fondée sur une confusion. Les Yougoslaves ont raison de souligner que le pouvoir de la bureaucratie s'accroît dans la mesure où elle dispose librement du surplus social. Mais les techniciens et économistes de la commission du Plan ne "disposent" de ce surproduit que sous forme de chiffres sur le papier ; le véritable pouvoir de disposition se situe au niveau des entreprises. Plus on abandonne des ressources au-delà du fonds de consommation (des revenus distribués et des investissements sociaux) à la libre disposition des entreprises, plus on stimule précisément la bureaucratisation, du moins dans un climat de pénurie et de pauvreté généralisées, plus on crée de tentations de corruption, de vols, d'abus de confiance et de faux en écritures, tentations non existantes au niveau de la commission du Plan, ne fût-ce qu'à cause des multiples vérifications. L'expérience concrète de la "décentralisation" yougoslave a d'ailleurs confirmé qu'elle a été une source énorme d'inégalité et de bureaucratisation au niveau des entreprises. »

Concernant les réformes en cours en URSS à l'époque, Mandel n'y fait qu'une allusion pour insister sur le fait que la plus grande autonomie voulue pour les entreprises et la part croissante des revenus qu'elles pouvaient conserver servait en réalité les bureaucrates et notamment les directeurs d'entreprises qui cherchaient à augmenter leurs propres revenus et leur standing de vie. Mandel écrit à propos des thèses défendues en Union soviétique notamment par l'économiste Yevsei Liberman : « il suffit d'examiner attentivement les arguments de ces économistes pour s'apercevoir qu'il s'agit en réalité de l'intéressement matériel des bureaucrates, dont l'accroissement devrait être en quelque sorte le stimulant essentiel pour l'expansion de la production des entreprises. » Mandel a détaillé sa critique notamment en mars 1965 dans la revue *Quatrième Internationale* (12).

La question vitale de la démocratie socialiste

Ensuite, Mandel présente un plaidoyer en faveur de la démocratie socialiste et tente de convaincre ses interlocuteurs cubains que c'est une question vitale.

Mandel commence par poser la question : « la possibilité d'une centralisation complète des ressources d'investissement au

12. Ernest Germain, « Les réformes Liberman-Trapeznikov de la gestion des entreprises soviétiques », *Quatrième Internationale*, mars 1965, pp. 14 à 21. Ernest Germain, « Soviet Management Reform », *International Socialist Review*, vol. 26, n° 3, Summer 1965, pp. 77-82 (<https://www.marxists.org/archive/mandel/1965/03/sovreform.htm>).

niveau de l'État ne crée-t-elle pas le danger d'une politique économique d'ensemble favorisant la bureaucratie, comme ce fut le cas dans la Russie stalinienne ? »

Et il répond sans détour : « Évidemment. Mais alors, la cause ne réside pas dans la centralisation elle-même, elle se trouve dans l'absence de démocratie ouvrière au niveau politique national ». Et de citer Trotsky une deuxième fois dans cet article : « Seule la coordination de ces trois éléments, la planification étatique, le marché et la démocratie soviétique, peut assurer une direction juste de l'économie de l'époque de transition et assurer, non pas la mise à l'écart des disproportions en quelques années (cela est de l'utopie), mais leur amoindrissement et, par là même, la simplification des bases de la dictature du prolétariat jusqu'au moment où de nouvelles victoires de la révolution élargiront l'arène de la planification socialiste et reconstruiront son système. » (13)

Et Mandel ajoute : « C'est dire qu'une véritable garantie contre la bureaucratization dépend de la combinaison de la gestion ouvrière au niveau de l'entreprise et de la démocratie ouvrière au niveau de l'État. Sans cette combinaison, même l'autonomie des entreprises n'enlèvera rien au caractère autoritaire, bureaucratique et (souvent) erroné des décisions économiques prises au niveau du gouvernement et du Plan. Avec cette combinaison, la centralisation des investissements – les priorités ayant été démocratiquement établies, par exemple par le congrès national des conseils ouvriers – n'encourage pas la bureaucratization, mais en supprime au contraire une des sources principales. »

Sur cette question qui était essentielle, Mandel n'a pas pu s'appuyer sur la position de Che Guevara car celui-ci n'a pas abordé ce sujet de front. Ce qui est avéré, c'est que Mandel a essayé lors des discussions qu'ils ont eues à Cuba de convaincre Che Guevara de la nécessité d'adopter une politique favorable à la gestion ouvrière au niveau de l'entreprise, de la démocratie ouvrière au niveau de l'État et de la nécessaire mise en place d'un congrès national des conseils ouvriers, en d'autres mots de la nécessité de construire une démocratie socialiste (14).

Le premier séjour de Mandel à La Havane en mars-avril 1964

Le séjour de Mandel a duré sept semaines, son programme a été très intense. Mandel suivait de près ce qui se passait à Cuba.

Ernest Mandel a rencontré à plusieurs reprises Che Guevara qui avait fait appel à lui pour intervenir dans le débat qui tra-

versait la direction cubaine et le gouvernement cubain, débat dans lequel étaient impliquées des personnes à responsabilité ministérielle provenant de l'ancien Parti communiste stalinien pro-Moscou comme Carlos Rafael Rodríguez ou des dirigeants politiques comme Blas Roca, président du PSP et directeur du quotidien Hoy. L'ancien parti communiste, dont le nom était Parti socialiste populaire (PSP) avait dénoncé pendant des années le caractère petit-bourgeois gauchiste du Mouvement du 26 juillet fondé et dirigé par Fidel Castro mais avait décidé au milieu de l'année 1958, 6 mois avant la victoire, de rejoindre le mouvement insurrectionnel (voir encadré sur le PSP).

En 1963-1964, des dirigeants du PSP pro-Moscou occupaient des postes importants de direction dans le gouvernement et le nouvel appareil de l'État (notamment dans l'appareil de sécurité) et intervenaient dans le débat sur la politique à mener à Cuba en appuyant ce qui venait du Bloc de l'Est dirigé par Moscou. Parmi les représentants de haut niveau du PSP, il y avait Carlos Rafael Rodríguez, président de l'Institut de la Réforme agraire (INRA). Alberto Mora qui défendait les mêmes positions que les dirigeants du PSP, sans en faire partie, était ministre du Commerce extérieur en 1963. Et, de l'autre côté il y avait Che Guevara, ministre de l'Industrie, dont les propositions étaient soutenues et partagées par Luis Álvarez Rom, ministre des Finances (Ministro de Hacienda). Comme mentionné plus haut, deux personnalités marxistes internationales intervenaient également, invitées par chacune des deux tendances. Che Guevara avait invité Ernest Mandel, membre de la IV^e Internationale, tandis que les tenants de la ligne du PSP pro-Moscou avaient fait appel à Charles Bettelheim, économiste pro-Moscou à l'époque. Les documents du Grand Débat ont été publiés et publiquement débattus à Cuba en 1963-1964. Ils ont paru à quelques dizaines de milliers d'exemplaires dans la revue du ministère du Commerce extérieur, dans celle du ministère de l'Industrie, dans la revue *Socialista*. Un peu plus de quarante ans plus tard, ils ont été réunis dans un livre publié à Cuba en 2006 par le Centre d'études Che Guevara dirigé par Aleida March, la seconde épouse du Che, et par la maison d'édition australienne Ocean Press. Il comprend notamment cinq contributions du Che, deux d'Ernest Mandel et une de Charles Bettelheim. Ces textes avaient été réunis auparavant et publiés en 1969 dans le numéro 5 de la revue argentine *Pasado y Presente*.

Ce qui divisait une partie de la direction cubaine, c'est notamment la question de la vitesse à laquelle aller vers le socialisme, fallait-il ou non continuer à adopter les méthodes provenant d'Europe de l'Est et de Moscou, quelle était l'importance de la planification centrale, quelle était l'importance des stimulants moraux et collectifs pour augmenter la production et quelle était l'importance des stimulants matériels, donc des gains en salaire, des primes, etc.

En 1967, dans la revue *Partisans*, Mandel résumait ainsi le Grand Débat et en particulier la position de Che Guevara : « L'industrie nationalisée à Cuba était en grande partie organisée selon le système des trusts (entreprises consolidées) par branche d'industrie, très comparable au modèle d'organisation de l'industrie soviétique pendant tout un temps. Le financement de ces trusts se faisait par le budget central de l'État, le contrôle financier se faisant au niveau des ministères (de l'Industrie et des Finances). La Banque ne jouait qu'un rôle d'intermédiaire d'importance secondaire.

« L'un des objectifs pratiques de la discussion économique de 1963-1964 était ainsi : soit en défense de ce système – ce qui était le cas du camarade Guevara et de ceux qui appuyaient généralement ses thèses –, soit dans le postulat de son remplacement par un système d'autonomie financière des entreprises (qui débouchait sur le principe de la rentabilité individuelle de ces dernières), thèse défendue par Carlos Rafael Rodríguez et de nombreux autres participants au débat.

« La position du Che Guevara est apparue assez pragmatique dans ce cas-ci. Il n'affirmait pas que la gestion centralisée était un idéal en soi, un modèle à appliquer de toute façon et toujours. Il a simplement défendu l'idée que l'industrie cubaine d'alors pouvait être dirigée par cette méthode de la manière la plus efficace. Les arguments qu'il a donnés étaient essentiellement les suivants : un nombre réduit d'entreprises (moins que dans la seule ville de Moscou en URSS !) ; un nombre plus réduit encore de cadres industriels et financiers ; des moyens de communication assez développés, très supérieurs à ceux d'autres pays qui ont atteint un niveau de développement des forces productives comparable à celui de Cuba ; la nécessité d'une économie plus stricte des ressources et du contrôle sur ces dernières, etc. »

13. Léon Trotsky, *L'économie soviétique en danger*, Tome 1 des *Œuvres* 1928-1940, p. 127.

14. Voir Jan Willem Stutje, Ernest Mandel, *Un révolutionnaire dans le siècle*, Éditions Syllepse, Paris, 2022, 454 pages, p. 257.

Marxisme

Mandel ajoute : « certains adversaires des thèses de Che Guevara ont lié la question d'une plus grande efficacité de la gestion décentralisée (et de l'autonomie financière qui en découlait) à celle des stimulants matériels. Des entreprises qui sont obligées d'être rentables sont des entreprises qui doivent soumettre toutes leurs opérations à un calcul économique très strict, et qui peuvent pour cela utiliser les stimulants matériels de manière beaucoup plus ample, en intéressant directement les travailleurs à l'accroissement de la productivité du travail, dans l'amélioration de la rentabilité de l'entreprise (par exemple en économisant sur les matières premières) et dans le dépassement des objectifs du plan.

« Par rapport à cela, la réponse de Che Guevara est essentiellement pratique. Il ne rejette pas la nécessité d'un calcul économique strict dans le cadre du plan, ni l'emploi de stimulants matériels. Mais il subordonne cet emploi à deux conditions. En premier lieu, il est nécessaire de choisir des stimulants matériels qui n'affaiblissent pas la cohésion interne de la classe ouvrière, qui n'entraînent pas de rivalité entre les travailleurs. Pour cela, il préconise un système de primes collectives (pour les équipes ou les entreprises, bien plus qu'un système de primes individuelles). Ensuite, il s'oppose à toute généralisation abusive des rétributions matérielles car elles créent des effets désagrégeurs sur la conscience des masses. Guevara souhaite éviter que toute la société soit saturée par un climat d'égoïsme et d'obsession pour l'enrichissement individuel. » (21)

Rappelons qu'au moment du Grand Débat coexistaient les deux systèmes. Celui voulu par Che Guevara et Luis Alvarez Rom (ministre des Finances) était appliqué dans une partie de l'industrie (en particulier la « grande » industrie) tandis que le système d'autonomie financière des entreprises appuyé par Alberto Mora, Carlos Rafael Rodríguez et le PSP était mis en œuvre dans une autre partie de l'industrie, dans une partie de l'agriculture et du commerce.

L'intervention de Charles Bettelheim, les répliques de Che Guevara et d'Ernest Mandel

L'intervention de Charles Bettelheim dans le débat a été particulièrement conservatrice, elle était suiviste par rapport aux politiques menées dans le bloc dirigé depuis Moscou. Dans sa contribution au débat, il s'appuie à dix reprises sur les écrits de Joseph Staline (22). À aucun moment

il ne mentionne la collectivisation forcée imposée par Staline avec les conséquences dramatiques qu'elle a entraînées. Il présente les pays d'Europe centrale et de l'Est comme les pays socialistes les plus avancés.

Dans son texte, on ne perçoit aucun souffle révolutionnaire alors que Cuba est en pleine ébullition et que le ministère de l'Industrie et celui des Finances essayent de promouvoir un modèle adapté à la réalité de l'île en

Le Parti socialiste

Voici comment l'organe du PSP stalinien analyse l'attaque de la caserne Moncada de juillet 1953 à Santiago de Cuba : « Le 26 juillet, la clique bourgeoise-latifundiste et pro-impérialiste qui s'était imposée au pays par le coup d'État réactionnaire du 10 mars 1952 a réussi, en fait, un nouveau coup d'État, visant cette fois à accentuer le caractère réactionnaire de son gouvernement et à éliminer toute une série d'obstacles qui s'opposaient à ses plans.

« Stérile et erronée, la rébellion orientale, dont le point culminant a été l'assaut des casernes à Santiago de Cuba et à Bayamo, que les forces militaires du régime ont facilement matée, a donné un prétexte – malgré les bonnes intentions qui purent inspirer ses auteurs – pour balayer les restes de légalité existants et pour frapper très fortement le mouvement démocratique des masses qui, à ce moment-là, se développait et menaçait sérieusement de mettre en échec tous les plans du gouvernement. (...) Il est bien établi que notre parti non seulement n'a eu aucune participation aux événements de l'Orient, mais aussi qu'il s'oppose à ces tactiques bourgeoises et putschistes, parce qu'elles sont fausses, parce qu'elles se produisent à l'extérieur des masses, parce qu'elles portent préjudice à la lutte des masses qui est la seule capable – par son développement naturel jusqu'aux formes les plus élevées et les plus combattives – de conduire à la victoire contre la réaction et l'impérialisme » (15).

Fernando Martinez résume ainsi l'orientation du PSP concernant les objectifs de la lutte à Cuba avant la victoire de janvier 1959 : « Agraire », « anti-impérialiste », « contre les résidus féodaux », « pour un développement national »... Selon eux, il fallait aussi chercher, et trouver, une classe bourgeoise nationale qui jouerait un rôle positif, actif, face au camp qui réunissait les pro-impérialistes du marché international et les féodaux ou semi-féodaux des campagnes. Ce serait la bourgeoisie nationale, positive, contre la bourgeoisie marchande. Mais l'Histoire en décida autrement (16).

Après la victoire révolutionnaire de 1959, le PSP s'est fermement opposé, au nom de la doctrine stalinienne de la révolution par étapes, au tournant socialiste de la révolution cubaine. Une citation illustre clairement cette orientation. En août 1960, quand le gouvernement révolutionnaire cubain a commencé à intervenir dans les entreprises et à exproprier des grands propriétaires, voici ce que dit Blas Roca, le secrétaire général du PSP, lors de la VIII^e assemblée nationale du Parti : « Dans l'étape actuelle, démocratique et anti-impérialiste, il faut, dans les limites qui seront établies, garantir les profits des entreprises privées, leur fonctionnement et leur développement (...) Il y a eu des excès, il y a eu des interventions abusives qui auraient pu être évitées. (...) Intervenir, sans raison suffisante dans une entreprise ou une usine, ne nous aide pas, parce que cela irrite et tourne contre la révolution (...) des éléments de la bourgeoisie nationale qui doivent et peuvent se maintenir du côté de la révolution dans cette étape » (17).

En 1962, un grave conflit éclate entre Fidel Castro et la vieille garde du PSP. Celle-ci, croyant l'heure venue de « récupérer » à son profit la Révolution, et forte des relations chaque jour plus étroites établies avec le bloc de l'Est, entreprend de noyauter les Organisations Révolutionnaires Intégrées (ORI), étape intermédiaire imaginée par Castro en vue de la création du Parti Uni de la Révolution Socialiste Cubaine (PURSC). Immédiate et rapide, la « lutte contre le sectarisme » met fin provisoirement à ces velléités. Moscou n'intervient pas dans le différend. Dans la lutte pour la suprématie sur le monde communiste qui l'oppose à la Chine depuis le début des années 1960, l'Union soviétique ne peut se permettre de marchander son appui au premier régime socialiste d'Amérique latine. Celui-ci jouit dans le Tiers Monde d'un prestige certain.

Citations de Fidel Castro sur la crise des ORI : « Étions-nous réellement en train de construire un véritable parti marxiste ? (...) Nous n'intégrons pas les forces révolu-

refusant de se plier au modèle d'Europe de l'Est et de Moscou.

Charles Bettelheim adopte une approche mécaniste et déterministe en conformité avec la conception marxiste

dogmatique qui dominait dans les pays de l'Est. Selon lui, l'état des forces productives à Cuba ne permet pas de mettre en pratique des politiques telles que voulues par Che Guevara et Luis Álvarez Rom.

Cette limitation indépassable qu'imposerait l'insuffisance du développement des forces productives est remise en cause par Che Guevara qui explique : « *Nous considérons que deux erreurs fondamentales ont été commises dans cet article de Bettelheim, que nous allons tenter d'éclaircir. La première concerne l'interprétation de la nécessaire corrélation qui doit exister entre les forces productives et les rapports de production (...)* ». Le Che pose la question : « *À quels moments les rapports de production pourraient-ils ne pas être le reflet fidèle du développement des forces productives ?* » et il répond : « *Aux moments de la montée d'une société qui avance sur la précédente pour la briser, et aux moments de l'éclate-*

populaire (PSP)

tionnaires. Nous n'organisons pas un parti. Nous organisons, nous inventions, nous fabriquons une camisole de force, un joug, camarades. Nous ne construisons pas une association libre de révolutionnaires, mais une armée de révolutionnaires domestiqués et dressés (...) Le camarade qui reçut la confiance – nul ne sait s'il la reçut ou se l'attribua –, pourquoi fut-il désigné ? Ou alors, pourquoi s'imposa-t-il spontanément sur ce front, recevant la charge d'organiser les ORI en tant que secrétaire de l'organisation ? (...) Anibal Escalante tomba hélas, camarades, dans les erreurs que nous soulignons ici (...) Nous considérons qu'Anibal Escalante n'a pas agi de manière maladroite ou inconsciente, mais de manière délibérée et consciente (...) Et de quelle nature était le noyau ? Était-ce un noyau révolutionnaire ? Il s'agissait bien davantage d'un quartieron de révolutionnaires, pourvoyeurs de privilèges, qui nommait et révoquait les fonctionnaires, les administrateurs, et par conséquent ne pouvait être auréolé du prestige qui doit accompagner un noyau révolutionnaire et émaner exclusivement de son autorité devant les masses, de la qualité irréprochable de ses membres en tant que travailleurs et révolutionnaires exemplaires. Il n'était qu'un cénacle où pouvaient se quémander faveurs, biens et privilèges. Et autour de ce cénacle, bien entendu, étaient réunies les conditions favorables à la formation d'une cohorte d'adorateurs n'ayant rien à voir avec le marxisme ou le socialisme (...) Cette hystérie du commandement, cette "gouvernomanie" s'empara de notre camarade (...) Comment furent élaborés ces cénacles ? Je vais vous le dire : dans toutes les provinces, c'est le secrétaire du PSP qui devint secrétaire général des ORI. Dans chaque cénacle, c'était un membre du PSP qui devenait secrétaire général de cénacle... » (18). Suite à ce conflit majeur, Anibal Escalante est envoyé deux ans sur une voie de garage en Tchécoslovaquie mais le PSP a conservé une influence très importante dans différents ministères clés, dans les services de sécurité, dans les syndicats, dans la presse, dans l'appareil de formation.

À noter que dans un livre publié à La Havane en 2006 et intitulé *Apuntes críticos economía política* on trouve une série de textes de Che Guevara ainsi que des comptes rendus de réunions internes à la direction du ministère de l'Industrie. Dans un de ces comptes rendus, celui datant du 22 février 1964, Che Guevara déclare à propos de l'affaire Anibal Escalante : « *L'erreur fondamentale d'Anibal, l'erreur qu'il faut analyser plus en profondeur, ce ne sont pas les aspirations personnelles d'Anibal. C'est une question personnelle, une déviation personnelle, qui n'aurait pas posé de problèmes majeurs s'il ne s'était pas trouvé qu'Anibal, dans sa position de secrétaire à l'organisation, devait contrôler tous les appareils du parti qui étaient devenus des appareils d'exécution. Ainsi, tout le contrôle idéologique dépendait d'une série de messieurs qui étaient à la fois exécutants et contrôleurs, ce qui était impossible.* » (19)

À partir de début octobre 1967, un secteur important des anciens du PSP dirigé par Anibal Escalante, revenu d'exil, est dénoncé par Fidel Castro comme ayant organisé une micro-fraction dans le Parti communiste fondé en octobre 1965. Une quarantaine de membres de la micro-fraction sont arrêtés, jugés et condamnés à de la prison. Ils sont accusés pour leur action fractionnelle en lien avec l'ambassade soviétique et avec celles de Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est. Anibal Escalante, condamné en janvier 1968 à 15 ans de prison, a été libéré en 1971. 8 accusés sont condamnés à 12 ans, 8 à 10 ans, 6 à 8 ans, 5 à 4 ans, 6 à 3 ans, 1 à 2 ans. Signe supplémentaire de la prise de distance de Cuba avec Moscou, Fidel Castro annonce que le PC cubain n'ira pas à la réunion des PC pro-Moscou qui a lieu en Bulgarie en mars 1968. Dans plusieurs discours de 1968, il critique durement les manuels publiés par Moscou. Anticipant de possibles représailles de la part de Moscou, le gouvernement cubain ordonna à l'administration d'« *adopter toutes les mesures et toutes les démarches nécessaires afin d'économiser le plus de combustible possible* » (20).

15. Extraits du rapport présenté par A. Díaz au nom de la commission exécutive nationale à la séance plénière du Comité national du PSP, réuni le 6 avril 1954, in Michael Löwy, *Le Marxisme en Amérique latine, Anthologie*, Ed. Maspero, Paris, 1980, pp. 261-263.

16. Voir l'interview avec Fernando Martínez Heredia réalisée par Éric Toussaint en 1998 : « *Du 19^e au 21^e siècle : une mise en perspective historique de la Révolution cubaine* » (<https://www.cadtm.org/Du-19e-au-21e-siecle-une-mise-en>).

17. Blas Roca, Balance de la labor del Partido desde la última Asamblea Nacional y el desarrollo de la revolución, La Habana, 1960, pp. 87-88, cité par Michael Löwy « La revolución permanente en América Latina » dans Michael Löwy et al, *Socialismo para armar. Documentos urgentes de la historia contemporánea, Hijos Red Mundial, Colección Socialismo y Libertad*, Libro 68, 2016, p. 19.

18. Extraits de la « Version intégrale du discours de Fidel Castro, le 26 mars 1962 », in Œuvre révolutionnaire, n° 10, La Havane 1962.

19. Ernesto Che Guevara, *Apuntes críticos a la economía política*, Editorial Ciencias Sociales, Centro de Estudios Che Guevara, Ocean Press, La Havane, 2006, 397 pages, p. 285.

20. « La reunión del Comité Central », Granma n° 24, 28 janvier 1968.

21. Voir la version de cet article sur le net : <http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/le-grand-debat-economique-cuba>

22. À noter aussi qu'il s'en prend à Rosa Luxembourg, Bettelheim écrit « *Rosa Luxembourg dans "une perspective gauchiste", pense que dans la société socialiste il n'existe plus de lois économiques et que l'économie politique devient donc sans objet.* » Pour appuyer son argument il cite un extrait d'un texte où elle déclare : « *L'économie politique en tant que science a accompli son rôle dès le moment où l'économie anarchique du capitalisme cède la place à une économie planifiée, consciemment organisée et dirigée par l'ensemble de la société laborieuse. La victoire de la classe ouvrière contemporaine ainsi que la réalisation du socialisme signifie donc la fin de l'économie politique en tant que science* » (*Einführung in die Nationaleconomie, Ausgewählte Reden und Schriften*, Berlin, 1951, t. 1, p. 491). Or contrairement à ce que veut faire croire Bettelheim, il n'est nullement dit, dans cette citation, que dans le socialisme il n'y aura plus de lois économiques. Et par ailleurs Rosa Luxembourg parle de la fin de l'économie politique une fois le socialisme réalisé, elle ne parle pas de la société de transition vers le socialisme. Ce qui est sûr c'est que les économistes staliniens ont cherché à dénigrer Rosa Luxembourg.

Marxisme

ment de l'ancienne société, quand la nouvelle, dont les rapports de production seront implantés, lutte pour se consolider et pour briser l'ancienne superstructure. Ainsi, les forces productives et les rapports de production, à un moment historique donné, analysés concrètement, ne pourront pas toujours correspondre de manière totalement cohérente (...) Dans le grand cadre du système mondial du capitalisme en lutte contre le socialisme, l'un de ses maillons faibles, dans ce cas concret Cuba, peut se rompre. Profitant de circonstances historiques exceptionnelles et sous la direction avisée de son avant-garde, à un moment donné, les forces révolutionnaires s'emparent du pouvoir et, sur la base de l'existence de conditions objectives suffisantes en matière de socialisation du travail, brûlent les étapes, décrètent le caractère socialiste de la révolution et entreprennent l'édification du socialisme.» (23)

Et face à Bettelheim, Che Guevara souligne le rôle de la conscience du peuple comme facteur qui permet de dépasser les limites fixées par l'insuffisance du développement des forces productives.

Che Guevara insiste aussi sur le rôle conscient de l'État : « Les forces productives se développent, les rapports de production changent, tout attend l'action directe de l'État ouvrier sur la conscience » (24). À noter que Che Guevara utilise ici le concept d'État ouvrier qui est aussi utilisé par Ernest Mandel et par la IV^e Internationale pour caractériser l'État cubain à cette époque.

Il n'est pas possible selon Bettelheim (et du côté cubain pour Alberto Mora) de considérer que, dans le secteur nationalisé, les relations marchandes peuvent être abandonnées. Che Guevara répond (tout comme Mandel) : « nous nions l'existence d'une catégorie marchandise en ce qui concerne les

entreprises étatisées » (25).

En opposition à Bettelheim, Ernest Mandel défendait la position de Guevara en rappelant qu'à « l'époque de la transition entre le capitalisme et le socialisme il y a survivance partielle de la production marchande et de l'économie monétaire mais les moyens de production ne sont pas des marchandises, pour autant qu'ils circulent dans le secteur nationalisé. Un débat qui peut paraître byzantin, talmudique » écrivait-il, « mais qui a beaucoup d'implications et tout particulièrement sur le degré d'autonomie de l'État en matière de prise de décision économique. Car de l'idée que tout ce qu'on produit dans l'époque de transition est une production marchande, découle la conclusion que la loi de la valeur continue à gouverner l'économie. Conclusion encore plus grave, pour les staliniens l'autonomie de décision est en réalité très restreinte car on ne peut qu'utiliser des lois économiques d'airain qui continuent à gouverner l'évolution de la société. Cette position pseudo-matérialiste est en contradiction totale avec l'idée qu'avait Marx de l'époque de transition. Et, c'est l'aspect paradoxal de l'affaire, cette position théorique est également en contradiction totale avec le subjectivisme extrême de la pratique stalinienne qui tout en faisant constamment référence à des lois économiques objectives, fixait des prix arbitraires et se comportait comme des aventuriers en matière de planification » (26).

Ernest Mandel ajoutait à l'encontre de Bettelheim, d'Alberto Mora et d'autres dirigeants cubains partisans de l'application des méthodes importées du Bloc de l'Est européen : « Pour eux tout ce qui est produit à Cuba ce sont des marchandises, il faut donc établir des critères de rentabilité pour les entreprises, autrement dit il faut un modèle de développement économique inspiré de l'Union soviétique. Il y avait une logique qui devait mener à l'imitation fidèle, sinon servile, de la théorie stalinienne et de son modèle d'organisation de l'économie en Union soviétique avec des conséquences en ce qui concerne la structure politique de l'État ouvrier » (27).

Mandel mettait très clairement en garde contre les graves conséquences des politiques recommandées par Bettelheim et Mora : « Concrètement, le problème posé par le camarade Bettelheim semble être plutôt celui d'équilibrer un surplus de demande (par rapport au plan) par un supplément d'offre mobilisée (au moyen de réserves cachées) sous l'impulsion des "prix du marché".

« Cela reviendrait en fait à légaliser et à institutionnaliser le "marché parallèle" dans un certain sens.

« Nous ne nions pas que certaines augmentations de la production pourraient être obtenues de cette manière. Mais on doit avoir à l'esprit :

a) Que cette méthode risque de conduire à une grande injustice sociale (...).

b) Que les prix formés par ce "marché libre" n'auraient aucune commune mesure avec les coûts moyens de production, et qu'ils provoqueraient inévitablement des distorsions et d'énormes spéculations, qui menaceraient de déborder sur la sphère de la production et d'y désorganiser le plan. On peut utilement prendre l'exemple de certains marchés mondiaux de produits agricoles où les prix se forment également en fonction des fluctuations de l'offre et de la demande, déterminées par les excédents de la production nationale des grands pays exportateurs, c'est-à-dire par une fraction insignifiante de la production mondiale, ce qui entraîne périodiquement de violentes fluctuations de prix. Même les économistes bourgeois comprennent la nécessité de surmonter cet état de choses chaotique dans le cadre de l'économie capitaliste : est-il utile de préconiser son introduction dans le cadre d'une économie socialisée ?

c) Cette méthode risque de provoquer des perturbations supplémentaires et non un fonctionnement plus harmonieux de l'industrie socialisée, puisque l'existence de deux systèmes de prix, les uns bas, les autres élevés, créent une tentation permanente pour les entreprises de détourner une partie de la production destinée au marché rationné/réglé vers le "marché libre", surtout dans un régime d'autonomie financière de ces entreprises. À terme, la logique du système des "prix libres" déterminée par l'équilibre entre les excédents de demande et les excédents d'offre exercera une pression croissante pour déterminer la priorité des investissements en fonction de l'ampleur de la demande solvable non satisfaite.

« Il est inutile de rappeler que cela revient à construire des appartements de luxe avant de construire des appartements populaires, c'est-à-dire à recréer une logique économique plus proche du capitalisme (où les investissements sont essentiellement déterminés par le profit tiré de la demande solvable) que du socialisme (où les investissements sont déterminés par des priorités sciemment choisies en fonction de critères socio-économiques socialistes). » (28)

Soulignons que les arguments avancés par Ernest Mandel en 1964 concernant les dangers des réformes pro-marchés ont été confirmés par les faits tout au long des dé-

23. Che Guevara, « La planificación socialista, su significado », *Cuba Socialista*, año 4, n° 4, junio 1964, pp. 13-24. Republié dans *El Gran Debate*, pp. 221-222).

24. Che Guevara « Sobre el sistema presupuestario de financiamiento », publié en février 1964.

25. Che Guevara aussi bien dans « Sobre el sistema presupuestario de financiamiento » en février 1964 que dans « La planificación socialista, su significado » en juin 1964.

26. Ernest Mandel, in Ernesto Che Guevara, *Écrits d'un révolutionnaire*, Guevara, Bettelheim, Mandel. « Le grand débat économique », « Les catégories marchandes dans la période de transition », La Brèche, Paris 1987.

27. Ernest Mandel, « L'économie de transition et l'homme nouveau », transcription d'une intervention enregistrée en 1965, citée par Janette Habel, « Cuba 1963-1965 Le "Grand Débat" : l'économie politique de la transition au socialisme », publié en espagnol par *Jacobin América latina* n° 5, Argentina, 2022, pp. 56 à 65.

cennies qui ont suivi et sont toujours valides pour analyser les réformes en cours à Cuba actuellement.

Face à Bettelheim qui défendait les réformes venant du bloc de l'Est, Che Guevara écrivait : « *On revient à la théorie du marché. Toute l'organisation du marché mise sur le stimulant matériel... et ce sont les directeurs qui chaque fois gagnent davantage. Il faut voir le dernier projet de la République Démocratique Allemande, l'importance qu'y prend la gestion du directeur ou mieux la rémunération de la gestion du directeur* » (29).

Il est important de mentionner que quelques années plus tard à la fin des années 1960 début des années 1970, Bettelheim passera à un autre extrême (30). Alors qu'il niait la possibilité de dépasser dans le secteur étatisé les relations marchandes capitalistes en affirmant que l'état des forces productives ne le permettait pas, il adoptera une position suiviste par rapport à la politique volontariste appliquée par les autorités chinoises sous l'autorité de Mao Tsé Toung (31).

Dans sa contribution au débat à Cuba, Bettelheim n'accorde aucune importance à l'exercice du pouvoir par les travailleurs, à l'intervention du peuple dans les décisions (32), au contrôle ouvrier... en opposition totale aux propositions d'Ernest Mandel.

Bettelheim cite abondamment Lénine mais seulement quand il s'agit de justifier les politiques économiques liées aux nécessaires concessions faites à l'économie marchande afin de restaurer l'alliance des paysans et des ouvriers, jamais quand il s'agit du rôle des syndicats et des dangers de bureaucratisation pourtant clairement évoqués par Lénine (33).

Dans sa contribution déjà citée publiée à La Havane en juin 1964, en réponse à Bettelheim, Mandel affirme « *En matière d'organisation interne du travail et de la production dans l'entreprise, nous pensons qu'il faut en tout cas poursuivre l'objectif de placer la direction entre les mains des travailleurs eux-mêmes (ouvriers et employés). Le socialisme, et encore moins le communisme, ne peuvent se concevoir sans cet "exercice des fonctions dirigeantes par tous les travailleurs à tour de rôle"* » (34)

De son côté le Che exprime à plusieurs reprises ses préoccupations pour l'insuffisance de la participation des travailleurs aux décisions, en particulier dans une très longue lettre adressée à Fidel Castro le 26 mars 1965 alors qu'il a décidé de renoncer à ses responsabilités gouvernementales (35).

Je voudrais aborder un point supplémentaire du débat en Charles Bettel-

heim et Ernest Mandel sur lequel, à ma connaissance aucun-e auteur-e n'a fait de commentaire jusqu'ici. Charles Bettelheim affirmait que les salarié-es des entreprises du secteur de l'État ne vendaient pas leur force de travail. « *Ainsi, le salaire dans la société socialiste [Bettelheim parle de l'URSS et de son bloc – É.T.] n'est plus le "prix de la force de travail" (puisque les producteurs ne sont plus séparés de leurs moyens de production, ils en sont au contraire les propriétaires collectifs), mais la forme de distribution d'une partie du produit social.* » Cette affirmation de Bettelheim était conforme à la position des auteurs soviétiques et de Staline : puisque le socialisme était atteint dans les pays du bloc de Moscou, puisque les travailleurs étaient copropriétaires des moyens de production, il était inimaginable qu'on puisse affirmer qu'ils et elles vendaient leur marchandise force de travail à l'entreprise. Néanmoins, cette affirmation était contradictoire avec l'autre

28. Ernest Mandel, « Catégories marchandes dans la période de transition », publié à l'origine dans *Nuestra Industria, Revista económica*, année 2, n° 7, juin 1964, pp. 9-36, dans *El Gran Debate*, pp. 206-207.

29. Ernesto Che Guevara, *Écrits d'un révolutionnaire*, La Brèche, Paris 1987.

30. Dans son débat avec Paul Sweezy (1910-2004) et la *Monthly Review* suite à l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 par les troupes du Pacte de Varsovie, Bettelheim écrit « *le prolétariat (soviétique ou tchèque) a perdu son pouvoir au profit d'une nouvelle bourgeoisie, ce qui fait que la direction révisionniste du Parti communiste de l'Union soviétique est aujourd'hui l'instrument de cette nouvelle bourgeoisie.* » Dans le même article Bettelheim considère que le XX^e congrès du PCUS (qui s'est tenu en 1956 et est considéré comme celui de la déstalinisation) marque l'arrivée au pouvoir de la nouvelle bourgeoisie et l'abandon de la ligne prolétarienne qui prédominait dans la période antérieure. Cette prise de position de Bettelheim justifie l'emploi de l'épithète stalinien à son égard car il considère encore à l'époque que sous Staline le prolétariat était au pouvoir. Comme l'indique Jérôme Leleu dans la note suivante, Bettelheim a modifié sa position au début des années 1980. Par ailleurs, dans ses échanges avec P. M. Sweezy, Bettelheim critique l'« *obscurantisme* » (sic !) des positions développées par Fidel Castro et par Che Guevara en disant que leur rejet du marché cache les vrais problèmes. Bettelheim considère, comme le faisaient les staliniens de différentes catégories et les gauchistes sectaires, que la direction cubaine provenant du Mouvement du 26 Juillet était petite-bourgeoise. C'est également la caractérisation faite par Samuel Farber, qui dans les années 2000 a produit plusieurs écrits caractérisant le PSP de prolétarien et le Mouvement du 26 juillet de mouvement de déclassés et de petits-bourgeois, voire de « *bohème* » dans le cas de Che Guevara. Voir la critique qu'en font à juste titre Janette Habel et Michael Löwy, « Ernesto Che Guevara : penser en temps de révolution. Contre l'approche biaisée de Samuel Farber », *Contretemps* n° 58, juillet 2023.

31. Selon Jérôme Leleu : « *La pensée de Charles Bettelheim a été extrêmement mouvante tout au long de*

affirmation de Bettelheim selon laquelle les biens d'équipement ou les matières premières que s'échangeaient des entreprises publiques étaient des marchandises (contrairement à ce qu'affirmaient Che Guevara et Mandel). Mais passons. Ce qui est intéressant, c'est que Mandel exprime son désaccord avec Bettelheim et les auteurs des pays du bloc de Moscou sur la question de la vente de la force de travail. Mandel montre qu'en contradiction avec la propagande de Moscou, dans une société de transition au socialisme, l'ouvrière ou l'ouvrier continue de vendre sa force de travail. Après avoir démontré cela, il affirme : « *pourquoi un membre d'une entreprise collective, copropriétaire de l'entreprise, ne pourrait-il pas lui vendre une propriété individuelle ? Le fond du problème réside dans le fait que la force de travail reste une propriété privée [Mandel parle d'une société de transition du capitalisme vers le socialisme, É.T.], alors que les moyens de*

sa vie. Théoricien de la planification et des stratégies de développement à partir de sa thèse de troisième cycle en 1939, il en viendra en particulier dans les années 1960 à théoriser la loi de correspondance entre les rapports de production et le caractère des forces productives au moment où il s'intéressa plus particulièrement à la transition vers le socialisme. À partir de la fin des années 1960 et durant les années 1970, il réfutera ses thèses précédentes sur le primat des forces productives pour mettre progressivement en avant le rôle du Politique, de l'Idéologie et du Parti au cours de la période de transition au socialisme dans une perspective léniniste, appuyé par son engouement pour le Maoïsme et l'expérience révolutionnaire chinoise. » Leleu ajoute : « *Dans les années 1980, il réfutera à nouveau sa vision antérieure en nuancant le léninisme, et en démontrant dans le dernier volume des Luites de classes en URSS que la Révolution Russe n'avait débouché que sur un capitalisme de "type nouveau" (Bettelheim, 1982) et que la prise du pouvoir par les Bolcheviks en 1917 n'avait été le fait que d'une intelligentsia qui a étouffé les aspirations de la population russe dans son ensemble.* »

32. Quelques années plus tard, en 1968-1969, dans l'échange public de lettres avec Paul Sweezy de la *Monthly Review* que nous avons mentionné, Bettelheim affirme qu'il faut que le plan « *soit élaboré et mis en œuvre sur la base de l'initiative des masses* ». À la même époque, il prend pour modèle de transition au socialisme ce qui se passe en Chine, ce qui montre clairement les limites de la vision de Bettelheim à propos de l'initiative des masses et de leur intervention réelle dans la prise des décisions.

33. J'ai abordé les positions de Lénine sur ces questions dans « Lénine et Trotsky face à la bureaucratie – Révolution russe et société de transition », publié dans la revue *Lutte de Classe* n° 2 datée de février 1990, édité par la Fondation Léon Lesoil en Belgique (<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37007>).

34. *El Gran Debate*, p. 210.

35. Guevara Ernesto Che, « La otra carta de despedida del Che a Fidel » écrite le 26/03/1965 publié le 28/06/2019 par *La Tizza Cuba* (<https://medium.com/la-tizza/la-otra-carta-de-despedida-del-che-a-fidel-d3a61b0443b>). Voir plus loin : La dernière lettre connue de Che Guevara à Fidel Castro.

Marxisme

production sont déjà (pour l'essentiel) une propriété collective. Supprimer cette propriété privée de la force de travail, avant que la société ne puisse garantir la satisfaction des besoins fondamentaux de tous ses citoyens, reviendrait en réalité à instaurer le travail forcé» (36). Cet argument de Mandel est très important car de là découle la nécessité pour les travailleuses et les travailleurs de pouvoir s'organiser et agir pour avancer des revendications notamment en matière de salaires. À fortiori c'est tout à fait nécessaire s'il s'agit comme dans les pays du bloc de Moscou à l'époque, d'États ouvriers bureaucratiquement dégénérés ayant commencé à entamer une évolution vers la restauration capitaliste.

Che Guevara sur la Banque et le crédit dans la transition de Cuba vers le socialisme

Che Guevara, qui a présidé la Banque nationale de Cuba entre novembre 1959 et début 1961, polémique au cours du Grand Débat avec Marcelo Fernández Font, président de la Banque nationale de Cuba en 1963-1964 (37). Celui-ci dans une contribution au débat publiée en février 1964, dans la revue *Cuba Socialista* sous le titre « Développement et fonctions de la banque socialiste à Cuba » (38), critiquait fortement le système défendu par Che Guevara en affirmant qu'il était beaucoup moins efficace que celui provenant de l'URSS et défendu par Alberto Mora, Carlos Rafael Rodríguez et soutenu par Charles Bettelheim. Alors que dans le système appliqué par le Che, les entreprises étaient financées par le budget de l'État, dans le système de l'autonomie financière (ou de l'autogestion, comme inadéquatement certains le désignaient au cours du Grand Débat) importé des pays d'Europe de l'Est et de l'URSS, les entreprises se finançaient auprès de la Banque nationale de Cuba qui accordait des prêts à intérêt et qui

contrôlait leurs activités. Marcelo Fernández Font considérait que le système appliqué par le Che était préjudiciable à l'économie et à la transition au socialisme car il impliquait une émission monétaire excessive et augmentait le déficit de l'État. Il revendiquait encore plus de pouvoir pour la Banque nationale notamment en lui donnant pour mission de contrôler les entreprises qui fonctionnaient dans le cadre du système appliqué par le ministère de l'Industrie, ce qui n'était pas le cas jusqu'alors. Le président de la Banque nationale voulait également que son organisme décide si tel ou tel investissement justifiait un financement, ce qu'elle faisait déjà dans le secteur où le modèle d'Europe de l'Est et de l'URSS s'appliquait.

Dans sa réplique intitulée « La banque, le crédit et le socialisme » publiée en mars 1964 dans la revue *Cuba Socialista*, Che Guevara s'oppose frontalement aux pouvoirs que veut étendre le président de la Banque nationale sur l'économie du pays et notamment sur le secteur de l'économie où s'applique le modèle du financement des entreprises par le budget de l'État. Il s'oppose également aux prêts à intérêts octroyés aux entreprises par la Banque nationale. Il refuse qu'on délègue à la banque la fonction de contrôler les entreprises. Il considère que ce sont des fonctions qui correspondent aux banques dans le système capitaliste, pas dans une société de transition vers le socialisme (39).

Sur la méthode de débattre

À ce stade, il convient de faire une remarque générale importante concernant la méthode de débattre des uns et des autres. Dans leurs différentes contributions, Alberto Mora, Marcelo Fernández Font et ceux qui remettaient en cause le système mis en place par le Che ne disent pas ouvertement qu'ils sont en désaccord avec le ministre de l'Industrie et le ministre des Finances : ils critiquent les positions de « certains camarades » sans les nommer. C'est notamment le cas de l'article d'Alberto Mora (ministre du Commerce extérieur) de juin 1963 intitulé « Au sujet de la question du fonctionnement de la loi de la valeur dans l'économie cubaine actuellement » (40) et de celui Marcelo Fernández Font (directeur de la Banque nationale de Cuba) cité plus haut. Dans ses répliques, Che Guevara assume ses responsabilités et ses positions et leur reproche de ne pas avoir le courage ou la

franchise de désigner clairement la cible de leurs critiques. Il le fait dans des termes courtois mais sans concession. C'est sans aucun doute une des qualités du Che : la franchise dans le débat et la volonté de le mener à fond et de manière publique ce qui rompait totalement avec la tradition stalinienne imposée depuis le milieu des années 1920 en URSS et dans son camp, y compris, dans les pays capitalistes, dans les partis communistes qui étaient sous le contrôle de Moscou.

L'écho rencontré par Ernest Mandel à Cuba

Ernest Mandel a eu un écho significatif à Cuba en 1964 lors de son séjour et par la suite dans la deuxième moitié des années 1960 et au début des années 1970. Il se réunissait avec des membres du cabinet du ministre de l'Industrie, avec Che Guevara lui-même ainsi qu'avec Luis Álvarez Rom, ministre des Finances, et des membres de son cabinet. Il a été invité à donner des conférences à l'université. Il y avait des séances de lecture collective de chapitres du *Traité d'économie marxiste*. Et le *Traité* était traduit en espagnol par le soin des Cubains et distribué au niveau des dirigeant-es et des cadres, notamment du ministère de l'Industrie et de celui des Finances.

À l'occasion de ce séjour en 1964, Mandel n'a pas rencontré Fidel Castro. Le Che avait souhaité que Fidel Castro et Ernest Mandel se rencontrent et dialoguent. Il a insisté auprès de Fidel pour qu'il dialogue avec Ernest Mandel mais cela n'a pas eu lieu. L'explication est simple : la pression des dirigeants du PSP et de Moscou était forte, en conséquence Castro a certainement estimé qu'il aurait été trop compromettant d'avoir une réunion avec Ernest Mandel, parfaitement identifié par les Soviétiques comme dirigeant de la IV^e Internationale et opposé aux types de politiques qui étaient appliquées en Union soviétique et dans des pays d'Europe centrale et orientale et que les dirigeants pro-Moscou comme Carlos Rafael Rodríguez souhaitaient appliquer à Cuba.

Pendant son séjour à Cuba, Ernest Mandel a également été en contact avec Hilda Gadea, d'origine péruvienne, la première épouse du Che qui gardait des rapports politiques avec lui. Hilda a exprimé son intérêt pour la IV^e Internationale, elle a rencontré Mandel, notamment pour lui rendre compte de la situation des trotskystes au Pérou. Elle s'était réunie avec les trotskystes péruviens

36. *El Gran Debate*, p. 196

37. À noter qu'en juin 1964, Marcelo Fernández Font a remplacé Alberto Mora au poste de ministre du Commerce extérieur. Alberto Mora devient un collaborateur de Che Guevara au ministère de l'Industrie.

38. Marcelo Fernández Font, « Desarrollo y funciones de la banca socialista en Cuba », *Revista Cuba socialista*, año 4, n° 30, février 1964, pp. 32 à 50.

39. Che Guevara a réaffirmé la même position sur la banque et le crédit dans *Apuntes* (déjà cité) publié en 2006 à La Havane, pp. 174 à 178.

40. Alberto Mora, « En torno a la cuestión del funcionamiento de la ley del valor en la economía cubana en los actuales momentos », *Revista Comercio exterior*, n° 3, juin 1963.

à l'occasion d'un voyage réalisé quelque temps auparavant dans son pays natal. Elle a envoyé plusieurs lettres en 1964 depuis Cuba à Mandel auxquelles il a répondu. Elle s'est également rendue à Paris et y a rencontré Pierre Frank en 1965. Enfin, elle était en contact avec des jeunes cadres cubains qui sympathisaient avec les positions de la IV^e Internationale (voir l'encadré sur la IV^e Internationale), elle cherchait aussi à les protéger des mesures d'intimidation et de répression

que des membres du PSP, très présents dans la sécurité d'État qu'ils avaient infiltrée, réalisaient contre les militants trotskystes.

Le Che, le discours d'Alger et son départ du gouvernement cubain

Après son départ de l'île, Ernest Mandel a maintenu avec constance des relations étroites avec Cuba. Il a eu un contact avec

Che Guevara quand celui-ci a prononcé un discours extrêmement important en février 1965 à Alger. Au cours de ce discours, Che Guevara a critiqué l'attitude égoïste des gouvernements du Bloc de l'Est des pays dits socialistes. Le Che a notamment déclaré à propos des prix élevés exigés par les pays du Bloc de l'Est dans leurs échanges avec les pays du Tiers Monde : « *Comment est-il possible d'appeler "bénéfice mutuel" la vente au prix du marché mondial de produits bruts qui coûtent*

IV^e Internationale et trotskystes à Cuba au cours des années 1960

La direction de la IV^e Internationale avait apporté un soutien enthousiaste à la révolution et à ses premières réalisations à partir du renversement du dictateur Batista le 1er janvier 1959. À Cuba, il y avait un groupe de militant-es membres de la IV^e Internationale ; d'autres militant-es venant notamment d'Argentine et d'Uruguay les avaient rejoints. Des trotskystes cubain-es avaient pris part à la lutte insurrectionnelle dans les rangs du Mouvement du 26 Juillet. C'est le cas d'un des proches collaborateurs du Che, Roberto Acosta, militant trotskyste depuis les années 1930 et qui avait participé dans les années 1950 au mouvement de lutte armée dirigé par Fidel, le Mouvement du 26 Juillet. Après la victoire, des désaccords avaient surgi dans la IV^e Internationale concernant les relations à entretenir avec les autorités révolutionnaires. Fallait-il affirmer une organisation trotskyste autonome ? Quelles étaient les tâches prioritaires ? La majorité du petit groupe trotskyste regroupée dans le POR-T (Parti ouvrier révolutionnaire trotskyste) avait décidé de favoriser son auto-affirmation alors que la majorité des membres du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale était favorable à accompagner le processus sans construire et développer un parti autonome. Les désaccords entre la majorité et le principal dirigeant latino-américain, l'Argentin Juan Posadas, dépassaient largement le cadre de l'attitude à adopter dans le soutien à la révolution cubaine. Juan Posadas et ses partisans avaient finalement décidé au printemps 1961 de quitter la IV^e Internationale et de créer leur propre organisation internationale. Lors de la crise des missiles d'octobre 1962, son organisation internationale et le POR-T qui en faisait partie avaient défendu l'idée que Cuba devait utiliser l'arme nucléaire contre l'impérialisme étatsunien.

Cela signifiait se sacrifier comme peuple afin de liquider l'impérialisme de la surface de la planète et permettre au socialisme de triompher sur les autres continents. Les membres du POR-T n'étaient pas les seuls révolutionnaires à Cuba à défendre cette position. C'était une position inacceptable que la IV^e Internationale a rejetée.

En mars 1965, six membres de POR-T sont condamnés à des peines de prison allant de 3 à 8 ans sur la base d'accusations totalement farfelues. Ils sont accusés d'être des agents de l'impérialisme américain. Quelques mois plus tard, ils sont libérés grâce à l'intervention directe de Che Guevara (41) qui invite dans son bureau Roberto Acosta Hechevarría, l'un des dirigeants du POR-T, détenu depuis deux mois (sans avoir été condamné). Il a été conduit à son bureau sous la garde de deux agents de la sécurité de l'État. Comme nous l'avons déjà mentionné, Roberto Acosta a travaillé aux côtés de Che Guevara au ministère de l'industrie, en tant que chef du département des normes et de la métrologie. Selon Roberto Acosta, le Che et lui ont eu un échange positif et constructif sur le trotskisme. Finalement, Che Guevara a obtenu la libération de Roberto Acosta et de ses camarades emprisonnés à Santiago de Cuba.

En dehors des membres du POR-T avec lesquels, malgré les désaccords, le Secrétariat unifié maintenait des relations, d'autres militant-es à Cuba renforçaient leur collaboration notamment en développant des échanges épistolaires réguliers avec Ernest Mandel, avec Joseph Hansen (un des anciens secrétaires de Trotsky de 1937 jusqu'à son assassinat en août 1940 par un agent de Staline). Hansen qui était membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale et membre de la direction du SWP des États-Unis a

séjourné à plusieurs reprises sur l'île, avec des dirigeants de la section canadienne de la IV^e Internationale. Livio Maitan, également membre du Secrétariat unifié, suivait de près la situation à Cuba même si, dans le cadre d'une division des tâches entre dirigeants, il donnait la priorité à l'Amérique du Sud. Vazquez Menendez est un des membres du POR-T qui malgré la séparation avec le SU de la IV^e Internationale a maintenu des échanges réguliers avec Ernest Mandel.

Parmi les quelques Cubains partageant les positions de la IV^e Internationale, il y avait Nelson Zayas qui avait 25 ans et travaillait au ministère des Relations extérieures, Javier de Varona, juriste, professeur de philosophie (24 ans), Walterio Carbonell (44 ans), cubain afro-descendant, auteur d'un livre publié en 1961 avec pour titre *Como Surgió la Cultura Nacional* ? (42) Walterio Carbonell qui avait connu personnellement Fidel Castro pendant leurs études, était entré quelques années plus tard également en contact avec les Black Panthers aux États-Unis.

41. Voir Éric Toussaint, « Idalberto Ferrera Acosta (1918-2013), militant cubain », publié par *Europe solidaire sans frontière* (<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29791>). Voir également Rafael Acosta de Arriba, « El final del trotskismo organizado en Cuba. Parte 1 » publié le 13 avril 2023 (<https://revistacomun.com/blog/el-final-del-trotskismo-organizado-en-cuba-parte-1/>) « El final del trotskismo organizado en Cuba. Parte 2 », publié le 14 avril 2023 (<https://revistacomun.com/blog/el-final-del-trotskismo-organizado-en-cuba-parte-2/>) Ces deux articles ont été publiés en français : Rafael Acosta de Arriba, « La fin du trotskisme organisé à Cuba », revue *Contretemps* n° 34, juillet 2017. Sur le trotskisme à Cuba avant la révolution de 1959, lire Éric Toussaint, « Retour sur des révolutionnaires "oubliés" de l'histoire – Les trotskistes cubains des années 1930 à 1959 » (<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29792>).

42. Publié en français en 2007 sous le titre *L'apparition de la culture cubaine*.

Marxisme

aux pays sous-développés des efforts et des souffrances sans limites et l'achat à des prix du marché mondial des machines produites dans les grandes usines automatisées qui existent aujourd'hui ? Si nous établissons ce type de rapports entre les deux groupes de nations, nous devons convenir que les **pays socialistes sont, dans une certaine mesure, complices de l'exploitation impérialiste.**» (43) C'était très courageux et cela a provoqué un mécontentement très fort à Moscou. Immédiatement après ce discours, il y a un coup de téléphone entre Ernest Mandel et Che Guevara. Ernest Mandel était prêt à se rendre le plus vite possible à Alger. Le Che souhaitait sa venue. Il a pris contact avec l'ambassade d'Algérie pour partir dès le lendemain mais cela n'a pas été possible (44).

À l'issue du Grand Débat, ce sont les positions conformes à celles du bloc dominé par Moscou et appuyées par Alberto Mora, Marcelo Fernández Font, Charles Bettelheim et Carlos Rafael Rodríguez dirigeant de l'ancien PSP qui sont sorties renforcées. Fidel Castro ne s'était pas impliqué dans le débat et n'avait pas pris de position publique. Che Guevara, dont les positions gênaient très clairement les intérêts du pouvoir à Moscou et dans les pays d'Europe de l'Est, a renoncé à toutes ses responsabilités gouvernementales et dirigeantes à Cuba.

La dernière lettre connue de Che Guevara à Fidel Castro

Dans une lettre de 37 pages à Fidel Castro datée du 26 mars 1965, qui n'a été rendue publique in extenso qu'en 2019 (45), Che Guevara commence en une quinzaine de pages par faire un bilan très critique de la situation économique du pays, puis, en une dizaine de pages, il résume le modèle de fonctionnement et de financement de l'économie qu'il défend (*sistema de financiamiento presupuestario*) et ensuite il développe ses réflexions sur le Parti et sur l'État.

Dans la partie où il défend le modèle de financement par le budget de l'État contre le modèle adopté dans les pays du Bloc de Moscou et en Yougoslavie, il décrit dans des termes très forts une des conséquences de l'évolution de ces pays : « *On ferme des*

usines et les travailleurs yougoslaves (et maintenant polonais) émigrent vers les pays d'Europe occidentale en pleine expansion économique. Ce sont des esclaves que les pays socialistes envoient comme offrande au développement technologique du Marché commun européen. »

Dans la partie finale où il aborde le fonctionnement de l'économie, le Parti et l'État : « *Comment faire participer les travailleurs est une question à laquelle je n'ai pas pu répondre. Je considère cela comme mon plus grand obstacle ou mon plus grand échec et c'est l'une des choses auxquelles il faut réfléchir parce qu'elle implique également le problème du parti et de l'État, des relations entre le parti et l'État.* »

Sur le Parti, il écrit : « *Pour remplir sa tâche de moteur idéologique, le Parti et chaque membre du Parti doivent être une avant-garde et, à cette fin, ils doivent présenter l'image la plus proche de ce que doit être un communiste. Leur niveau de vie, c'est-à-dire le niveau de vie des membres du Parti, ne doit jamais dépasser, ni en tant que cadres professionnels, ni en tant que cadres de production, le niveau de vie de leurs égaux. (...) Tout cela, en cherchant à agir de telle sorte que la lutte contre la tendance à bureaucratiser le Parti, c'est-à-dire à le transformer en un autre instrument de contrôle statistique du gouvernement, ou en un organe d'exécution, ou en un organe parlementaire, avec de nombreuses personnes payées et de nombreux coureurs en jeep, passant d'une réunion à l'autre, etc. etc. etc. soit toujours gardée à l'esprit. (...) Le Parti, naturellement, doit avoir sa propre organisation, séparée de l'État, même si aujourd'hui il y a parfois un certain nombre de postes où le Parti et l'État sont mélangés.* »

Sur la formation des cadres du Parti, il écrit à la fin de sa lettre : « *Faire du cadre du Parti un élément de réflexion, non seulement sur les réalités de notre pays mais aussi sur la théorie marxiste qui n'est pas un ornement mais un guide extraordinaire pour l'action (les cadres ne connaissent pas Trotsky et Staline mais les qualifient de "mauvais" de manière scolastique).* » Dans cette partie de sa lettre, Che Guevara désigne explicitement comme exemple de déformation scolastique le quotidien Hoy contrôlé par les dirigeants de l'ancien PSP.

Concernant le contenu de cette longue lettre de Che Guevara, il faut souligner qu'on n'y trouve pas une volonté de proposer et de réaliser des réformes politiques de manière à organiser une démocratie socialiste avec un exercice effectif du pouvoir par les travailleurs et les travailleuses. Cela consti-

tue incontestablement une des lacunes et une des erreurs graves de Che Guevara.

Le deuxième voyage d'Ernest Mandel à Cuba en 1967

Ernest Mandel est retourné à Cuba, en juin 1967, invité par la direction cubaine. Il faut avoir en tête qu'en juin 1967, Che Guevara était en train de mener la guérilla en Bolivie et donc la décision de faire venir Mandel à La Havane était une décision de la direction cubaine et de Fidel Castro en l'absence du Che. Celui-ci n'a pas pu intervenir dans cette décision parce que, matériellement, il avait un niveau de communication très réduit avec Cuba et il n'avait plus d'intervention directe dans les débats à Cuba. Mandel est resté plus d'un mois et il a, de nouveau, eu toute une série de contacts extrêmement importants parce que Cuba, à ce moment-là, jouait un rôle tout à fait clé sur le plan international, en ayant fondé l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS), une structure qui regroupait un nombre important d'organisations politiques favorables à la lutte armée et qui était nécessaire pour que le courant révolutionnaire puisse s'organiser séparément du contrôle direct de Moscou et de la Chine de Mao. Il y avait une effervescence à Cuba en termes d'internationalisme, de débats, d'ouverture dans le contexte international qui par ailleurs allait mener à mai 68. Fidel Castro et la direction du parti communiste cubain (qui avait été fondé en 1965) adoptaient une attitude très critique à l'égard de la direction soviétique. À cette occasion-là, Ernest Mandel était accompagné de sa compagne Gisela Scholz qui est devenue une dirigeante de la IV^e Internationale. À son retour en Belgique, Ernest Mandel a publié dans l'hebdomadaire la Gauche plusieurs articles en soutien à la révolution cubaine et en faveur de l'OLAS.

L'assassinat de Che Guevara en Bolivie

Quelques mois après le retour d'Ernest Mandel en Europe, on a appris le décès, dans des conditions tragiques, de Che Guevara, assassiné par la CIA et l'armée bolivienne, le 9 octobre 1967. Ernest Mandel a écrit immédiatement un article d'hommage à la mémoire de Che Guevara, dans le journal *la Gauche*. On y lit : « *La révolution cubaine et latino-américaine perd un de ses principaux dirigeants ; nous perdons un camarade très cher.* » Cela a été reproduit dans les organes de la IV^e Internationale (46).

43. Che Guevara, discours d'Alger, février 1965, *Œuvres II*, Textes politiques, Maspero, Paris 1968

44. Jan Willem Stutje, Ernest Mandel. *Un révolutionnaire dans le siècle*, p. 263.

45. Ernesto Che Guevara, « La otra carta de despedida del Che a Fidel » datée du 26/03/1965 publiée le 28/06/2019 par le site cubain *La Tizza Cuba* <https://medium.com/la-tizza/la-otra-carta-de-despedida-del-che-a-fidel-d3a61b0443b>

Mandel et Cuba dans les années 1990

À la fin de 1989, Ernest Mandel a écrit un court texte polémique par rapport à la manière dont des partisans de la glasnost et de la perestroïka souhaitaient se revendiquer de l'héritage du Che. Ernest amorce son article (47) de la manière suivante : « Parmi les nombreuses tentatives de récupération de l'héritage du Che, la dernière n'est pas la moins étonnante. Souligner "l'affinité spirituelle et psychologique" entre le Che et Gorbatchev à l'égard des "valeurs du socialisme", telle est l'entreprise hasardeuse à laquelle se livre Kiva Maidanik dans *Perestroïka : la revolución de las esperanzas*, un livre publié en 1987 au Nicaragua. L'interview est réalisée par Marta Harnecker (1937-2019), journaliste très connue à Cuba, souvent inspirée d'un pro-soviétisme bon teint et qui semble investie d'une mission de bons offices entre les PC latino-américains "orthodoxes" et le courant fidéliste. Cette entreprise de récupération – même effectuée sous le label de la perestroïka – présente cependant quelques difficultés. »

Ensuite Mandel résume une nouvelle fois les idées défendues par le Che dans le Grand Débat : « Les réformes économiques marchandes ne font pas partie des "valeurs du socialisme" auxquelles le Che était particulièrement attaché. Son hostilité aux réformes préconisées par Liberman et Trapeznikov dans les années 60 était tout à fait nette ; il était contre l'instauration du "calcul économique" basé sur l'autonomie financière des entreprises, contre un système de rémunération fondé avant tout sur les stimulants matériels, le salaire aux pièces et les primes. Son opposition ne résultait pas d'un quelconque mépris des "lois et mécanismes économiques" : le Che était partisan d'une planification rigoureuse, du système budgétaire centralisé impliquant le contrôle des investissements et des crédits en fonction des intérêts généraux et non sectoriels, au nom de la construction d'un socialisme conçu comme un système radicalement distinct de la société capitaliste, fondé sur des catégories opposées à celles du profit et de la marchandise. Il considérait que l'utilisation des catégories marchandes devait être limitée aux secteurs les moins socialisés lorsqu'il n'était pas possible de faire autrement. "Avec les armes pourries léguées par le capitalisme, la marchandise prise comme unité économique, la rentabilité, l'intérêt matériel individuel comme stimulant, on risque d'aboutir à une impasse". Ce que confirme l'expérience historique. »

Ensuite Mandel s'attaque à l'affirmation de Kiva Maidanik selon laquelle les

positions du Che dans le Grand Débat ne forment pas le « cœur de la conception du Che comme théoricien ».

Mandel affirme de son côté que « Le Che pensait que la mobilisation des masses et leur conscience peuvent être stimulées par une politique internationaliste encourageant les processus révolutionnaires, par la lutte contre la bureaucratie et la corruption, par le comportement exemplaire des dirigeants et le développement de la démocratie socialiste bien que, sur ce plan, sa conception ait été limitée. »

Et Mandel dénonce les accords passés par Gorbatchev avec Ronald Reagan sur le dos du processus révolutionnaire en cours en Amérique centrale à la fin des années 1980 : « Tout se tient : l'internationalisme du Che aurait eu du mal à s'accommoder de la priorité donnée au "dialogue" diplomatique avec les USA au détriment des processus révolutionnaires dans le tiers-monde, ramenés au simple rang de "conflits régionaux". Alors que le Nicaragua manque de pétrole, accordé parcimonieusement et conditionnellement par le gouvernement soviétique, Gorbatchev envisagerait de ramener son aide militaire "au niveau d'armes légères du type de celles utilisées par la police" ».

Je voudrais encore mentionner un épisode concernant les rapports entre Ernest Mandel et Cuba, dans lequel je suis directement associé. Cela se rapporte à 1992 et concerne le dialogue entre Marta Harnecker, dont nous venons de parler, et Ernest Mandel. Rappelons qu'elle avait été membre du Parti socialiste chilien pendant la période de la présidence de Salvador Allende, très connue comme vulgarisatrice d'idées marxistes, notamment avec sa brochure *Les concepts élémentaires du matérialisme historique* (48). Elle résidait à Cuba, c'était la compagne de Barberousse, le surnom de Manuel Piñero Losada, qui était un camarade de confiance de Fidel Castro et le responsable de toutes les opérations de guérilla en Amérique latine soutenues par la direction cubaine. De mon côté, j'avais des contacts étroits avec Marta Harnecker depuis 1988-1989 et avec Manuel Piñero Losada à partir de 1991. Marta Harnecker et moi, nous nous étions rencontrés à Managua dans les années 1980 et en 1990, dans le cadre du soutien que nous apportions, en tant que IV^e Internationale, au processus révolutionnaire sandiniste, et elle vivait à Managua à ce moment-là (je reviendrai dans un autre article sur ce sujet). Après l'échec des Sandinistes aux élections de 1990, Marta Harnecker est retournée à Cuba et, moi, j'allais régulièrement à Cuba parce que j'animais la Coordination contre le blocus américain contre Cuba, la coordination

très large créée en Belgique, regroupant des partis politiques dont la IV^e Internationale et d'autres partis comme le Parti communiste de Belgique et des grands mouvements de solidarité, des ONG comme Oxfam Solidarité par exemple. À cette époque, j'étais invité à Cuba comme membre du Bureau politique de la section belge de la IV^e Internationale. C'est notamment dans ce contexte que je dialoguais régulièrement avec Marta Harnecker et Barberousse, Manuel Piñero.

Un jour, c'était en 1992, Marta Harnecker a été invitée à Bruxelles par le Parti du travail de Belgique (PTB), d'origine maoïste, encore très marqué par le stalinisme à l'époque. Elle y a prononcé une conférence où elle a été en partie huée, parce qu'elle se référait à Trotski et c'était inconcevable dans une assemblée de cadres du PTB de dire quelque chose de positif sur Trotski. À l'occasion de sa présence à Bruxelles, elle a pris contact avec moi car elle souhaitait absolument rencontrer Ernest Mandel. Nous sommes allés ensemble dialoguer avec Ernest. Ça a duré deux heures et demie ou trois heures dans sa maison à Schaerbeek. On était un an après l'effondrement de l'Union soviétique et son implosion. Cuba qui dépendait fortement de ses échanges économiques avec l'URSS était plongée dans une crise économique très grave. Les autorités de l'île y ont répondu en décrétant la période spéciale. Vu les effets du démembrement de l'Union soviétique, les relations économiques entre Cuba et Moscou avaient fortement diminué, notamment celles concernant la fourniture de pétrole. Il y avait une situation extrêmement difficile sur le plan économique à Cuba et de grandes interrogations sur l'effondrement de l'Union soviétique. Marta Harnecker est venue voir Mandel en disant : « Écoute, camarade Ernest, ce serait vraiment important d'avoir ton éclairage sur les raisons de l'effondrement de l'Union soviétique. Tu es un des seuls à pouvoir donner une explication cohérente et à être écouté par Fidel Castro. Je voudrais avoir ton accord, disait-elle, pour, à mon retour à Cuba, contacter Fidel Castro et le convaincre de t'inviter à Cuba pour présenter ton analyse de la fin de l'Union soviétique ». On a discuté sur le fond : pourquoi l'effondrement et quelle était la nature de l'Union soviétique, quelle était la nature de la perestroïka et de la glasnost, comment analyser

46. <http://www.ernestmandel.org/new/écrits/article/l-exemple-de-che-guevara-inspirera>

47. Voir Ernest Mandel, « Au nom du Che », 1^{er} décembre 1989, <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article67378>

48. Marta Harnecker, *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*, L'Harmattan, Paris 1985 [1969].

Marxisme

la politique de Gorbatchev, cette tentative d'auto-réforme de la bureaucratie soviétique qui avait, finalement abouti à l'implosion de l'Union soviétique. Est-ce que cela signifiait la victoire de la restauration du capitalisme, qui était en cours, avec des privatisations et une thérapie de choc appliquée aux différentes républiques issues de l'Union soviétique. La discussion a été constructive. Mais Ernest a dit à Marta : « *Écoute je suis allé à deux reprises à Cuba, je suis tout à fait solidaire de Cuba par rapport au blocus américain mais je suis persuadé que Fidel Castro ne souhaitera pas me voir, il ne souhaitera pas avoir un véritable débat. Je me suis aperçu en 1964 et en 1967 que, même si j'étais invité et avec son accord, il n'était pas question pour Fidel Castro de me rencontrer et d'avoir une discussion où il pourrait y avoir à la fois un aspect interne et un aspect externe. Donc, tu peux essayer de le convaincre, mais il n'y a quasiment aucune chance que Fidel souhaite me rencontrer et que cela puisse se concrétiser.* » Jusqu'à la fin de sa vie, Ernest Mandel a exprimé son soutien au peuple cubain face au blocus décrété par les États-Unis, il a salué l'initiative de Fidel Castro d'en appeler au non-paiement des dettes réclamées au tiers-monde et il a été disposé à débattre et à exposer ses idées sur la révolution critique. S'il avait rencontré Fidel Castro, s'il avait eu un dialogue public avec lui, il n'y a aucun doute qu'il aurait abordé la question de la démocratie socialiste comme condition sine qua non de l'avancée du processus de transition au socialisme.

Conclusions

- Ernest Mandel a perçu très vite l'importance de la révolution cubaine et jusqu'à la fin de sa vie a été solidaire de Cuba.
- Il a exprimé son soutien aux principales positions de Che Guevara dans le Grand Débat économique sur la politique à suivre à Cuba dans la transition vers le socialisme. Il l'a fait dès le quatrième trimestre 1963 quand il a eu connaissance des positions défendues publiquement quelques mois auparavant par le Che.

49. Ernesto Che Guevara, *Apuntes críticos a la economía política*, Editorial Ciencias Sociales, Centro de Estudios Che Guevara, Ocean Press, La Havane 2006.

50. Manifeste adopté par le 13^e Congrès mondial de la IV^e Internationale en février 1991, brochure de la Quatrième Internationale, Paris 1993.

51. Ernest Mandel y fait référence dans des lettres internes à la IV^e Internationale envoyées depuis Cuba pendant son séjour dans l'île. Voir les archives d'Ernest Mandel conservées à l'Institut international d'Histoire sociale à Amsterdam.

52. Voir Jan Willem Stutje, *Ernest Mandel. Un révolutionnaire dans le siècle*, pp. 315 à 320.

- Che Guevara et les dirigeants qui partageaient son opinion comme le ministre des Finances, Luis Álvarez Rom, invitèrent Ernest Mandel à Cuba où il tenta de contribuer à renforcer leurs positions face aux partisans des politiques mises en œuvre dans le bloc dirigé par Moscou et cela tout en se distanciant des positions adoptées par les dirigeants yougoslaves (qui avaient été excommuniés par Staline à partir de 1948).

- Mandel, dans chacune de ses contributions, a tenté d'introduire dans le débat la question de la démocratie socialiste, de la participation directe des travailleurs et du peuple au processus de prise de décision. Il a insisté très clairement sur la nécessité vitale de donner la priorité à la prise de décision par le peuple. Sur ce point, le Che bien que conscient des problèmes posés par l'absence de participation des travailleur-es n'a pas adopté le même point de vue que Mandel et la IV^e Internationale. Rappelons que dans sa longue lettre à Fidel datée du 26 mars 1965, le Che a écrit au moment d'abandonner ses responsabilités gouvernementales à Cuba : « Comment faire participer les ouvriers ? C'est une question à laquelle je n'ai pas pu répondre. C'est mon plus grand échec auquel il faut réfléchir car il concerne les relations entre le parti et l'État ». Plus tard en 1966, quand Che Guevara écrit pendant son séjour à Prague les notes critiques en marge du manuel soviétique, il affirme que c'est au peuple, aux masses, de décider les priorités du plan (49).

- Mandel par la suite n'a cessé de donner une importance centrale à cette question à travers de nombreux textes, de nombreux discours, de nombreux débats et résolutions de congrès – notamment, pour ne donner que deux exemples, en produisant en 1970 l'anthologie *Contrôle ouvrier, conseils ouvrier, autogestion*, et en contribuant à la rédaction du texte « *Démocratie et dictature du prolétariat* » dont voici un extrait : « *La démocratie socialiste, pluraliste et vivante, la libre confrontation des choix entre différentes priorités, l'indépendance des organisations politiques et sociales envers l'appareil d'État, ne sont pas un luxe réservé aux pays les plus riches, que les pays les plus pauvres devraient renvoyer à des temps meilleurs. Elles constituent, pour toute révolution socialiste, une exigence fonctionnelle, afin de maîtriser les contradictions de l'économie, de réduire les disproportions, de dominer les injustices, de puiser dans la conscience collective le moyen de vaincre les difficultés. Droits civiques et sociaux de l'homme et de la femme, État de droit, démocratie politique sans restriction, démocratie des producteurs*

associés, planification démocratiquement centralisée, recours nécessaires mais limités aux mécanismes marchands, et autogestion se complètent nécessairement dans la construction d'une société socialiste. Un seul maillon manquant suffit à la perversion de l'ensemble » (50).

- En dehors des positions défendues dans le Grand Débat et des profondes convergences entre Che Guevara et Ernest Mandel à cette occasion, on peut ajouter d'autres points d'accord :

- La nécessité de mener un débat public sur les grandes options entre lesquelles faire des choix.

- Le refus de Che Guevara de recourir à la répression pour combattre des idées au sein de la gauche (ce qui l'a amené en mars 1965 avant son départ pour le Congo à faire sortir de prison les militants trotskystes cubains membres du POR-T).

- La nécessité du recours à la lutte armée dans une stratégie révolutionnaire d'extension de la révolution socialiste. À ce propos Ernest Mandel a demandé dès 1964 (51) et obtenu à la demande des militants trotskystes de Bolivie qu'ils reçoivent une formation militaire à Cuba. Malheureusement, en 1967, alors que certains d'entre eux avaient reçu une préparation armée, ils ont été bloqués à Cuba et n'ont pas pu rejoindre le groupe de guérilla dirigé par Che Guevara. Les raisons de ce blocage n'ont pas été élucidées. Précisons qu'Ernest Mandel n'était pas partisan d'une version militariste ou foquiste de la stratégie de lutte armée. Une des preuves évidentes est la rupture entre le PRT-ERP argentin et la IV^e Internationale en 1973 (52).

- On peut également souligner qu'il y avait des différences importantes d'appréciation entre Ernesto Che Guevara et Ernest Mandel en ce qui concerne les possibilités de luttes révolutionnaires dans les pays les plus industrialisés. Dans les notes qu'il a rédigées à Prague en 1966 à son retour du Congo et avant de rentrer secrètement à Cuba pour se préparer à partir en Bolivie, Ernesto Che Guevara indique à plusieurs reprises qu'il ne pense pas que la classe ouvrière des pays les plus industrialisés soit disposée à mener des luttes radicales. De leur côté, Ernest Mandel et la IV^e Internationale étaient convaincus du potentiel anticapitaliste de la classe ouvrière dans les pays du Nord et dans les trois secteurs de la révolution mondiale. Si Ernesto Che Guevara n'avait pas été assassiné en octobre 1967 et avait vécu la montée impressionnante des luttes ouvrières et étudiantes en Europe à partir de 1968 et dans la première moitié des années 1970, il aurait peut-être revu le jugement qu'il a exprimé en 1966-1967. ■



Science économique ? Vous avez dit « science » ?

Portrait du pauvre en habit de vaurien se voulait le premier opus d'un programme de recherche de Michel Husson portant sur les dispositifs de légitimation de la pauvreté au 19^e siècle puis du chômage aux siècles suivants « en soulignant les similitudes et les inflexions », comme il l'écrivait en 2021. Il s'agit donc de rendre compte de la manière dont l'économie politique traite les questions de « surnuméraire » – pauvre ou chômeur –, en explicitant les soubassements idéologiques pour comprendre les types de réponses proposés.

Le résumé est facile et bien connu : si les pauvres sont pauvres, si les chômeurs sont des chômeurs, c'est leur faute, leur responsabilité individuelle. La politique de l'État doit donc les forcer à travailler en diminuant toutes les dépenses sociales, présentées comme de l'assistanat. Ainsi la politique économique de Macron ne vise pas seulement à

diminuer les dépenses publiques mais répond à des considérants idéologiques plus profonds.

Les tenants de l'eugénisme ou du darwinisme social – le sous-titre du livre – sont allés beaucoup plus loin en proposant de supprimer purement et simplement les pauvres. Dans les années 1920, Pigou – un économiste néoclassique, adversaire de Keynes – proposait même de supprimer toutes les allocations aux chômeurs pour « adapter l'offre à la demande de travail » et laisser crever de faim les populations surnuméraires. Des populations pourtant essentielles, sous la forme de l'armée industrielle de réserve – pour reprendre l'expression de Marx – pour peser à la baisse sur les salaires.

Le travail que propose Michel Husson a plusieurs dimensions. Sa volonté de multiplier les citations, malgré un côté fastidieux, permet de commencer à constituer une histoire des mentalités, comprendre l'importance des préjugés qui se retrouvent dans la mal nommée « science » économique. Il met en lumière les penchants dictatoriaux, fascistes de certains de ces idéologues, dont Pareto, fondamentalement réactionnaires et opposés à tout changement. Une des dernières théorisations en vogue, qui a dû inspirer Trump, *The Bell's Curve*, « la courbe en cloche », parue en 1994, de Richard Herrnstein et Charles Murray, un psychologue et un politiste libertarien, marquait « le retour du darwinisme social » via l'utilisation du quotient intellectuel comme mesure de l'intelligence justifiant les inégalités, prétendument innées, entre Noirs et Blancs. Rémanences de conceptions qui semblent oubliées mais qui structurent les idéologies qui visent à

légitimer les privilèges, l'état de la société capitaliste.

Dévoiler les origines des modèles proposées, les conceptions derrière les politiques économiques et sociales est de salubrité publique. Ce livre, cet essai qui appelle des suites – l'auteur qui nous a quittés ne pourra pas le faire – est aussi un cri de colère, de révolte. Il est habité par la nécessité de comprendre le monde, de refuser toutes les fausses visions véhiculées par la dite « science économique », soubassement du dit néolibéralisme qui propose, pour imposer ses vues, une dictature face à la possibilité du plus grand nombre de s'unir pour lutter contre une société incapable de satisfaire leurs besoins. Cette peur salutaire des possédants provoque le monopole de la pensée économique d'origine néoclassique dans nos facultés. Une négation de la démocratie mais aussi de la créativité, de la capacité à appréhender le monde et ses déstructurations actuelles, un capitalisme qui subit des transformations structurelles.

Michel Husson insiste aussi sur la permanence des préjugés qui, comme le disait Freud, restent à la surface du cerveau et qui permettent à toutes ces idéologies de pénétrer dans toutes les classes sociales pour justifier, au niveau individuel, sa position sociale. Le travail de formation est essentiel. Marx, dans *Le Capital* avait comme objectif de s'adresser aux ouvriers pour leur ouvrir les yeux sur la réalité du fonctionnement du capitalisme, pour lutter contre le fétichisme de la marchandise qui passe par la compréhension du fétichisme de l'or, rien de plus que la manière, imposée par l'histoire, de mesurer la valeur, le temps de travail abstrait contenu dans les choses.

Un petit livre qui vient d'être traduit, une conférence – comme le faisait Marx aussi – donnée en 1884 par William Morris, *Travail utile, fatigue inutile* (Éd. Rivages poche), que ne cite pas Michel, apporte un peu d'air frais en indiquant que les messages d'émancipation ne manquaient pas, même si ce socialiste n'a pas tout compris de Marx.

« *L'économie politique lugubre, forcément lugubre* », titre du chapitre 13, passe en revue la plupart des économistes enseignés, plus ou moins, dans les facultés pour dégager leurs secrets en forme de rébus provenant du passé. Il sauve Adam Smith, le fondateur de l'économie politique, assimilé trop souvent et malgré lui – mais qui lit encore *De la richesse des nations* ? – au fondateur du libéralisme Jeremy Bentham. Ainsi, par exemple, « la main invisible du marché » ne se trouve pas chez Smith – c'est pourtant répété – mais chez Bentham.

Il est nécessaire, à l'issue de cet essai, de conclure que la « science économique » n'existe pas. L'analyse porte sur le fait politique, condensé de toutes les sciences sociales qu'il faut unifier pour appréhender nos sociétés capitalistes. La formation ouverte fait partie des exigences démocratiques.

Par des revendications, comme la réduction du temps de travail, qui montrent les intérêts communs en ouvrant la voie aux luttes collectives et à l'existence de la classe ouvrière dans le combat de classe, on refuse aussi les fausses divisions sociales.

Nicolas Bénéès

* Michel Husson, *Portrait du pauvre en habit de vaurien, eugénisme et darwinisme social*, éd. Page 2 et Syllepse, Lausanne-Paris 2023, 330 pages, 20€.

Une théorie marxiste de la bureaucratie

Les analyses du pouvoir et des privilèges bureaucratiques ont été l'objet de nombreuses études universitaires mais ont aussi accaparé l'attention des militants du mouvement ouvrier. L'effondrement du système « communiste » en Union soviétique et en Europe de l'Est remet à l'épreuve les théories classiques des rapports entre la bureaucratie et la classe. *Le pouvoir et l'argent* d'Ernest Mandel (paru en anglais en 1992 sous le titre *Power and Money: A Marxist Theory of Bureaucracy*, dont c'est

la première parution en français) et *Ouvriers et bureaucrates* de Zbigniew M. Kowalewski (paru dans Inprecor en 2021) sont deux contributions qui renouvellent au fond la théorie marxiste de la bureaucratie. Elles mettent à nu ses racines sociales et historiques, tant dans l'État capitaliste, dans l'État « postcapitaliste » que dans les organisations ouvrières de masse à l'Est et à l'Ouest. La naissance, l'expansion et la prise de contrôle de l'URSS par la bureaucratie dès les années 1920 y sont largement analysées sous un jour nouveau.

Les auteurs s'appuient sur des documents d'archives, des témoignages contemporains et leur

connaissance approfondie du terrain pour étayer leur analyse de l'administration capitaliste et de l'idéologie ainsi que la pratique de la bureaucratie des pays de l'ex-bloc dit « communiste ».

Ces deux études lucides défont les théories stalinienne, webérienne et sociale-démocrate qui justifient qu'une bureaucratie officielle est une caractéristique des sociétés modernes. Leurs deux conclusions sont identiques : « *La bureaucratie ne peut être abolie que si l'intérêt universel devient réellement l'intérêt particulier* » (Karl Marx).

* Ernest Mandel & Zbigniew Marcin Kowalewski, *Aux sources du phé-*

nomène bureaucratique, éditions La Brèche, Paris 2023, 436 pages, 13€.



Camp de jeunes 2023 : importance de l'internationalisme

Par
Jonathan Simmel*

Du 22 au 28 juillet, la France a de nouveau accueilli le camp de jeunes de la IV^e Internationale. Beaucoup de choses ont changé depuis le premier camp, il y a 40 ans, et les nouvelles générations soulèvent de nouvelles questions. Mais le but du camp est toujours le même : rassembler les jeunes camarades de toute l'Europe, vivre l'internationalisme et partager l'expérience et les analyses politiques de la lutte des classes.

Avoir une perspective internationale et adopter une attitude ouverte à l'égard des nouvelles générations de militant-es sont des tâches permanentes pour les marxistes. Mais seule une petite partie de notre activité crée réellement de tels espaces et les met au centre de notre militantisme. Ainsi, le camp reste une expérience unique.

Formation théorique et pratique

Les principaux sujets du camp changent avec les nouvelles générations. Il y a 15 ans, l'écologie et le climat ont commencé à faire l'objet d'une attention particulière. Aujourd'hui, ce sont parmi les principaux sujets, et ils sont intégrés aux discussions politiques des autres thèmes. Le camp commençait par le thème «*écocapitalisme, seule alternative contre le capitalisme*», une réaction concrète à la catastrophe climatique, liée aux mouvements menés par les jeunes générations. Les discussions ont permis d'aborder l'expérience de différentes luttes du mouvement pour le climat mais aussi comment ces questions ont été intégrées dans les syndicats, ou comment l'extrême droite s'y oppose.

Concernant la théorie, il a été souligné la nécessité d'un programme politique mettant l'écocapitalisme au premier plan. Mais le débat sur les méthodes habituelles de formation théorique était également intéressant. Notre situation nécessite peut-être de nous éduquer sur des questions pratiques : montrer que nous pouvons réellement or-

ganiser une nouvelle société, que nous pouvons mener une grève ou une occupation auto-organisée. Nous ne pouvons gagner la confiance de la classe ouvrière que si nous nous montrons capables d'organiser la société aussi d'un point de vue plus pratique.

Ainsi, les ateliers de cette année comprenaient beaucoup plus d'apprentissages pratiques. C'est une bonne chose pour un camp de jeunes auto-organisé, où les nouvelles générations peuvent prendre des décisions pratiques et politiques tout au long de la semaine.

Féminisme, femmes, genre...

Les espaces clos pour les groupes opprimés font partie de l'ADN des camps jeunes. En commençant par un espace réservé aux femmes. Plus tard dans l'histoire des camps, un espace LGBTQI est apparu et plus récemment pour les camarades racisés-es. Après deux ans de pandémie, une nouvelle génération s'est penchée sur la question du genre. La tradition d'un « espace pour les femmes » a été discutée : reconnaissons-nous les femmes comme un sujet révolutionnaire ? Devrions-nous plutôt ouvrir un espace des « opprimés de genre » ?

Pour la première fois, la statistique du camp comprend également des personnes ne s'identifiant ni comme homme ni comme femme – 18% des participant-es ! Ce fait lance également l'idée d'un nouveau trans-espace.

Un comportement inspirant

Peut-être est-ce dû au fait que les nouvelles générations se concentrent sur le consentement, sur l'acceptation des différences, sur la lutte plus franche contre le patriarcat... Il est très clair que l'attitude de nos jeunes camarades est une source d'inspiration, notamment parce qu'ils et elles sont très tolérants et positifs. Ces camarades osent poser des questions et remettre en cause leurs propres expériences et convictions. On ne les voit pas faire des leçons de « la bonne

analyse marxiste », ils et elles sont ouverts à des expériences et des situations diverses. Les discussions sur la « construction du parti » et l'expérience des partis politiques larges (Alliance rouge-verte au Danemark, Podemos en Espagne et Bloc de gauche au Portugal) sont toujours d'actualité au camp. Mais ce n'est plus une position à défendre, c'est une attitude ouverte aux erreurs et au partage des expériences. Une telle façon de débattre devrait être une source d'inspiration pour les générations plus âgées.

Le grand problème... et son aspect positif

Le problème majeur du camp, reflet de la gauche européenne, est que le nombre de participant-es a diminué une fois de plus. Seulement 150 participant-es de 9 pays – loin des chiffres habituels de 300 à 500 participant-es. Un signe clair de l'état des différentes organisations et de l'état des échanges internationaux dans la gauche. Même si le monde est devenu plus petit, rencontrer des camarades politiques, discuter de politique à l'échelle internationale et partager des expériences au-delà des frontières reste une expérience éclairante. Pour les nouvelles générations, c'est peut-être une expérience encore plus exceptionnelle car la majorité des mouvements sociaux et des partis n'offrent pas cette possibilité.

Si le camp était petit, l'intégration entre les délégations n'en était que plus grande. Il semblait facile de socialiser avec des camarades étranger-es inconnu-es. Ainsi, à bien des égards, il semble que l'internationalisme ait été encore plus fort.

Les idées fondatrices du camp – l'expérience de l'internationalisme direct et l'organisation d'un espace spécifique pour les jeunes – semblent encore fonctionner même si la temporalité et le contenu changent constamment. ■

* Jonathan Simmel, syndicaliste, ancien député de l'Alliance rouge-verte du Danemark, est membre du secrétariat jeune de la IV^e Internationale.